

# DE L'ITALIE.

SA SITUATION ACTUELLE ET SON AVENIR.

*Extraits d'un correspondance confidentielle.*

NEW-YORK.

1863.

# DE L'ITALIE

## SA SITUATION ACTUELLE ET SON AVENIR

Florence, 15 Mars 1863.

M.

Si j'ai gardé le silence depuis ma lettre du 28 décembre dernier, c'est que, pénétré de tout ce qu'il y a de sérieux dans le travail qui m'est demandé, j'ai voulu étudier un peu les tendances et les instincts des peuples Italiens dont il s'agit d'apprécier la situation actuelle et les destinées futures.

Il n'est pas trop dans ma nature de reculer devant une responsabilité, si grave qu'elle soit, mais, en raison même de cette espèce de témérité, avant d'émettre une opinion qui brûle ses vaisseaux, s'interdit toute retraite et formule un programme qu'un prochain avenir doit réaliser, sous peine de confusion pour son auteur, j'éprouve naturellement plus d'hésitation et de scrupule qu'un autre, et j'ose me tenir pour excusable sous ce rapport.

J'ai modifié déjà bien des fois mon jugement sur des points essentiels, — chaque jour des remarques nouvelles corrigeaient les conséquences que je croyais logiquement pouvoir tirer des premières. — Mais enfin, comme tout doit avoir un terme, que mon temps d'ailleurs est limité, je vais me recueillir et conclure, après quelques jours passés à Rome, où je compte être le 19 de ce mois.

— Cette prolongation involontaire de séjour à Florence ne m'a du reste pas distrait de mon travail, car la Toscane est la partie neutre de l'Italie, l'on y trouve des hommes de toutes les opinions et de toutes es parties du pays, qui y subissent l'influence de la calme impartialité qui distingue cette population entre toutes, en un mot, c'est le meilleur point d'observation.

Ce que je vais voir à Rome et à Naples, je crois déjà le savoir, mais je ne veux rien livrer au hasard, non parce que je m'exagère l'importance que mon opinion peut avoir à vos yeux, mais parce que je veux procéder avec lenteur et prudence pour l'exprimer catégorique et consciencieuse.

Je sais qu'en voulant prévoir l'avenir on pose en prophète avec risque de ridicule, mais il en est de la prophétie pour la sagesse politique comme de la perfection pour la vertu morale: l'impossibilité d'y parvenir ne dispense pas du devoir d'y tendre.

Pour que cette espèce de préface ne soit pas mystérieuse et inutile je n'hésite pas à déclarer, d'avance, que je ne crois pas au maintien de l'*unité italienne!* Ce que j'aurai à constater d'abord, c'est que depuis la chute des républiques, qu'on peut placer à la prise de Florence et au couronnement de Charles V, en 1530, l'Italie est tombée peu à peu dans une apathique léthargie dont elle n'est pas encore réveillée. Le seul sentiment capable d'atteindre au cœur des masses, si j'en excepte le Piémont ce *dernier venu*, est la haine de la domination étrangère, mais il n'y a rien au delà. C'est comme instrument transitoire d'indépendance que *Vunité*, cette inspiration révolutionnaire, adoptée par le comte Cavour au bénéfice de la maison de Savoie, a été acceptée par quelques-uns et tolérée par le plus grand nombre.

L'Italie fait illusion aux esprits les plus perspicaces qui ne l'ont pas étudiée de près: Le calme de ses peuples qui apparaît comme une adhésion à tout ce qui se fait à Turin, n'est que la froide et un peu dédaigneuse indifférence de gens qui ont une longue habitude de ne rien faire pour ou par eux-mêmes. Ce qu'on fait en ce moment, c'est une Italie sans Italiens! Mais lorsque des luttes inévitables les auront réveillés, lorsque des malheurs salutaires les auront retrempés en leur restituant un peu d'énergie politique, que deviendra cette multiple Italie, qui n'est unie à la surface que parce que rien n'est debout? Je me trompe, il y a debout, en dehors dût Piémont et de l'amour universel de l'indépendance, deux petites phalanges militaires: les républicains, sous les noms divers de *Mazzi*, *d'hommes d'actions*, et une fraction de catholiques, comprenant déjà que sous le domaine temporel on peut atteindre l'indépendance du Pontife. Là, on trouve un peu de vie et de combat, partout ailleurs on dort. Je l'ai constaté, entre autres preuves, dans les *meetings* publics auxquels j'ai assisté et qui n'ont fait de bruit que dans les colonnes des journaux qui en ont transcrit les résolutions. La grande masse a bien quelques petites sympathies, quelques légères aversions, quelques vellétés, mais tout cela se tait devant l'horreur de la lutte et du bruit, devant l'amour du repos, et en cherchant la base de ces passions en germes, de ces volontés latentes, ce qu'on trouve d'abord c'est la jalousie

si non la haine du Sarde, l'amour orgueilleux et exclusif de l'autonomie, de la gloire particulière, de tant de peuples rivaux, dont on veut faire un seul peuple.

J'ai la conscience profonde d'être ici dans le vrai. — La preuve de cette débonnaire indifférence est difficile à produire comme celle de toute maladie arrivée à l'état chronique: On ne la constate que par ses effets négatifs. Eh bien! est-il naturel que dans l'état actuel des choses, dans un moment si solennel, lorsque tout est encore en question, est-il naturel, dis-je, que l'on ne puisse que rarement et à grande peine, réunir plus d'un dixième des électeurs dans un collège? que, presque sans exception, les mandataires du peuple ne sont élus qu'au second scrutin, dit de *baUotage* toujours prévu dans les arrêtés de convocation, parce que dix électeurs présents sur 10,000 inscrits peuvent déléguer le mandat? que la moitié des séances du parlement s'ajournent faute de nombre? J'ai pensé un instant, en présence de cette apathie populaire, avec l'armée piémontaise bien organisée et, jusqu'aujourd'hui du moins, d'un bon esprit, que 1 *'unité*, quoique n'étant pas dans les vœux secrets de la majorité des populations, ne rencontrerait pas d'abord de résistance sérieuse, mais je vois que cette condition favorable est largement compensée par le parti de l'action composée d'hommes qui font passer les intérêts de la liberté et de la légalité avant ceux de l'unité. Ces hommes là, en majeure partie napolitains, comptent dans leurs rangs quelques uns des meilleurs orateurs des chambres. Ils sont de l'opposition, ce qui les dispense d'affirmer des doctrines pratiques; ils sont actifs et on peut les regarder comme les futurs et prochains héritiers du pouvoir réduit à la triste situation de ne pouvoir ni avancer, ni reculer, ni rester en place. Or, on ne peut méconnaître l'antagonisme naturel et profond entre l'unité et la liberté. Ce parti là est fatalement destiné à être un des dissolvants du grand royaume Italique.

Toutes les parties de l'Italie peuvent, momentanément et plus ou moins, tendre vers le même but, mais en les écoutant et en remontant aux causes, quelles radicales différences! quels antagonismes! L'unité pour la Lombardie, c'est l'affranchissement des allemands. — Les soldats sardes sont des libérateurs et les autrichiens qui veillent à la frontière, par les dangers futurs dont ils sont la menace vivante, rappellent sans cesse les services passés et les besoins présents. De plus, les Milanais ne se croient pas de destinées propres; le souvenir de leur indépendance est dominé par celui des princes étrangers qui les ont gouvernés, par celui de l'exploitation alternative des Allemands, des Espagnoles, et des Français. L'unité constitue donc un progrès pour eux et l'on conçoit qu'ils préfèrent leur capitale à Turin où à Rome, qu'à Vienne, Madrid ou Paris. D'ailleurs, la réunion au Piémont a été marquée pour eux par un dégrèvement d'un

tiers de leurs impositions. En Lombardie donc, le nouveau régime n'aura pas à lutter contre la tradition nationale si puissante en Italie.

L'unité pour le Royaume de Naples est tout autre chose, il n'a pas été militairement occupé par les autrichiens qui ne lui inspirent ni crainte ni colère. Il peut y gagner en droit, en régularité administrative, avantages peu appréciés encore, mais il y perd sa nationalité distincte, et l'unité, pour le Napolitain, n'est qu'un changement de régime politique. — Le soldat sarde n'est pour lui qu'un étranger, qu'un conquérant et, à l'exception des républicains qui l'acceptent comme *instrument* révolutionnaire et guerrier, Turin y compte bien peu d'amis sincères.

L'unité en Toscane est autre chose encore. — Il n'y a pas ici d'unionistes de *la veille*. Sous le régime républicain et dictatorial de Guerrazzi, elle a refusé de se réunir à Rome et c'est en quelque sorte par surprise, pour éviter une seconde réaction en faveur du grand duc et pour sauver quelques personnalités importantes trop compromises, que le baron Ricasoli, jusque là le plus fervent défenseur de l'autonomie, a jeté du jour au lendemain la Toscane, qui lui échappait, dans le mouvement unitaire.

Ce qu'il y a en Toscane à la fois de remarquable et d'incontestable, c'est que le grand Duc et la dynastie de Lorraine n'y comptent pas un ennemi. On reproche au souverain exilé de n'avoir pas sacrifié sa famille à son pays, d'être resté prince de la maison d'Autriche, quand il ne pouvait plus être que prince Italien; mais l'antipathie ne va pas plus loin. Lorsque j'ai trouvé quel qu'aigreur chez un Toscan, c'est lorsqu'il dit: «Si nous sommes aujourd'hui dans l'unité c'est la faute du grand duc!» Il n'en est pas un qui marchandise sa reconnaissance à la maison de Lorraine; tous sont fiers de la supériorité de leurs lois, de la probité et de la bienveillance de leurs administrations, de la douceur toute paternelle de leur gouvernement, de la liberté dont ils ont joui et qui désormais est devenue incompatible avec la centralisation obligée d'un grand gouvernement unitaire.

L'unité pour la Toscane, c'est le sacrifice d'une autonomie dont elle est orgueilleuse à bon droit, c'est la perte d'immenses domaines sagement épargnés, ce sont des charges nouvelles qui bientôt auront doublé les anciennes, c'est la suprématie de fait des Piémontais auxquels les Toscans se croient consciencieusement supérieurs; c'est leur illustre et chère Florence réduite à l'état de chef-lieu de département, c'est la capitale à Turin où ils n'entrent que par une porte sur laquelle naguère encore on lisait: *Porte d'Italie!*

## I.

### DE L'IDÉE UNITAIRE EN ITALIE.

*Castel Nuovo, 25 Juin 1863.*

Ce n'est pas sans quel qu'embarras que je commence le travail demandé sur la situation actuelle de l'Italie et son avenir probable.

Il ne peut être question ici de détails courants, ni des événements immédiatement probables, car les problèmes que les peuples d'Italie doivent résoudre pour fixer leurs destinées, constituent une œuvre qui ne peut s'accomplir qu'avec le temps et par degré en passant par de nombreuses péripéties, des transactions et des crises qui seront sérieuses, difficiles et peut-être sanguinaires.

Dans une première lettre j'ai dit que je ne croyais pas à l'établissement définitif de l'unité italienne. Un lent et consciencieux examen m'a confirmé dans cette opinion. Aujourd'hui, je dois indiquer les raisons de mon doute, et j'ajouterai pourquoi je ne crois pas l'unité désirable ni pour l'Italie en général, ni pour le Piémont en particulier, ni au nom de la liberté, ni au nom de l'indépendance, ni au nom du développement de la richesse publique, ni au nom de l'activité et de la dignité des populations, ni enfin, au nom de la paix et de l'intérêt de l'Europe! Mais avant tout je tiens à proclamer ici que je me sens dans le cœur et dans l'esprit la plus complète impartialité. J'aime ce pays comme une seconde patrie et quelque soit l'idée qui prévale je ne sens le besoin de lui demander que d'être praticable et de pouvoir réaliser la plus grande somme de bien. C'est parce que l'unité ne me paraît répondre à aucune de ces deux conditions que j'en suis arrivé à la condamner comme une tentative vaine et dangereuse.

Le malheur pour l'Italie est d'être arrivée, par l'œuvre de la France, trop vite et à trop bon marché, à un résultat que les plus ardents n'osaient espérer sans une lutte d'un demi siècle. La valeur de toute chose ici bas est en raison des peines et des sacrifices qu'elle a coûtés. Les Italiens ont été étourdis de leurs succès rapides et inattendus; un sentiment d'émulation les a poussés à vouloir faire quelque chose pour eux-mêmes et n'admettant plus de limites à leurs espérances, plus d'obstacles invincibles à leur volonté, la plus sérieuse difficulté du gouvernement a été de tempérer cet esprit d'orgueil et d'aventure,

d'empêcher les volontaires d'aller combattre les Autrichiens à Venise et même leurs libérateurs, les Français, à Borne.

Ce qui a pu inspirer l'idée de l'unité et seul pouvait la justifier, c'est l'amour de l'indépendance, le besoin d'être fort contre l'étranger. Mais la domination autrichienne est bien morte et l'unité n'est plus qu'un anachronisme. Bien plus, je soutiens, et je dirai plus tard pourquoi, c'est l'unité qui doit ramener des périls extérieurs en Italie. Mais dans le premier moment de surexcitation on n'y regardait pas de si près, on voulait un état de vingt-quatre millions à l'appui d'ambitieuses prétentions, sans songer aux difficultés de l'unification et de l'organisation intérieures, aux jalousies puissantes qui ne feraient plus une loi à la prudence de toute l'Europe de défendre l'Italie contre les entreprises du dehors.

L'idée de l'unité a d'abord quelque chose qui séduit les meilleurs esprits parce qu'elle suggère l'idée d'union, mais l'examen et la pratique ne justifient pas cette honnête illusion et l'unité viole l'union bien plus fréquemment qu'elle ne la consacre. Elle est le rêve de toutes les tyrannies. Admettons la division au nom du droit, de la tradition et de la liberté de tous et avec un peu de tolérance et l'intérêt réciproque, on arrivera plus tôt à l'union dans la diversité qui n'impose de sacrifice à personne, à un mariage en séparation de biens, si naturel au génie de l'Italie. La sympathie naît des contrastes, dit la sagesse populaire, et j'avoue que j'ai plus de foi dans ce bon sens traditionnel que dans les théories orgueilleuses des réformateurs modernes, dont la liberté a des griffes, les combinaisons des chaînes et dont l'amour a besoin de gendarmes, de prisons et d'échafauds. A quoi se réduiraient donc les conquêtes de l'esprit humain dont nous sommes si fiers, que signifierait donc cette liberté qu'on crie par-dessus les toits; si on ne peut les présenter aux peuples qu'au bout d'une bayonnette? Qu'il y avait en Italie de mauvais gouvernements, je l'admets sans peine, et sans aller jusqu'au droit à l'insurrection, je veux bien absoudre les peuples qui y ont eu recours comme à un dernier et unique remède, mais il y a loin du fait à la théorie, surtout quand il est mis en œuvre par des étrangers, et pour l'honneur de notre temps, de nos progrès et de notre liberté, je demande un peu de respect pour la justice et le droit des gens, je réclame l'usage de ma libre conscience et la permission de ne pas trouver moral et juste l'acte d'un voisin qui, abusant de sa force, sous un prétexte spécieux, entre chez moi sans provocation ni déclaration de guerre et me confisque à son bénéfice — quand, même il prétendrait que c'est pour mon bien. Je pense avec M. Guizot que «la conquête franchement poursuivie et proclamée est infiniment moins choquante et moins anti-sociale que l'anarchie intérieure chargée de sanctionner les œuvres de l'ambition et

de la force étrangère.» Les peuples d'Italie n'ont vu dans leurs princes que des alliés ou des instruments de l'Autriche. Ce souvenir a provoqué des colères qui ne sont pas toujours injustes, mais il'y a erreur à croire cette complaisance volontaire et gratuite. Elle leur était commandée par la crainte de la révolution, par la force effective de l'Autriche qu'il eut été imprudent de braver dans la paix et dont l'appui était indispensable dans les troubles et la guerre. La sujétion n'a de charmes pour personne et, après l'expulsion des Autrichiens, pour que ces princes éprouvassent sans mélange toute la douceur d'un profond soulagement, il eut suffi de les tranquilliser sur les menaces révolutionnaires. Le Piémont lui-même ne nous fournit-il pas un précieux exemple: Le cabinet devienne a trouvé longtemps à Turin plus de complaisante subordination qu'à Parme, Florence ou Naples, cela a-t-il empêché le Piémont, lorsqu'il a cru pouvoir s'affranchir et s'agrandir d'aller chercher des points d'appui dans des camps rivaux pour livrer bataille à l'ancien allié protecteur. Non, l'Autriche expulsée, l'Italie n'avait plus rien à craindre pour son indépendance des anciennes sympathies autrichiennes de ses princes, et perpétuer ce grief contre eux, n'est, je le répète, qu'une injuste erreur. Le temps nous montrera jusqu'à quel point c'est une faute. En attendant elle a jeté l'Italie dans les aventures, l'a condamnée à la violation de tous les droits, a suscité une ambition dangereuse qui la contraint à pactiser avec l'esprit de révolution et de conquête.

L'Italien, dans les temps ordinaires, est, par tempérament, plus sage et plus pratique qu'on ne le croit généralement en Europe, qu'il ne le croit lui-même. Le gouvernement de Turin comprend parfaitement que la révolution est un instrument, un moyen, non une règle ou un but. Mais aussi longtemps que le programme ne sera pas réalisé tout entier, il ne peut renoncer aux voies révolutionnaires, et c'est ce qui le jette forcément dans la contradiction et impose à sa conduite quelque chose de double et de faux. Le coupable ici est la situation plus que les hommes. Je crois le respect de la légalité sincère en Piémont, mais ce serait aller à l'encontre de l'unité que de s'y arrêter dans le royaume de Naples. Aux mécontents, aux impatientes, aux attardés de Toscane, de Parme, de Sicile, de Lombardie, il doit tenir un langage et prêcher des principes de modération et de hiérarchie qui sont la contradiction manifeste du langage et des principes qu'il soutient et propage à Rome et à Venise. En un mot, il est condamné à deux poids et à deux mesures, à glorifier et à réprouver à la fois les mêmes idées, les mêmes actes, selon que, par la différence des lieux, ils lui sont favorables ou contraires. C'est la triste condition du gouvernement italien de ne pouvoir respecter la logique, qui après tout gouverne le monde, et cela me fait craindre que rien ne sera fait pour l'unité nationale aussi longtemps qu'il restera quelque chose a



faire, et je ne puis m'empêcher de prévoir le jour où il rencontrera à l'intérieur les doctrines dont il use au dehors.

Quand on veut aller au fond des choses et ne pas se payer de mots, on est frappé de la singulière et persistante contradiction de tout ce qui se dit et s'imprime d'officiel et d'officieux. On parle de l'*Indépendance*, comme si elle était encore en question, de la *liberté*, comme si une armée de 130 mille hommes n'était pas en campagne à l'intérieur, sans garantir l'ordre et la légale administration de la justice, de comme formant avec indépendance et liberté des termes identiques ou naturellement surbordonnés entre eux. Cela me paraît si étrange et d'un non sens si évident que je crois qu'il suffit d'y arrêter la pensée pour en saisir le faux.

Que les grands génies italiens du moyen-âge aient voulu l'unité, même par des princes et des armées d'Allemagne, cela s'explique par les réminiscences de l'antiquité. L'Europe moderne n'était pas encore définitivement constituée et ils pouvaient ne voir l'indépendance que dans une domination universelle dont le titre et la consécration, dans la pensée de Dante, de Pétrarque comme de Rienzi étaient à Rome. L'Italie avec une exubérance d'énergie et d'activité se déchirait de ses propres mains, partout sévissait la guerre, d'état à état, de ville à ville. L'unité était la réaction des sanglants - excès à l'intérieur et la seule formule que possédait l'orgueil italien qui ne concevait qu'un César. Mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi et le rêve de la monarchie universelle épouvanterait tout esprit noble et sain s'il ne le faisait sourire.

J'ai beau chercher les raisons d'être de l'unité de l'Italie, je ne les trouve nulle part — ni dans l'*histoire*, où elle n'existe qu'à titre d'abaissement et de conquête étrangère; ni dans les *traditions*, puisque les italiens n'ont été prospères que divisés et ne se sont battus que pour la division; ni dans la *géographie*, puisque la nature la coupée en plusieurs parts par des barrières presque infranchissables; ni dans l'*origine des races*, puis qu'on sait dans quelles parties parfaitement circonscrites, se se sont établis lès Hérules, les Grecs, les Goths, les Lombards, les normands, etc. Ni dans la *religion*, puisque pour s'établir, l'unité la combat et veut la proscrire dans son chef.

Serait-ce dans la langue? mais le génois, le napolitain, le vénitien, le sarde et le romagnol ne s'entendent pas entre eux, s'il n'ont pas étudié le toscan comme langue commune. La langue d'ailleurs n'exerce pas une si puissante influence, elle n'est ni condition essentielle, ni obstacle insurmontable à l'union des peuples, elle n'a pas empêché des Slaves, des Arméniens, des Grecs, des Arabes, d'être sujets de l'empire Ottoman, d'autres slaves de faire partie de l'Autriche et de la Prusse et de constituer à la fois la Russie et la Pologne, comme elle n'a pas depuis, des siècles empêché la confédération helvétique où l'allemand, le français et

l'italien sont d'usage légal; la Belgique d'être un peuple homogène quoiqu'on y parle le français et le flamand — j'écarte donc cette considération qui peut avoir une valeur relative mais qui ne prouve absolument ni pour ni contre.

L'unité, en dehors de l'émigration italienne où elle a du trouver son expression dans la fraternisation républicaine, n'est donc qu'un accident dont l'histoire, dans ce dernier temps, n'est pas difficile à faire: d'abord pacte de conspiration contre les gouvernements établis; puis solidarité dans la défense contre l'étranger, et enfin, après l'expulsion des Autrichiens, orgueil des masses et ambition du Piémont. D'après la convention arrêtée à Plombière entre l'Empereur et IL de Cavour, la France devait avoir Nice et la Savoie contre Milan et Venise, cédés au Piémont. Je crois fermement qu'à cette époque, M. de Cavour et l'Empereur n'avaient pas la pensée d'aller plus loin. Tous les princes italiens devaient être conservés, mais la crainte d'une coalition ayant arrêté la guerre à Villafranca, avant la libération de Vénise, les conditions n'étaient pas remplies et la Toscane a été livrée en compensation de Vénise et en contre-valeur de Nice et Savoie.

L'invasion des états de l'Église a été tolérée par la France comme une réponse à l'armée légitimiste du général Lamoricière.

L'Empereur a donc été entraîné par le besoin de justifier la guerre devant les intérêts de la France, comme M. de Cavour l'a été, pour se faire pardonner la cession d'une partie du pays qui contenait le berceau de la dynastie, et cette nécessité, cette mutuelle tolérance ont jeté les deux états dans la voie des aventures, n'ayant plus la libre disposition d'eux-mêmes, ni devant les partis, ni devant les événements, ni devant les principes.

Dans l'examen du passé on exagère toujours, en bien ou en mal, la valeur des hommes qui ont joué un premier rôle. Les grands événements qui transforment la condition des peuples ne sont pas des conceptions qui naissent d'une seule pièce dans le génie d'un roi ou d'un ministre, comme Minerve dans le cerveau de Jupiter; il y a toujours un entraînement, une force de déduction que l'imprévu domine en surprenant les contemporains—si les cœurs et les consciences pouvaient être scrutés comme des documents, l'histoire serait pleine de grands hommes, par hasard et de conquérants malgré eux.

A l'heure actuelle, ce qui est au fond de l'esprit italien, ce n'est pas l'amour de la liberté, ce n'est plus le besoin de l'indépendance, mais l'ambition de se poser dans le monde en grande puissance. On s'étourdit sur le reste, et pour atteindre ce but, les italiens, ceux du moins qui sont dans le mouvement, seraient capables, comme leurs ancêtres, d'aller encore chercher au loin un empereur, un autre Othon de Saxe; sacrifiant

ainsi leur indépendance, leur liberté, à un rêve de grandeur et de domination. Pour expliquer ma pensée, je pose une hypothèse absurde: Si Louis Napoléon s'offrait comme empereur à l'Italie, Victor Emmanuel ne conserverait pas un aide-de-camp. Je conviens que ces visées ambitieuses, popularisant dans certains milieux l'idée d'unité de quelque manière qu'on en apprécie la moralité et la raison, font de cette unité une des tendances nationales, mais cela n'est qu'une velléité factice que des succès inespérés ont fait naître et qui ne résistera pas à la calme réflexion, aux besoins, aux intérêts sérieux et permanents, si Ton veut, aux passions traditionnelles.

. Le gouvernement constitutionnel, dès que l'ébranlement actuel se sera un peu apaisé, va inaugurer la discussion et la lutte des tendances particulières des parties si diverses et si distinctes qui composent le pays. —Je ne songe ici qu'au terrain légal. —Les Piémontais ne seront pas en majorité et la raison froide mais peu brillante qui caractérise ce peuple, sera peu appréciée; au grand dommage de tous, son esprit calme et pratique ne sera pas celui du gouvernement unitaire et nous verrons quelque chose d'approchant à ce qui arriverait dans la Grande-Bretagne, si une majorité irlandaise dominait dans le parlement.

Je pense, et à regret, que de tout ce qui se fait en Italie aujourd'hui, des durs sacrifices qu'on s'impose de toute part, il ne résultera, je le pense fermement, de bonheur pour personne. Pour juger sainement de l'avenir, il faut s'affranchir un peu de l'actualité transitoire dans laquelle nous sommes. Eh, bien, que l'unité ait un premier succès, que le gouvernement aille s'installer à Borne, que l'Italie perde le pape, que le Piémont perde la capitale, ne constituant qu'une minorité, qu'il perde aussi, ce qui n'est que trop probable, comme Je viens de le dire, la direction des affaires, le Piémont fier à bon droit de l'immense impulsion qu'il a donnée à l'Italie, fatigué de ce travail pénible d'unification qu'il n'a cru entreprendre qu'à son bénéfice, le Piémont lui-même, arrivera plus tôt qu'on ne croit à regretter son indépendance, son état de royaume avec l'adjonction de la Lombardie, qui était naturelle et ne pouvait provoquer ni réactions ni résistances. Ces regrets arriveront-ils à temps? les passions populaires qui vont se développer par le malaise chaque jour croissant avec l'impatient désir d'y échapper, permettront-elles de reculer ou de s'arrêter? à la raison de se faire entendre? Je l'ignore, mais je crains que la mémoire du comte Cavour passera par de cruelles discussions et que les descendants de ses compatriotes qui l'admirent tant aujourd'hui ne l'accepteront pas sans réserve.

## II.

## DE L'UNITÉ SELON L'HISTOIRE.

Si les hommes les plus supérieurs travaillent souvent à leur insu & une œuvre d'avenir qui se dérobe à leur regard, ou dont ils ne trouvent pas du moins la conception distincte dans leur esprit, l'histoire, par contre, dont il ne sont que les acteurs passagers plus ou moins intelligents, a une logique qui prête aux temps passés un enseignement qui peut servir de guide à l'avenir quand on l'interroge avec un esprit simple dégagé de toute passion. Quand les intérêts et les théories s'en mêlent, l'histoire n'est plus qu'un arsenal où l'on trouve des armes pour et contre tout, et l'on ne voit que trop souvent la vérité servir le mensonge. Cependant, on ne peut nier l'enchaînement dans la vie des peuples, rien de sérieux n'y est complètement fortuit et aux institutions humaines ce qu'il faut demander d'abord, c'est leur raison d'être historique —et c'est la question que je me permets ici d'adresser à l'unité italienne. L'historien de Sismondi, dont aucun italien ne récusera l'autorité, me répond: «Le gouvernement des étrusques était celui du bonheur et de la liberté: le gouvernement fédératif. Honneur aux peuples libres que l'ambition ne séduit pas! honneur aux peuples qui savent préférer le plus noble des biens, la liberté, au pouvoir et à la gloire; qui demandent à leur gouvernement la modération, la bienveillance universelle, non de nouvelles conquêtes! Honneur aux nations libres qui cherchent dans le lien fédéral, non seulement une défense contre les agressions étrangères, mais aussi une garantie contre leurs propres passions, contre l'égarement de l'ambition, contre l'ivresse du succès!» (Introduction à l'histoire des républiques. P. vij-viiij.)

«L'Italie après avoir été longtemps une province faible et sans défense de l'empire romain, devint, non pas une nation, mais une pépinière de nations, — elle compta autant de peuples que de villes, toutes libres et républicaines, et chacune de ces villes du Piémont, de la Lombardie, de la Vénétie, de la Romagne, de la Toscane, mériterait d'avoir son histoire particulière. De plus grands caractères se sont développés dans les petits États, on a vu s'y déployer des passions plus vives, des talents plus

distingués, plus de vertus, plus de courage et de vraie grandeur que dans plusieurs monarchies condamnées pour jamais à l'indolence et à l'oubli.» (Ibid. P. xv.)

L'Italie, en effet, a été de toute antiquité la terre classique du gouvernement fédéral. — Les Etrusques, les Sabins, les Latins, les Samnites, les Brutiens, étaient des peuples confédérés. Il est vrai que tous furent vaincus et absorbés par la puissance romaine, et que le Peuple Roi par sa grandeur s'offre seul aujourd'hui à notre admiration, mais avec l'indépendance et la liberté de tant de nations, disparurent pour faire place à l'unité, la richesse des campagnes, la population, le bonheur. «Les fédérations succombèrent, ajoute M. de Sismondi, mais une résistance de trois siècles prouve bien que la faiblesse n'est point la conséquence nécessaire d'une constitution fédérative.» (P.viiij.)

«La tyrannie s'affermi au milieu des calamités générales. Plus la nation est accablée sous leur poids, plus elle est hors d'état de résister au maître qui l'opprime, plus elle sent le besoin de confier ce qui lui reste de force, à une main vigoureuse pour résister à de nouveaux malheurs. Les fédérations italiennes succombèrent lorsqu'elles furent frappées par des fléaux dont aucun gouvernement ne saurait préserver les peuples: mais avec elles finit la lutte de l'Europe pour l'indépendance, et quand les Samnites furent accablés, le monde entier ne put plus résister au pouvoir des romains.» (Ibid, p. x.)

Ce n'est donc ni à l'antiquité, ni à l'époque romaine, que les partisans de l'unité peuvent demander des raisons ou des exemples. C'est moins encore aux temps des invasions barbares qui séparent la disparition de l'empire d'occident de l'avènement de Charlemagne, du V<sup>me</sup> au IX<sup>me</sup> siècle, temps sombres et terribles qui rappellent les Visigoths d'Alaric, les Huns d'Atila, les Vendales de Genséric, les Hérules d'Odoacre, les Goths de Théodoric, les Ostrogoths de Totila et de Vitigès, les Grecs de Bélisaire et de Narses, les Francs, les Burgundes, les Lombards d'Agilulfe et de Luitprand, c'est-à-dire des scènes de carnage au milieu desquelles les peuples italiens ne sont qu'une proie misérable passant par lambeaux entre les mains de ces barbares envahisseurs.

Lorsqu'en 800, Charlemagne fut proclamé empereur d'occident, par le pape Léon III, il créa l'unité, mais bien plus nominale qu'effective, car il ne détruisit que la domination lombarde siégeant à Pavie, et Rome, le Frioul, le Bénévent, Spaleto, Turin, Brescia, Naples, Toscane, restèrent comme ils les avaient trouvés, sous le gouvernement immédiat du pape et de ducs relevant de l'empereur, mais pour tout le reste, libres et divisés.

L'Italie sous Charlemagne n'était donc ni indépendante ni unie de fait, et lorsqu'en 888, par la mort de Charles le Gros, les Carlovingiens disparurent, l'indépendance commença à lui revenir par le fractionnement; la féodalité s'établit sous huit princes ou seigneurs différents «qui se la partageaient entre eux, pour bientôt se subdiviser à l'infini.

Cela est-il un mal et faut-il regretter que le grand empereur n'ait pas complété son œuvre de domination unitaire? Je ne le pense pas et j'aime encore ici à m'appuyer de l'opinion de Sismondi. «Si Charlemagne avait eu pour successeurs sur le trône des Francs deux ou trois hommes dignes de lui, la monarchie universelle se serait probablement maintenue et son affermissement aurait été un nouveau malheur. L'Europe, en perdant l'émulation de ses divers États, aurait perdu les prérogatives qui la distinguent: Elle serait arrivée plus tôt peut-être à une demi civilisation, mais elle serait ensuite restée stationnaire comme la Chine, sans énergie, sans pouvoir, sans gloire, sans vertu. En effet, Charlemagne éteignit en quelque sorte toute l'ardeur de son siècle.» (Sis. Rep. it. T. VI., p. 23.)

L'histoire de l'Italie nous fournit une autre époque qu'on peut apposer, *des Empereurs d'Allemagne*, qui commence avec Othon le Grand -de Saxe, en 962, et finit à peu près en 1188 avec la ligue lombarde et le soulèvement des villes contre Frédéric I Barberousse, car les dernières années de cet empereur et les règnes de ses successeurs Henri VI le Cruel, Frederick II et Conrad IV, ne sont que les convulsions d'une autorité mourante succombant sous l'esprit d'indépendance et de liberté d'une Italie renaissante. Cette époque se caractérise si non par l'unité du moins par une autorité unique mais étrangère qui dominait en Italie. Je doute que les souvenirs qu'elle a laissés soient de nature à faire naître le désir de réédifier quelque chose de semblable, car à l'exception des trois premières Othon, ce n'est qu'une succession de troublés, de guerres, de révoltes, de massacres, dans lesquels les peuples n'étaient encore que les instruments passifs de l'ambition des chefs, mais enfin qui aboutirent au réveil de l'esprit public, au parti des Guelfes, défenseurs de l'indépendance et des papes qui en étaient les légitimes représentants dans la division, contre les Gibelins, les unitaires politiques de ce temps, qui ne rêvaient que le retour, de l'ancien empire romain, d'un César dominateur du monde et ne relevant que de Rome. Ne pouvant reconquérir l'univers, ils appelèrent les souverains germaniques avec leurs armées les plus formidables d'alors, pour les sacrer empereurs à leur bénéfice et continuer en leur nom la domination universelle, comme, dans son agonie, l'empire qu'ils voulaient faire renaître, avait appelé Alaric et ses Visigoths. Ce sentiment se trouve admirablement

personnifié dans le Dante et Pétrarque, ces deux sublimes génies, charmant et étonnant le monde sur les confins de deux grandes époques politiques de l'humanité, de l'antiquité et des temps modernes, de Rome qui ne nous a légué que l'idée d'une patrie, d'une grandeur collective, favorables à l'ambition conquérante — et l'individualisme des barbares fécondé par le principe chrétien qui a développé le sentiment de la dignité de l'homme et de son droit à la liberté comme homme. Dante et Pétrarque et peu après le tribun Rienzi lui-même, en raison de leur érudition, de leur génie littéraire, n'étaient, au point de vue politique, que les derniers enfants de Rome impériale. Deux sentiments les dominent: l'admiration des grandeurs passées et le dégoût des turbulences populaires; de cette énergie désordonnée d'une liberté qui vient de naître et s'essaie sur elle-même en se déchirant. Dante et Pétrarque n'étaient que les *Codini*, les réactionnaires, les absolutistes du XIV<sup>me</sup> siècle.

Ceci nous a amenés à la grande et glorieuse époque de l'histoire moderne de l'Italie, celle de sa plus grande liberté, de sa plus grande prospérité, mais en même temps de sa plus grande division. Elle a commencé à poindre dès de X<sup>me</sup> siècle, dès Othon le Grand, de la réunion de l'Italie à l'empire germanique, car les empereurs, pendant leurs longues absences, par jalousie du pouvoir sans doute, ne se faisant point représenter, les villes et les feudataires exerçaient la souveraineté de fait qu'il a suffi de faire reconnaître en droit, ce qui a été l'œuvre des papes et de la ligue Lombarde.

Pour bien caractériser cette époque du XII<sup>me</sup> au XVI<sup>me</sup> siècle, qui s'élève comme un puissant argument contre tout ce qu'on essaie de faire aujourd'hui en Italie, je puis me borner encore à recourir à l'autorité peu suspecte de M. de Sismondi.

«La liberté avait donné à l'Italie, dit-il, (Rép. It. V. xvi, p. 72.), quatre siècles de liberté, de grandeur et de gloire. Pendant ces quatre siècles elle fit peu de conquêtes au-delà de ses limites naturelles. Ce fût alors cependant, qu'elle assura à ses peuples le premier rang entre les nations de l'occident. Elle n'avait jamais exercé sa puissance sur les États voisins, de manière à mettre leur indépendance en danger; sa division en un grand nombre de petits États interdisait absolument cette carrière à son ambition. Mais la même division avait multiplié ses ressources et développé l'esprit et le caractère de ses peuples dans chacune de ses petites capitales. Les Italiens étaient une grande nation. Les Allemands, les Français, les Espagnols, les Anglais, avaient des privilèges municipaux, des chefs féodaux, des monarques, qu'ils croyaient devoir défendre. Les Italiens seuls avaient une patrie et le sentaient»

» Ils avaient relevé la nature humaine dégradée, en donnant à tous les hommes des droits comme hommes et non comme privilégiés.

» Ils avaient les premiers étudié la théorie des gouvernements et donné aux autres peuples des modèles d'institutions libérales.

» Ils avaient rendu au monde la philosophie, l'éloquence, la poésie, l'histoire, l'architecture, la sculpture, la peinture, la musique.

» Ils avaient fait faire des progrès rapides au commerce, à l'agriculture, à la navigation, aux arts mécaniques.

» Ils avaient été les instituteurs de l'Europe, et à peine pourrait-on nommer une science, un art, une connaissance dont ils n'eussent enseigné les éléments aux peuples qui depuis les ont dépassés. Cette universalité de connaissance avait développé leur esprit, leur goût, leurs manières, et ce poli leur resta longtemps encore après qu'ils eurent perdu tous leurs autres avantages; l'élégance et les agréments survécurent à l'ancienne dignité; mais celle-ci en avait été le fondement. Elle dura autant que la liberté italienne.

» Telle fut la grandeur de l'Italie au temps de sa gloire, et cette grandeur n'avait pas besoin de victoires pour la rehausser.»

Comme moralité de ce qui précède, j'emprunte encore au même auteur (V. I., p. 100.) la réflexion suivante:

«Le bonheur et la liberté ont été accordés en partage aux petits peuples, tandis que le despotisme, les grands abus, les écarts de l'ambition, les guerres sans objet et les paix sans repos, sont trop généralement le sort des grands États.»

De ce coup d'œil rapide je crois pouvoir conclure que l'histoire ne fournit ni une raison, ni un exemple, ni un prétexte aux partisans de l'unité, qui a toujours été le but ou le résultat, heureusement partiel, de la tyrannie et une cause infaillible d'abaissement; que la liberté, la prospérité, la gloire et la grandeur ont toujours été le résultat du fractionnement, que l'Italie a été d'autant plus heureuse et plus grande qu'elle a été plus divisée !

Toujours un grand événement est amené par une filiation historique. Quant à l'unité italienne on cherchera vainement ses raisons, ses sources, dans l'histoire.



### III.

#### DE LA NATIONALITÉ.

A chaque époque de la vie des peuples on rencontre quelque mot qui domine l'esprit public, que la foule accepte sans examen, et qu'il est dangereux de discuter. De notre temps, ce mot magique qui s'impose à tous, sauf à s'accommoder aux intérêts et aux passions de chacun, est *Nationalité*. L'unité italienne n'a pas failli à la loi commune, c'est à la nationalité qu'elle a demandé son droit, un sens moral et une consécration. Mais ce mot n'est qu'une abstraction, tout ce qu'il y a de plus vague et de plus incertain. Qu'est-ce qui constitue la nationalité? Est-ce la religion? Mais alors quelle uniformité d'origine plus grande que celle des juifs et des chrétiens, que celle des centaines de communions qui divisent la chrétienté. Cela a-t-il empêché les croyants divers de se combattre et de se persécuter très consciencieusement? Est-ce la langue? mais elle ne constate plus que la diversité et la conquête: Les Gaulois ne parlaient pas latin avant César et la langue française reste une preuve permanente qu'après «voir échappés aux romains ils ont passé par la conquête des Francs qui les ont transformés. Si le latin est devenu aujourd'hui le piémontais, le génois, le romain, le napolitain, cela ne donne-t-il pas la clef des superpositions de nationalités diverses? Si c'est la race? — mais alors, où s'arrêter, où placer l'origine du droit en remontant à la genèse, à l'antériorité historique?

On peut, je le confesse, abandonner la nationalité dans son sens philosophique et la maintenir dans la politique, science pratique qui n'a ni l'ambition ni le devoir de rechercher si haut ses justifications, mais qu'on me cite un point du globe où les mélanges n'ont pas brouillé les origines des peuples; un seul empire, un seul royaume qui n'a pas été fondé sur la destruction des nationalités. Il n'y a plus d'autochtones, s'écriait le grand géographe prussien de Ritter! Il se trompait, il nous reste les juifs, et cette nationalité, la seule incontestable, n'a guère favorisé son unité.

Si l'on ne veut descendre à la tribu, au clan, la nationalité ne peut être que la négation de l'unité.

Ce prétendu grand principe de nationalité, comme de limites naturelles, par lequel on veut justifier les violences d'un peuple sur un autre, n'est qu'un instrument d'ambition et de tyrannie qui sert pour et contre tout, au peuple et à la division en Pologne, au gouvernement et à l'unité en Italie, aux profits de conquêtes en France, au penslavisme en Russie. Le Piémontais et le Napolitain sont-ils plus Italiens que le Polonais et le Russe ne sont Slaves? Les peuples sont des groupes qu'on ne peut former arbitrairement et à priori. Une communauté ou une différence d'origine, de langage, de foi, la conformation topographique, la direction des montagnes et des fleuves, la disposition des mers sont des considérations avec lesquelles il faut compter, et qui, comme tout ce qui est naturel et vrai, ont exercé leur part légitime d'influence dans la circonscription des pays et des peuples, mais il y a loin, bien loin, entre le respect de ce qu'il y a de juste et d'équitable dans ces causes d'affinité ou de répulsion et le principe ambitieux et absolu qui, par la puissance d'un mot complexe et indéfinissable — Nationalité. — veut effacer et refaire à sa fantaisie toutes les lignes frontières de l'Europe.

Il y a quelque chose de plus important que la nationalité, c'est la sympathie. L'unité pour les peuples, c'est le mariage pour les individus — elle ne peut puiser son droit que dans le libre consentement et dans les deux cas, au nom de la liberté, je ne suis pas partisan de la polygamie et moins encore de ces unions dont les tristes fiancées battues et liées sont conduites à l'autel entre une escouade de gendarmes.

Avec l'application du principe des nationalités, il n'y a pas en Europe un seul État qui resterait debout, il n'y a pas une puissance grande qui ne trouverait pas de bonnes raisons pour s'agrandir encore, il n'y a pas un petit pays qui sauverait son indépendance et son autonomie. Pour vouloir réunir les *hommes en famille* l'Europe serait partagée entre trois ou quatre monstrueuses monarchies bien centralisées, bien despotiques, qui à l'intérieur effaceraient l'idée de patrie, tueraient l'émulation, étoufferaient tout sentiment national et, à l'extérieur, se feraient entre elles une guerre d'extermination. Sur une plus petite échelle, ce serait le sort de l'unité de l'Italie — qu'elle s'établisse, et les diverses parties qui la composeront vont retomber dans un état de marasme qui rappellera la question de Pétrarque.

Dimmi pur, prego, se sei morta o viva?

et la réponse ne sera pas:

Viva son io!

L'Italie peut-être sera tranquille, résignée et pourra faire illusion à l'œil de l'observateur superficiel, mais elle sera morte pour la vie politique,

pour l'industrie, pour les arts, pour le progrès. C'était ainsi du temps de Charlemagne: vingt Sarrasins purent impunément venir s'installer dans le cœur de l'empire, à Frasineto.

La force de l'idée unitaire italienne, ce n'est pas la sympathie de ses peuples, c'est une ambition commune plus instinctive que raisonnée, et ce qui domine tout aujourd'hui, l'armée, qui seule peut empêcher le réveil du patriotisme, des vertus civiques, du sentiment libéral et de la dignité personnelle. Mais l'armée entre les mains du pouvoir sera d'autant plus forte et plus docile qu'elle sera composée d'éléments plus divers, recrutée dans des États plus opposés d'esprit, d'habitudes, de tendances et de langage, il n'y a une limite à l'obéissance du soldat que lorsqu'il doit manifester sa force dans les lieux qui l'ont vu naître et qui lui sont chers, là il raisonne, il se souvient qu'avant d'être soldat il a été fils, frère, ami, citoyen, et son patriotisme lui demande compte de son action,—c'est ce qui explique en partie pourquoi, à nombre égal, il y a toujours une chance en faveur de l'armée d'un grand pays. L'amour, dans quelque sphère qu'il agisse, est exclusif, et un grand pays, dans l'ensemble de ses nombreuses circonscriptions, ne devient une patrie que lorsque la subdivision qui contient le foyer paternel, noyée dans le tout national, échappe à la vue et à la tendresse de ses enfants. Pour cela l'amour de la patrie suit la loi physique et perd d'intensité en raison de son étendue. Mais le patriotisme n'est pas la première condition de force d'une armée, c'est sa discipline, son obéissance, et son œuvre n'est jamais la liberté. Le mot célèbre d'un Italien: *un peuple a toujours le gouvernement qu'il mérite!* me revient souvent à la mémoire et je ne puis m'empêcher de croire que l'Italie sera d'autant moins digne qu'elle sera plus *unifiée*.

Il ne faut pas se laisser prendre aux apparences. *Italie* est un mot qui n'aura jamais dans la bouche d'un Italien le sens absolu qu'on lui prête à l'étranger. Celui du prince de Metternich: *Italie, n'est qu'une expression géographique*, a son exagération calculée, mais les Italiens sont Italiens, comme les Serbes, les Bulgares, les Croates et les Polonais sont Slaves; ce qui est vrai, c'est qu'il y a des Napolitains, des Siciliens, des Toscans, des Romain» et des Piémontais, divisés par les souvenirs, par les aspirations, par le caractère, par de profondes et traditionnelles antipathies, dont les symptômes sont évidents partout: Dans le royaume de Naples, où l'armée, sans acception de partis, n'est pas populaire, les officiers ne sont pas reçus dans les familles à moins de faire constater au préalable qu'ils ne sont pas Piémontais. Dans des proportions un peu radoucies, il en est de même à Florence, où même les *Salons Italiens* — (on désigne ainsi les palais dont les propriétaires, comme le prince Strozzi, sont dans le mouvement unitaire,) — ne s'ouvrent pas sans difficulté pour eux. Que ce soit cause ou conséquence, il y a dans l'attitude du Piémontais quelque

chose de raide et de dédaigneux qui blesse et provoque. Tous <îes Italiens de contrées diverses et de caractères opposés, peuvent s'entendre parfaitement sur les grandes questions d'intérêt commun, mais à la condition de ne pas vivre côte à côte, et à cela je ne vois pas de remède dans le système unitaire qui ne peut que développer ces antipathies naturelles, car les Piémontais sont bien près de croire aujourd'hui ce que croyait un de leurs ancêtres du Xme siècle, l'évêque de Crémone, Luitprand: «Nous autres Lombards, de même que les Saxons, les Francs, les Lorrains, les Bavarois, les Souabes et les Bourguignons, nous méprisons si fort le nom romain, (et dans sa pensée, était romain en Italie tout ce qui n'était pas Lombard,) que, dans notre colère, nous ne savons pas offenser nos ennemis par une plus forte injure, qu'en les appelant *des romains!*»

Pour être juste je dois faire une mention spéciale du Milanais qui n'a pas de traditions propres à opposer au principe de nationalité proclamé à Turin. «Le duché de Milan, dit M. de Sismondi (V. xvi, p. 234-35,) pendant tout le XVIIme siècle, qu'il resta avec Naples, la Sicile et la Sardaigne, sous la domination espagnole, n'ayant manifesté ni volonté nationale, ni aucune résolution qui lui fût propre, ne peut pas être l'objet d'une histoire séparée!»

## IV.

## DE LA LIBERTÉ DANS L'UNITÉ.

Je viens de dire qu'un des mots qui répond le mieux aux instinct» bons ou mauvais de notre époque est celui de *nationalité*. Il en est un autre qui exprime des sentiments et des besoins plus légitimes, celui de *liberté*. C'est au nom de la liberté comme a celui de la nationalité que les Italiens veulent constituer leur *unité*.

Mais la liberté et l'unité sont des termes qui s'excluent Montesquieu dit: «Il est de la nature d'une république qu'elle n'ait qu'un petit territoire, sans cela elle ne peut guère subsister. Dans une grande république il y a de grandes fortunes, et par conséquent peu de modération dans les esprits. Il y a de trop grands dépôts à mettre entre les mains d'un citoyen; les intérêts se particularisent: un homme sent d'abord qu'il peut être heureux, grand, glorieux, sans patrie, et bientôt qu'il peut être seul grand sur les ruines de la patrie. — Un état monarchique doit être d'une grandeur médiocre. S'il était petit, il se formerait en république. S'il était fort étendu, les principaux de l'état pourraient cesser d'obéir. — Un grand Empire suppose une autorité despotique dans celui qui gouverne. Il faut que la promptitude des résolutions supplée à la distance des lieux où elles sont envoyées. La propriété naturelle des petits États est d'être gouvernés en république; celle des médiocres d'être soumis à un monarque; celle des grands empires, d'être dominés par un despote.» (*Esprit des lois.*)

L'histoire nous démontre que dans tous les temps, ce qui a fait les grands empires, les peuples nombreux, sont une même autorité, l'unité enfin, c'est la force, le tyran ou du moins le conquérant et que la liberté n'a jamais que divisé et subdivisé les peuples — et cela est aussi logique philosophiquement qu'historiquement, car la somme de pouvoir du chef, du gouvernement, quelle que soit la raison ou la doctrine en vertu de laquelle on le reconnaisse, n'est après tout que l'addition des forces individuelles qui obéissent, c'est à dire qui abdiquent une plus ou moins grande part de leur liberté. Sous l'action unique de la liberté, l'homme n'est humanitaire que par antithèse, il est moins national, il descend à sa

province, à son canton, à sa commune et s'il n'y a pas quelque générosité, quelque chaleur de sentiment qui lui inspire l'abnégation, la dernier terme est l'individu.

Chaque fois que la liberté est descendue dans l'arène c'était pour combattre en faveur d'une fraction contre un tout, d'une minorité contre un plus grand nombre et presque toujours, à ce titre, les sympathies des générations se sont attachées à sa cause. En Grèce, en Belgique, en Pologne, en Hongrie, à Milan, la révolution ne s'est fait pardonner qu'en tendant à l'affranchissement, c'est à dire à la division. Par suite de quelle aberration voyons nous aujourd'hui l'unité Italienne, qui n'est pas l'affranchissement mais la conquête, qui n'est qu'une entreprise armée contre l'indépendance et la liberté, applaudie par les mêmes partis, les mêmes hommes, qui ont battu des mains aux Grecs, aux Polonais et aux Belges? Comment la même plume, la même conscience peut elle appeler le Polonais un *saint-martyr* et le Napolitain un *brigand*? On cherche bien à sortir de cette contradiction en exagérant le nombre des insurgés en Pologne et en le niant à Naples, mais tout le monde sait que dans ce royaume le gouvernement Italien déploie une énergie qui ne respecte aucune forme légale, que depuis longtemps il a avoué 7,000 exécutions sommaires, le pillage et l'incendie de nombreuses villes, des emprisonnements préventifs sans nombre, qu'il y entretient une armée de plus de cent trente mille hommes et que la commission d'enquête parlementaire qui a visité les lieux, revient avec la demande d'une série de lois Draconiennes dont elle n'essaie pas même de justifier la constitutionnalité et l'humanité, mais qu'elle regarde comme indispensables et urgentes pour que le *brigandage* ne prenne pas un développement plus sérieux et plus général.

On pourrait ici rappeler à propos les paroles de M. Royer-Collard à la chambre des députés de France en 1815. «Ce n'est pas le nombre des supplices qui sauve les empires. L'art de gouverner les hommes est plus difficile, et la gloire s'y acquiert à plus haut prix; nous aurons assez puni si nous sommes sages et habiles, jamais assez si nous ne le sommes pas.» Et que n'eut pas dit l'illustre philosophe si son conseil s'était adressé à un gouvernement agissant dans un pays plus ou moins étranger qu'il voulait s'incorporer?

Un des meilleurs généraux du roi d'Italie disait dernièrement: «Il y a quelque chose d'inexpliqué dans ce qui se passe à Naples. Nous y avons en ce moment (janvier 1863) cent vingt mille hommes et nous ne pouvons pas gouverner. Le Bourbon qui n'en a jamais eu plus de soixante mille, gouvernait à sa fantaisie, et Dieu sait comme!....» L'explication saute aux yeux et n'avait certes pas besoin d'être suggérée à la conscience de l'illustre général.

De nos jours aucune cause n'a de chances de succès d'opinion si elle ne porte sur sa bannière et n'inscrit dans son programme le mot de liberté. C'est ce qu'ont fait les unitaires, mais de par la vérité en théorie et en fait on peut leur en contester le droit. Il faut plus de pouvoir, un lien plus puissant, donc moins de liberté, pour contenir beaucoup de peuples divers, qu'un seul. Voilà pour la théorie et en fait, l'histoire répond: La conquête de l'Italie par Rome, qui coûta plus de temps et de labeur que celle du reste de monde, ne constitua pas la liberté, qui n'était que le privilège de quelques milliers de citoyens de la ville souveraine, mais toute l'oppression d'une unité imposée par les armes, qui eut pour résultat, sous les empereurs de Rome, de ne plus laisser à l'Italie, un seul cultivateur libre. Après la destruction de l'empire d'Occident et quelques siècles de confusion, nous retrouvons quelques *unités* faites par la confiscation des chefs barbares, ce qui n'était certes pas la liberté. Puis Charlemagne, unité nominale qui ne permit l'infiltration d'un peu d'esprit de liberté que par son relâchement; puis enfin le fractionnement par la féodalité qui a été quoiqu'on en dise, la mère de la liberté politique, de la dignité du citoyen, ou pour mieux dire, du citoyen, nom qui jusque là n'avait pas eu de sens. La féodalité qui préluda à l'avènement des peuples et devait enfanter plus tard, après une longue lutte contre la *tyrannique unité* des empereurs, grâce au grand pape Grégoire VII, la *libre division* en une foule de petites républiques dont l'activité de la vie effraient quelques esprits timides, dont la fertile et turbulente liberté ne répond pas aux instincts ambitieux des Italiens d'aujourd'hui qui ne rêvent la gloire que dans le repos, mais qui assura à l'Italie quatre siècles, les seuls, de prospérité, de civilisation et de grandeur.

Cependant, je ne puis méconnaître que les partisans de l'unité se recrutent surtout parmi les libéraux et que les amis de la fédération se trouvent en plus grand nombre parmi les légitimistes, les conservateurs, les réactionnaires. De là on pourrait conclure que l'unité est favorable à la liberté et que le fédéralisme ne l'est pas ou l'est moins. — Mais je ne m'arrête pas devant cette raison de panurge. — L'histoire est pleine d'exemples d'hommes, d'écoles, de castes, de partis, qui, à leur insu, avec conscience et ardeur, ont travaillé à leur propre destruction. Le patriciat de Rome fonda la république, et la plèbe créa les préteurs et les Césars; plus récemment, en France, ce sont les gentilshommes et les abbés qui ont prêché cette philosophie anglo-mane et incrédule, dont la mise en action envoya tant de nobles et de prêtres à l'échafaud, pendant que le peuple combattait et mourait en Vendée pour le Roi. C'est une famille royale et la bourgeoisie qui ont fait le gouvernement de Juillet, c'est le

suffrage universel et le peuple qui ont fait l'empire; Dante et Pétrarque appelaient avec supplication et larmes les Allemands en Italie.

Trop souvent dans ce monde ce que nous désirons le plus dans un but espéré nous en éloigne, et ce que nous craignons nous y ramène.— La confiscation des terres par les barbares en Italie, en attachant la population libre à la glèbe, eut pour résultat d'affranchir les esclaves et de créer le système des métairies qui est une des plus belles institutions de notre temps. — Le pieux et bon Las Casas, en voulant affranchir les Indiens d'Amérique du travail forcé, propagea l'esclavage des noirs si sévèrement condamné par la religion dont il était un si digne ministre.

Je respecte les tendances ou les préjugés d'une époque, comme un fait puissant; mais je ne crois pas devoir m'interdire de les apprécier et de les juger. Ce qui parle le plus haut au cœur des Italiens d'aujourd'hui, c'est la crainte qu'y a laissé la domination étrangère, et depuis que la France leur a livré la Lombardie et la révolution les trônes de Naples, de Toscane, de Modène, et de Parme, l'ambition de faire acte de puissance dans le monde. A ces deux *émotions* crainte et orgueil, répond parfaitement le cri d'unité, mais cette crainte qui survit au danger, est elle encore raisonnable? Cet orgueil gratuit qui précède l'organisation du pays et va au-devant de toute provocation extérieure, qui ne se Rome pas à vouloir libérer Venise, mais veut reprendre Nice, la Savoie et la Corse, cet orgueil est-il légitime? D'ailleurs cette opinion publique, qui n'est pas si unanime qu'on le suppose, ne doit elle pas se transformer bientôt par des intérêts, des besoins plus naturels et plus vrais qui ne tarderont pas à se manifester quand, à la première ivresse d'un succès inespéré, succéderont la calme réflexion et le sentiment du réel.

Du reste je conçois qu'en proclamant si haut la *liberté dans*, comme la *libre Église dans le libre*, on séduise d'emblée les nombreux amis de la liberté et que l'on gagne partout en Europe des sympathies si respectables.... M. Guizot explique cela parfaitement.

«Le mot de liberté a ce prestige: rien qu'à l'entendre retentir, les hommes sont charmés et dominés. Ils se croient en possession de la liberté dès qu'ils en parlent et ils se figurent aisément qu'ils l'ont donnée parce qu'ils l'ont promise. Il n'y a point d'illusion plus décevante pour ceux qui s'y livrent, et plus irritante pour ceux qui ne la partagent pas. Pour qu'elle porte ses fruits, il faut que la liberté soit réelle, et elle n'est réelle qu'à des conditions auxquelles les mots et les promesses ne suffisent point.»

Le drapeau libéral est si respecté qu'on l'arbore sur toute espèce de causes; mais dans l'intérêt même de la liberté il est bon de voir jusqu'à quel point le pavillon peut couvrir la marchandise, car il n'est que trop souvent entre les mains des pirates. Il serait injuste de rendre le grand



parti libéral d'Europe responsable de tout ce qu'on cherche à faire en son nom depuis 1848. — En effet, des libéraux, ou se disant tels, se sont toujours trompés de camp. En France, ils ont jeté bas le gouvernement de Louis-Philippe; un succès de plus, et ils étaient socialistes.

En Allemagne, ils ont combattu pour l'unité, et plus royalistes que le roi, ils ont pardonné à peine à la modération libérale de Guillaume IV\* qui a refusé la dictature germanique.

En Autriche, ils se sont soulevés contre l'autorité constitutionnelle du parlement, et toute leurs sympathies étaient acquises à la Hongrie qui luttait contre la nationalité Slave bien plus pour conserver sa domination sur les Croates, que la constitution venait d'affranchir, que pour 60n autonomie qui n'était pas sérieusement en danger.

En Turquie, ils n'ont eu de tendresse que pour les Turcs et l'appui prêté à cette domination, acceptable tout au plus comme un fait établi, qui n'a même plus pour se faire respecter la condition première d'être viable, a été jusqu'à l'enthousiasme.

En Espagne et en Portugal, ce sont encore des hommes se disant libéraux qui, naguère voulaient la réunion des deux pays avec la maison de Bragance que cette combinaison condamnait à la compression de toutes les libertés.

En Italie, je retrouve la même chose, et je ne puis m'empêcher de sourire en entendant accuser d'ellibéralisme ceux qui ne veulent pas plier le dos de bonne grâce sous le niveau unitaire qui doit écraser tout ce qu'il y a encore de bon et de vivant, les germes de tout ce qui pourrait y naître de noble et de libre, au bénéfice d'un despotisme central.

Qu'il y ait des intérêts, des calculs en vertu desquels des gouvernements encouragent toutes ces choses et notamment l'unité italienne, je le conçois, cela peut-être de bonne politique, et j'aurai occasion de le dire plus tard, mais je conteste la logique et la raison à ceux qui prétendent servir ainsi la cause de la liberté.

Un pays étendu et peuplé qu'une puissance despotique ou l'habitude des siècles n'a pas confondu, amalgamé, nivelé par un pénible ou long travail, ne peut être maintenu dans une unité gouvernementale que par des moyens oppressifs. La tyrannie plus ou moins habile, c'est-à-dire adoucie, y est une condition fatale du pouvoir, car il faut plier les besoins locaux, imposer silence aux souvenirs, étouffer les traditions, braver les scrupules et briser les résistances les plus légitimes pour amener tout à une formule unique, la loi quoiqu'on fasse et quoiqu'on veuille y est un lit de *Procuste*. Donc la liberté, ce grand besoin et ce grand orgueil de notre époque, est incompatible avec l'unité italienne et s'il m'était possible de faire ici un exact tableau des différences nombreuses et radicales des régions et des peuples qui doivent la constituer, un œil de législateur en

serait épouvanté — car la condition de la propriété, les règles de l'héritage, qui ne sont rien moins que la base de la famille, les libertés de la commune, les droits et l'action de la province, le recrutement de l'armée, le système économique et l'assiette des impôts, tout est différent et contradictoire d'un état dans un autre, et ce n'est que par des *moyennes* qu'il sera possible de sortir de ces immenses difficultés.

Ainsi l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'unité c'est l'oppression, que l'histoire, les traditions, la conformation du pays d'*Appenin parte*, l'intérêt comme la liberté, tout est contraire à l'unité qui n'a pour elle qu'une peur dont l'objet a disparu, qu'une ambition plus dangereuse à l'Italie même qu'à ses voisins, et l'apathie qui est sa maladie chronique, dont il faut la guérir, et dont le seul remède est la liberté que l'unité confisque.

Une décentralisation sur une vaste échelle pourrait seule faire disparaître en partie les inconvénients que je viens d'indiquer; des esprits supérieurs et entre autres Mons. Minghetti dans son système régional, l'avaient parfaitement senti; mais la décentralisation c'est la négation de l'unité et Mons. Minghetti, comme président du Conseil, tout en maintenant les mérites de son idée a dû en renvoyer l'examen et l'application à un avenir inconnu. Cela est naturel, car pour tout homme qui arrive à la chambre, au sénat, au pouvoir, tout se pose dans des formules absolues et générales, chacun veut se servir de l'immense levier d'une autorité centrale au bénéfice de ce qu'il croit bon et utile. La décentralisation est une abdication partielle que l'on peut espérer moins d'un corps politique que d'un souverain. Le système parlementaire est une lutte d'idées générales, et ce n'est pas dans le combat que l'on désarme ou que l'on renonce d'avance au prix de la victoire. Il y a une foule d'idées, ou du moins de formules, qu'impose la position et dont il est presque impossible de s'affranchir. Le même homme qui passe du conseil de la commune aux états provinciaux, et de là au Parlement, voit les mêmes questions sous trois faces différentes et passe irrésistiblement à des moyennes globales imposables à tous. Comment renoncer aux moyens d'action au moment où le besoin d'agir ou de se détendre sur tous les points du pays se fait le plus violemment sentir? Il en sera ainsi n'importe le parti entre les mains duquel tombera le pouvoir. Le gouvernement unitaire exige la centralisation, et si l'unité doit disparaître un jour, elle ne disparaîtra que révolutionnairement. Si le système régional était applicable sans danger pour l'unité, cela me prouverait que l'union est faite et il ne me resterait plus qu'à applaudir à cet heureux miracle.

Si gouverner les hommes, en leur assurant la plus grande somme de liberté, n'est pas comme je le pense, une science absolue mais élective, il

faut bien avouer qu'un gouvernement peut être d'autant plus populaire, plus éclairé, plus logique et plus juste qu'il est plus rapproché des gouvernés. A une grande distance, les besoins, les intérêts, les frottements, se voient moins et comme il se manifeste toujours, sur différents points, des vœux divers et souvent opposés, il faut se réfugier dans la théorie. Ce n'est que dans les petits pays que le pouvoir peut tenir -compte de ces diversités d'ailleurs moins tranchées.

Ces réflexions, je le sens, peuvent avoir quelque chose d'abstrait en apparence, car elles sont rarement opportunes: quand les États sont constitués il faut bien les admettre comme fait et comme droit et partir de là, mais ici, il est bon de se-souvenir que l'Italie avait à se constituer à priori, ce qui rendait possible et nécessaire de tenir compte de toutes ces considérations.

L'Italie, je ne puis le dire assez, a besoin avant tout d'être réveillée à l'esprit public, d'être organisée, disciplinée et cela n'est ni de l'attribution, ni de la compétence d'un gouvernement unitaire dont toutes les forces tendront à maintenir le calme, l'obéissance légale, la passivité politique qui sont, dans leur ensemble, la maladie de l'Italie. Il faut former les États comme les armées, en procédant du simple au multiple. L'homme, la compagnie, le régiment, l'armée; voilà la marche régulière et l'unité veut et doit procéder à l'envers.

La disparition des anciennes autonomies, dans mon amour sincère et désintéressé de l'Italie, m'inspire un vif regret;— cependant leur rétablissement immédiat est un conseil dont aujourd'hui je n'oserais pas accepter la responsabilité; mais que l'expérience de l'unité se fasse et je ne\*puis m'empêcher de prévoir des désordres et des malheurs qui feront justice des illusions et des rêves, et alors, ce qui restera de possible et de bon, si l'action fâcheuse des influences étrangères cesse de peser sur ce beau pays, ce sera la confédération; la diversité dans l'unité, l'association des nationalités, non leur extinction brutale; l'indépendance sans despotisme à l'intérieur, sans jalousie au dehors, toutes les conditions de progrès et de libre développement selon le génie spécial de chaque peuple.

Déjà à cette heure, et je ne crains pas de l'affiner de conviction certaine, si la question de l'unité fédérale pouvait être posée, une immense majorité acclamerait cet heureux retour à la seule combinaison naturelle et bonne pour l'Italie.

Que l'expérience de l'unité réussisse, de par l'armée et la compression, c'est une hypothèse que je dois admettre jusqu'à un certain point; mais en ce cas, je ne crains pas de prédire qu'avant dix ans, les ennemis extérieurs de l'Italie pourront trouver des alliés Italiens.

Que les Italiens soient replongés dans leur sommeil de trois siècles, force restera à la loi; c'est-à-dire que la loi suprême sera la force. L'armée, le seul corps puissant, nombreux, maintenu par la discipline, dont l'honneur est d'obéir, qui a toutes les récompenses des vainqueurs sans aucune des responsabilités des vaincus.—Que peut en effet, contre une armée, et une armée comme celle du Piémont remarquable sous tant de rapports, une multitude, le peuple, sans hiérarchie, sans commandement, sans confiance dans ses chefs improvisés, avec le pressentiment d'être dédaigné après le succès et la menace d'une mort ignominieuse après une défaite? De plus je dois reconnaître et en tenir compte aux chances de l'œuvre unitaire, toute distinction de classe, toute corporation, tout lien, ont disparu et la société semble organisée pour le despotisme, pour l'égalité dans l'abaissement et l'impuissance aux pieds d'un pouvoir qui, au nom de tous soit le tyran de tous. Je ne prévois pas encore de sérieuses résistances populaires en dehors des Deux Siciles, mais le parlement, quand il y aura des électeurs, sera le vrai champ de bataille jusqu'au réveil de l'esprit public et nous verrons un jour, plus tôt qu'on ne le pense, le fédéralisme renaître en Italie sous la prédication des libéraux et des républicains, au nom de la liberté, de l'indépendance, des souvenirs glorieux et, il faut bien l'avouer, des haines locales qui se sont tues comme tout le reste, mais ne se sont jamais éteintes. J'ai pu constater naguère encore, que les Siennois n'ont pas oublié la dévastation de leur ville et de leurs terres, dont les ruines signalent encore à leur rancune, les descendants des Florentins de Come I.

## V. PAPAUTÉ.

DE SA DURÉE ET DE SA FORCE DE RÉSISTANCE.—RÉSUMÉ HISTORIQUE.

Quand une grande cause, un grand problème se pose dans le monde, une lutte, à la quelle nul ne reste complètement étranger commence. Le philosophe peut se borner à prendre parti au nom de la justice, du droit et de la vérité; l'homme d'état, qui porte en lui des responsabilités plus grandes, ayant à stipuler pour d'autres, doit aller plus loin et, avant de se poser en allié, en adversaire ou en neutre, examiner la question de force et de fait probable. C'est à ce dernier point de vue que je vais traiter ici de la puissance papale, non pour l'attaquer ou la défendre, mais pour la chercher dans l'avenir aux lumières du passé.

Les règles communes ne sont pas toujours applicables à l'Église; Montesquieu a dit excellemment: «La prospérité de la religion est différente de celle des Empires: les humiliations de l'Église, sa dispersion, c la destruction de ses temples, les souffrances de ses martyrs, sont le temps de sa gloire, et lorsqu'aux yeux du monde elle paraît triompher, c'est le temps ordinaire de son abaissement!» Chaque page de l'histoire de la papauté démontre la vérité de cette pensée de Montesquieu, l'irrésistible force de la faiblesse de l'Église.

L'histoire de la papauté est remplie d'innombrables guerres, de révolutions, de fuites, d'exils et de morts violentes de papes. Elle a été combattue par le fanatisme païen et la tyrannie toute puissante des empereurs, par dix invasions de peuples barbares, par les schismes et les hérésies, par les empereurs d'Allemagne, par les princes italiens, par les villes, par les familles romaines telles que les Frangipani, les Colonne, les Pierleoni, les Annibaldi, les Brancaloni, par la réforme, par la jalousie des souverains et la révolte de ses sujets, par la convoitise de ses anti-papes, par l'esprit d'incrédulité et de haine, par la philosophie, par la science,—et cependant, elle est toujours là, plus puissante encore, je pense, qu'on ne le croit.

Je ne veux examiner la question qu'à un point de vue élevé, Je ne veux et ne puis répondre d'un prochain avenir. Mais lors même que le Saint-Père serait chassé de Rome, ce serait, si ma mémoire est bonne, le 82ème pape subissant le même sort, et ce qu'il importe aujourd'hui de prévoir, c'est s'il lui serait plus difficile et moins probable que dans le passé de reprendre sa place.

La papauté de nos jours a de puissants adversaires, son autorité temporelle des ennemis irréconciliables. Une portion de la presse périodique est aux mains des juifs, presque tous hommes capables et distingués, mais qui n'éprouvent aucun besoin de respecter ou de ménager le pape et la religion du Christ. Je veux tenir compte de tous ces obstacles, mais je crois qu'il est à propos, avant tout, pour bien apprécier la force de résistance que la papauté apportera dans la lutte engagée, de jeter un coup d'œil rapide sur les luttes du passé; la conduite dans les combats antérieurs donne la meilleure probabilité du résultat des combats à venir.

### PREMIER SIÈCLE.

C'est vers l'an 41, sous le règne de Claude, que Saint-Pierre, seul, pauvre et inconnu arriva à Rome. Son premier succès fût de détacher du culte païen et de convertir à sa foi son hôte, le Sénateur Pudens. Mais bientôt, confondu avec les Juifs, Saint-Pierre subit la persécution dirigée contre eux et dût fuir l'Italie. Les conquêtes de la foi nouvelle n'en furent pas arrêtées et déjà en 58, Saint-Paul s'adresse aux romains comme à de vieux convertis.

Du temps de Néron, Saint Paul, après son emprisonnement à Jérusalem, fut conduit à Rome, où il resta deux ans, *enchaîné* et gardé, mais libre de ses démarches.

L'incendie de Rome, dont le peuple accusa Néron et dont Néron accusa les chrétiens, fut le prétexte de la première et sanglante extermination des nouveaux croyants. Tous ou du moins tous ceux qu'on put trouver furent horriblement massacrés et l'histoire profane en compte plus de dix mille.

Le 29 juin 66, de retour à Rome Saint-Pierre, fut crucifié et St. Paul décapité.

Voilà la première assise du christianisme et de la papauté à Rome.

Pendant les trois premiers siècles, le catholicisme vécut à Rome à l'état de société secrète dont les membres, réputés coupables au premier

chef de crime de trahison et de révolte contre l'état, l'empereur et le» dieux, étaient voués en masse aux tortures et à la mort.

## DEUXIÈME ET TROISIÈME SIÈCLES.

Le second siècle, qui fut en partie pour les romains un siècle de philosophie et d'humanité, qu'honorèrent Antonin et Marc-Aurèle, Epictète et Plutarque, Tertullien et Origène, ne changea rien à la condition des chrétiens, car la philosophie épurée, pas plus que le paganisme débauché ne fut indulgente pour eux et l'on peut s'imaginer sans citations, ce que devait être la persécution contre ces *réprouvés* sous des règnes comme ceux d'Adrien, Commode, Caracalla, Maximin! Chaque ligne de l'histoire de ces temps est marquée du sang d'innombrables victimes se livrant avec une courageuse douceur en témoignage de leur foi. La papauté n'était alors que le premier degré de l'échafaud et il fallait l'ambition de la mort pour l'accepter; Calixte, Urbain, Pontien, Antheros, Fabien, Corneille, Luce, Etienne, Sixte II, Félix, Cajûs, Marcellin, furent successivement papes de 219 à 296, et tous moururent de la main des bourreaux. Mais, quelque sanglante que fut cette persécution, la sève puissante et vigoureuse du christianisme n'en fut que stimulée, et lorsque vers la fin du troisième siècle Dioclétien, dans ses fières inscriptions, se vantait d'avoir *aboli partout la superstition du Christ et étendu le culte des Dieux*, le christianisme était constitué et la femme même de Dioclétien, l'impératrice Serana Augusta était chrétienne.

Quoique la tâche qui m'est imposée est toute politique, j'espère ne pas sortir de mon sujet en rappelant ces souvenirs, car lorsqu'il faut juger d'un homme ou d'une institution, pour arriver à un jugement pratique, il faut tenir compte à la fois de son origine comme de son état présent dont l'avenir ne peut être que la conséquence. Or, à cette époque, la foi nouvelle était le refuge de tous les persécutés.

Contre la loi de Moïse, on lui demandait de la fraternité humaine et l'égalité devant Dieu;

Contre le paganisme, l'unité divine et les droits de l'âme;

Contre l'oppression de la matière, la réhabilitation de l'Esprit;

Contre l'abus de la force, le droit sacré de la faiblesse;

Contre les injustices, une justice éternelle qui récompense et punit;

Contre l'humiliation, les misères imméritées et la tyrannie des hommes, l'espérance de la foi, l'affranchissement spirituel;

Des devoirs de patience pour les subordonnés et les esclaves, des devoirs de douceur et de renoncement pour les maîtres, la dignité de la femme;

Le respect de la vie de l'homme à tous les âges et dans toutes les conditions;

Contre le débordement des mœurs et les débauches, la sanctification de la pudeur et de la virginité;

La force, la force irrésistible de la religion nouvelle était d'avoir des paroles consolantes pour toutes les infortunes, pour tous les désespoirs, pour toutes les culpabilités — n'est-ce pas plus qu'il n'en faut pour asseoir son domaine dans le cœur de l'humanité. A l'avili, au condamné, au moribond, elle parle d'espérance vivante;—que peut la philosophie dans ces désolations extrêmes? et devant ces lamentables spectacles, l'incrédule le plus convaincu oserait-il faire passer dans l'âme de ce misérable le doute orgueilleux qui doit lui enlever sa dernière douceur et empoisonner sa dernière heure?

Dès cette époque l'église n'eut pas seulement à combattre contre des ennemis extérieurs, elle eut à lutter encore dans son propre sein contre des schismes et des hérésies, contre les gnostiques, à la morale sensuelle; contre Monton prêchant un renoncement ascétique plus absolu que celui de l'Évangile et qui gagna Tertullien; contre Marcion, niant la résurrection des morts et l'incarnation du Verbe; contre Sabellius, qui ne reconnaît qu'une personne en Dieu; contre Hiérox, qui condamne le mariage; contre Paul, évêque de Samosate puis patriarche d'Antioche, que protégeait Zénobie, la, puissante reine de Palmyre et qui, renouvelant l'hérésie des Sabelliens, niait la divinité du Christ et le mystère de la Trinité; contre Manès ou Many, qui niait l'ancien testament et adoptant le dualisme de l'orient, voulait placer l'humanité sous le joug de deux principes contraires, le bon et le mauvais, qui luttèrent pour elle sans elle.

Le milieu du troisième siècle (261) vit le premier anti-pape, Novatien, et la fin nous montre déjà des tiédeurs et des défaillances qui marquent le triomphe définitif de l'Église. St-Jérôme, le véhément Dalmate, lui-même, parle de l'envie et des mauvais traitements des clercs romains auxquels il attribue l'hérésie de Tertullien.

#### QUATRIÈME SIÈCLE.

Le quatrième, siècle fut inauguré par la persécution de Maxence, et vit le pape Marcel condamné à prendre soin des bêtes du cirque; mais Constantin, César depuis l'an 306, vint en Italie et au Pont Melvius



(Ponte Molle) le 27 octobre, 312, défit son compétiteur Maxence. Avec Constantin triompha la foi nouvelle dans l'empire et les sénateurs inscrivent sur son arc de triomphe

Liberatori urbis, fondatori quietis.

«an libérateur de la ville, au fondateur du repos.» Mais ce repos ne dura guère, car cette même année 312, Arius commença à prêcher sa doctrine contre la divinité du Christ et la consubstantialité du Verbe, qui fut appuyée par Constantin lui-même et ensanglanta l'Empire et troubla l'Église pendant plus d'un siècle.

L'arianisme constitue une des formidables crises de l'orthodoxie catholique. Il eut pour lui de si grandes puissances que sa défaite n'est rien moins qu'une merveille historique. Mais Rome eut pour elle des hommes comme Athanase, Basile, Augustin, Grégoire de Nazianze, Polin de Bordeaux et Jérôme.

## CINQUIÈME SIÈCLE.

Constantin ayant transporté le siège de l'empire à Bizance, la Rome Impériale était devenu la Rome papale sans moins imposer par sa nouvelle grandeur «veuve du peuple roi, mais reine encore du monde!» Il y avait 1160 ans qu'elle avait commencé sa domination et sa gloire.— Babylone avait eu la même période de grandeur et l'on peut dire de la ville des Césars, comme Isaïe de la ville de Sémiramis: «Les captifs soumettront leurs vainqueurs et subjuguèrent leurs maîtres!» Plus heureux que ces deux empires, il y a 1822 ans que les successeurs du pauvre Pierre crucifié par Néron, régneront à Rome:

«Souverains sans armée et conquérants sans guerre!»

Et cependant qu'y a-t-il eu dans l'univers de si attaqué, de si combattu?...

En 410, *Alaric* et ses Goths, après deux sièges, entrent à Rome qui fut vouée à trois jours de pillage, adouci seulement pour les chrétiens et leurs églises.

En 451, *Attila, le fléau de Dieu*, chassé des Gaules, vint en Italie, y répandit ses flots dévastateurs de Huns. St. Léon va au devant de lui et le barbare s'arrête devant cette puissance désarmée.

En 455, *Genseric*, roi des Vandales arrive d'Afrique et saccage Rome. Dans ces désastres le pape apparaît comme le sauveur du monde, comme la seule puissance tutélaire. S'il n'obtient pas la retraite des Vandales

comme des Huns, il obtient du moins la vie des habitants et la sauvegarde des trois principales églises.

En 476, *Odoacre*, Hérule, détrône Augustule, prend Rome et met fin à l'empire d'occident.

Mais les barbares ne semblèrent démolir les temples païens et les monuments, déblayer la Rome ancienne, que pour faire place aux sanctuaires du christianisme et à la Rome papale.

Ces invasions barbares étaient de rudes coups, et cependant ce n'était pas assez pour exercer l'indomptable vigueur de la papauté; de nouvelles hérésies élevèrent la voix.

Pelage, (l'anglais Morgan), qui niait le péché originel et la nécessité de la grâce; Nestorius, patriarche de Constantinople, nie l'union hypostatique du Verbe avec la nature humaine et distingue dans Jésus-Christ, deux personnes et deux natures; Eutychès, chef des Monophysytes, qui enseigne qu'en Jésus-Christ, il n'y a que la nature divine qui a absorbé la nature humaine; et enfin, Barsuma, évêque de Nisibe, qui fit revivre et propagea en Perse, l'hérésie de Nestorius.

A la fin de ce même siècle, un concile réuni par Symmaque, régla l'élection des papes: «Celui-là sera consacré qui aura le suffrage de tout le clergé ou du plus grand nombre.»

## SIXIÈME SIÈCLE.

Le sixième siècle est marqué, après la défaite des Hérules et l'assassinat d'Odoacre, par l'invasion triomphale des Ostrogoths sous Théodoric le Grand. Cette nation et son roi n'étaient pas en communion avec le pape, ils étaient de la secte d'Arius.

A la mort de Théodoric, sa fille Amalasonte lui succède, puis est étranglée par son mari Théodat qui bientôt est défait par Bélisaire et remplacé par Vitigès.

A cette époque eurent lieu, dans la haute Italie, les invasions Franques et Burgundes.

De nouvelles guerres commencèrent entre Bélisaire et Vitigès qui, pris à Ravenne, fut conduit à Constantinople où il mourut. Hildebald lui succéda et fut assassiné deux ans après. Enfin vint Totila, qui après de grand succès fut battu par Narsès, successeur de Bélisaire, et qui, en 552, mit fin à la domination des Ostrogoths par la défaite et la mort de Teïa, leur dernier roi.

C'est cette effroyable anarchie qui développa les institutions monastiques dont la première pensée avait été apportée par Athanase d'Alexandrie et propagée par sa vie de St-Antoine. Un grand seigneur, St

Benoit, fit bâtir le Mont-Cassin sur les ruines d'un temple d'Apollon et composa la régie des Bénédictins, qui servit de modèle par la suite. La vie monastique était une protestation contre la violence, un acte de liberté; d'après Chrysostôme (St.-Jean), qui, osa crier aux maîtres sa croyant le droit de vie et de mort, «*Le serviteur de Dieu ne peut être: l'esclave de l'homme.*»

Pendant cette période d'un demi siècle, Rome fut prise et reprise sans cesse, par Bélisaire, par Théodoric, par Totila qui en voulait faire un pâturage, par Narsès, sans affecter en rien la permanence du pouvoir papal. Tous les souverains, tous les conquérants, qui ne voulaient ou croyaient ne pouvoir détruire le christianisme ne demeurèrent point à Rome. Constantin, Odoacre, Théodoric ne firent qu'y passer. Il semble qu'une main cachée, dit un auteur, les poussait loin de la ville éternelle devenue le patrimoine du souverain pontife et la capitale de l'Église. «Dans Rome encore païenne, le pontife romain gênait déjà les Césars. Il n'était rien que leur sujet, ils avaient tout a pouvoir contre lui, il n'en avait pas le moindre contre eux. Et cependant ils ne pouvaient tenir à côté de lui.» (De Maistre).

Aux Goths, aux Huns, aux Vandales, aux Herules, aux Ostrogoths, succédèrent les Lombards plus destructeurs et plus cruels encore. — Mais leur chef Agilulfe se convertit a la foi chrétienne.

Tous ces désordres amenèrent un état de misérable abaissement, dont naquit la juridiction suprême des papes, acceptée avec reconnaissance par les peuples, subie par les rois et qui pendant huit siècles, fut le seul refuge, la seule autorité tutélaire à laquelle on pouvait en appeler contre la tyrannie et la force brutale.

C'est pendant ce siècle, néanmoins, que le pape Sylvère élu, après trois jours de jeûne, par le clergé, les grands, le peuple et les soldats, (*Clerus, optimates, populus et milites*), trop orthodoxe pour Théodora femme de Justinien, et Antonina, femme de Bélisaire, refusant d'abdiquer ou de donner une adhésion écrite à l'hérésie arienne, fut enlevé de force et relégué à l'île Palmaria où il mourut de misère et de faim. Bélisaire fit élire à la place de Sylvère, en 537, le diacre Vigile créature de Théodora, qui toutefois ne fut reconnu qu'en 538, 20 juillet, à la mort de Sylvère. Hais, par un de ces retours inattendus, si fréquents dans l'histoire de l'Église, Vigile choisi par les hérétiques pour détruire l'orthodoxie, en devint le défenseur le plus courageux et le plus inébranlable. Il n'hésita même pas à excommunier l'impératrice qui l'avait fait élire, dont il était prisonnier à Constantinople depuis plusieurs années, et de lui dire: «*Quoique vous me teniez vous ne tenez pas St. Pierre!*»

En 589 Rome eut une inondation et la peste, et en 591, St Grégoire fonda la liturgie et le chant Grégorien dont Diderot, parie en ces termes:

«Je n'ai jamais entendu ce chant grave et pathétique entonné par les prêtres et répondu affectueusement par une infinité de voix d'hommes, de femmes, de jeunes filles et d'enfants, sans que mes en\* trailles ne s'en soient émues, n'en aient tressailli et que les larmes ne m'en soient venues aux yeux»

## SEPTIÈME SIÈCLE.

Ce siècle à lui seul prouve la vérité de la remarque de Montesquieu, citée plus haut, à propos de la puissance de l'Église dans son apparenté et matérielle faiblesse, et me rappelle cette pensée de J-J. Rousseau: «Le seul talent digne de Rome est de conquérir le monde et d'y faire régner la vertu!» L'empire croupit dans le sang, les empereurs assassins assassinés, se succèdent avec une effroyable rapidité. Mahomet paraît et ses sectateurs, guerriers fanatisés, conquièrent Jérusalem, Antioche, l'Égypte, Damas. C'étaient les barbares du midi après ceux du nord.

Une nouvelle hérésie se lève, celle des monothélites; les patriarches de Constantinople l'acceptent, les empereurs la défendent et la propagent de toute leur puissance. Le pape Martin est violemment arraché de Rome, traîné de la Calabre à l'île de Naxos, puis promené moitié nu, le carcan au cou, dans les rues de Constantinople, jeté pêle-mêle avec des meurtriers et enfin exilé dans la Chersonèse où il mourut.

L'empereur Constant vint à Rome et y laissa des traces dignes du Vandale Genséric,

L'année veut décider dans l'élection des pontifes, comme les prétoriens avaient décidé dans, celle des Césars et ce siècle compte deux anti-papes.

Les successeurs de Constantin, devenus hérétiques, ennemis des papes, orthodoxes, s'arrogent un droit de patronage, provoquent des interrègnes, imposent des papes intrus^ persécutent les autres qui n'en furent pas moins les conservateurs incorruptibles du dogme, et alternativement, les protecteurs des victimes contre les tyrans, et des tyrans contre l'indignation des peuples.

Et pendant cette triste époque, l'Église amène à la foi les Saxons, les Frisons, fait accepter l'évangile sur les bords du Rhin et de l'Elbe gagne à l'orthodoxie les ariens Lombards qui avaient quitté la Pannonie en adorant une tête de chèvre et traînant leurs captifs *attachés par le cou comme des chiens*. — Les rois comme Alfred de Northumbre et Cedualla des Saxons occidentaux, quittent leur couronne, et leur pouvoir pour aller confesser leur foi et mourir près du tombeau de Saint Pierre.

La nuit profonde de l'ignorance s'était faite dans le monde, mais l'église conservait le dépôt des sciences et les seules lumières qui pouvaient éclairer la renaissance.

### HUITIÈME SIÈCLE.

Les Lombards s'étaient divisés l'Italie et avaient créé les duchés de Spoleto, Benevent, Frioul, Brescia, Toscane, Naples. Pavie était le siège de la royauté Lombarde. Le pouvoir de l'exarchat de Ravenne se renfermait dans la pentapole, sous l'autorité nominale d'un magistrat envoyé de Constantinople.

Ce siècle fut ensanglanté par les violences des iconoclastes, les briseurs d'images, secte qui remonte au 5<sup>me</sup> siècle, au règne de l'empereur Zenon, mais qui trouva dans ce siècle-ci l'empereur Léon l'Isaurien qui la protégea en persécutant avec fureur tous ceux qui résistèrent à son opinion ou à ses ordres. Cette guerre des iconoclastes, dont l'opinion reparut plus tard avec Jean Huss et Wiclef, exerça une grande et durable influence sur le monde occidental, en affranchissant pour la première fois la papauté de la souveraineté des empereurs d'orient et en permettant à Rome de reprendre le nom de république.

Rome est plusieurs fois attaquée et investie par Luitprand, Astolphe et Didier.

A la mort du pape Paul, (757) il y eut schisme par l'intrusion de Constantin, frère de Toton, duc Lombard. Le peuple renverse Constantin et lui crève les yeux.

Des assassins sont envoyés contre Grégoire II, mais le peuple les saisit et les met en pièces.

Luitprand vient pour venger l'empereur, mais Grégoire II va à sa rencontre comme Léon devant Attila et le Lombard se retire avec respect, déposant son épée, son baudrier, une couronne d'or et une couronne d'argent sur le tombeau de Saint Pierre.

Léon III est assassiné et laissé pour mort, mais il guérit.

Ce siècle vit trois anti-papes, Théophylacte, Constantin et Philippe.

Toutes ces catastrophes ne ralentirent pas la marche ascendante de la papauté. C'est au 8<sup>me</sup> siècle, que fut institué, par le roi Saxon Ina, le denier de Saint Pierre, pour la fondation d'un hôpital anglais qui subsiste encore à Rome — l'hôpital du Saint-Esprit. — C'est au 8<sup>me</sup> siècle que le pape Etienne II et le concile, prononcent l'anathème contre tout laïque qui participerait à l'élection d'un pape.

C'est au 8<sup>me</sup> siècle que Pépin le Bref, (756) donne au pape Etienne II ou plutôt à Saint Pierre, à l'église romaine représentée par ses pontifes et

a la *république*, l'exarchat et la pentapole, c'est-à-dire, d'après Anastase, bibliothécaire, dans son recueil de biographies des papes (liber pontificats p. 171. ) Ravenne, Rimini, Pesaro, Fano, Cesena, Sinéaglia, Jesi, Forlimpopoli, Forli, Castel Sussubio, Montefeltro, Acceragio, Monte di Lucaro, Cerra, Castel San Mariano, Bobbio, Urbino, Cagli, Luceolo, Gubbio, Commacchio et Narni.

C'est un peu plus tard (774) que Charlemagne déposa sur le corps de Saint-Pierre l'acte des donations faites à l'église, confirmant celles de Pépin et y ajoutant La Vénétie, l'Istrie, les duchés de Benevent, de Spolitto, Mantoue, Parme, l'île de Corse, et étendant la domination papale jusqu'au golfe de Spezzia.

A cette époque rude et barbare la religion était le seul frein aux passions mauvaises des peuples et des rois, et son empire ne s'exerçait qu'au bénéfice de l'humanité, de la civilisation et de la justice. Le duc de Frioul, beau-frère d'Astolphe, devint le moine Saint-Anselme; la fille de l'infâme Constantin Capronyme, devint Sainte-Anthase; Ratchis, roi des Lombards se retira au Mont-Cassin. Un roi de Northumbre, Saint Ceolulfe, quitta le trône pour le couvent; Carloman, frère de Pépin le bref, renonça à son royaume de Thuringe, se fit hermite, puis alla au mont Gassin.

«Ce qu'il y a de véritablement étonnant — dit un historien, en parlant de cette époque — c'est de voir les papes devenir souverains sans s'en apercevoir, et même, à parler exactement, malgré eux. Une loi invisible élevait le siège de Rome, et on peut dire que son chef naquit souverain. De l'échafaud des martyrs, il monta sur un trône que l'on n'apercevait pas d'abord, mais qui se consolidait insensiblement comme toutes les grandes choses et qui s'annonçait, dès son premier âge, parjenesais quelle atmosphère de grandeur qui l'entourait sans aucune cause humaine assignable.»

La cause de cette grandeur était sa puissance morale, qui fut attestée dans la ville de Rome seulement, par le témoignage de plus de deux millions de martyrs. Un pouvoir qui a de telles origines mérite le respect même de ses adversaires et ne peut être traité comme une institution ordinaire.

## NEUVIÈME SIÈCLE.

Le 9me siècle fait partie de ce que les Italiens appellent *temps bas* (tempi bassi ) le pouvoir papal n'en fût pas moins combattu.

Je ne parlerai pas des Sarrasins qui vinrent en 845 piller le mont Cassin et la Campanie jusqu'aux portes de Rome, ce n'est qu'un fléau qui

laisse debout tout ce qu'il ne peut ni tuer, ni brûler, ni emporter, mais Louis, fils de Lothaire, sous prétexte que Sergius II n'avait pas été confirmé par lui, vint à Rome avec une puissante armée. La majesté du pape fit évanouir ses prétentions et il s'agenouilla devant le tombeau de Saint-Pierre.

En 855 Louis II le jeune qui avait emprisonné le pape Benoît III pour imposer Anastase, dut céder à l'inflexible résistance du clergé et du peuple et ses envoyés reconnurent Benoît.

Excommunication de Lothaire, roi de Lorraine, pour concubinage où bigamie et répudiation de sa femme Tietberge. Deux archevêques, ceux de Cologne et de Trêves qui avaient célébré le deuxième mariage de Lothaire, furent déposés comme prévaricateurs par le pape Nicolas I, et l'empereur Louis qui était à Bénévent, pour venger les archevêques, qu'il regardait comme ses ambassadeurs, vint à Borne, et y fut massacrer beaucoup de monde.

Affreuse corruption de mœurs et désordre féodal Rivalité des ducs Lambert de Spolitto, Guy de Frioul et Berenger de Bénévent.

Le pape Jean VIII, contraint à payer tribut aux Sarrasins.

Ce siècle est marqué par plusieurs pillages de Rome, dont deux par Lambert.

Par la nomination, de Formose, évêque de Porto, premier évêque qui contrairement aux constitutions devint pape. Son successeur Etienne VI, le cita devant un concile il fut déterré on le dépouilla,, on lui coupa deux doigts, ceux qui bénissent, puis il fut jeté dans, le Tibre. Mais bientôt, Etienne lui-même, fut pris dans une émeute et étranglé, et Jean IX et un concile, annulèrent solennellement cette condamnation de Formose, tout en maintenant cependant, l'interdiction pour les évêques de devenir papes. — La sentence dit: ce Nous défendons toutefois de prendre Formose pour exemple vu que les canons le défendent jusqu'à refuser, aux contrevenants, la communion laïque, même à la mort.»

Je cite ce fait comme une preuve de plus du caractère démocratique de la papauté.

C'est encore à cette époque que naquit le duel judiciaire. — On croyait plus aisément à un miracle qu'à la justice des hommes. — Cet usagé, d'origine Lombarde, qui était devenu général en Europe, se conserva pendant quatre siècles, et ne fut complètement aboli qu'au 13<sup>e</sup> par le concile de Latran.

Mais l'événement le plus important pour l'église pendant ce siècle fût le schisme d'orient, de Photins, patriarche de Constantinople, et sa lutte avec Nicolas I qui ne voulut pas le reconnaître parce qu'il repoussait le concile de Nicée qui, pour répondre à une autre hérésie, avait ajouté *le Filioque* au Symbole.

Le 9<sup>me</sup> siècle compte trois anti-papes, Sisinnius, Anastase et Sergius

### DIXIÈME SIÈCLE.

Le 10<sup>me</sup> siècle en grande partie n'offre qu'un affreux tableau d'immoralités, de désordres et de débauches. Ce siècle a eu 28 papes, c'est, déjà une preuve de démoralisation; et de Benoît IV, 900, jusqu'à Sylvestre, 999, l'église n'est qu'un déplorable et douloureux spectacle. Les papes sont produits par les partis politiques dont ils ne sont que les victimes ou les instruments, et M. de la Gournerie (Rome chrétienne T. 1 p. 241 ) dit avec raison: «Le 10<sup>me</sup> siècle nous montre ce que peut devenir l'église lorsqu'au lieu de commander elle obéit, lorsqu'un pape n'est plus un prêtre devenu roi, mais un courtisan devenu prêtre. Ne soyons donc point surpris si alors tout lui échappe, sainteté, dignité, puissance, tout jusqu'au gouvernement de Rome qui va se perdre aux mains de femmes sans mœurs et de factieux de bas étage.»

Ces femmes, l'âme d'un parti dont les intrigues créèrent successivement huit papes, étaient Théodora et ses deux filles Théodora et Marosia. Théodora la jeune, fit élire Jean X, qui était évêque de Ravenne et que l'histoire lui donne pour amant.

Marosia, avec le secours de son second mari, Guy duc de Toscane, fit prendre Jean X dans le palais de Latran, le fit emprisonner, puis étrangler et peu après fit élire son fils, qui n'avait que 25 ans, sous le nom de Jean XI. Jean XI mourut bientôt dans une prison du château Saint Ange, (qui était la maison maternelle), son frère Albérte l'avait enfermé, y retenant également prisonnière, sa mère Marosia, pour gouverner plus à l'aise la ville de Rome, dont le peuple l'avait reconnu prince et seigneur sous le titre de *consul de tous les* qu'il garda jusqu'en 954.

En 956, Octavien, fils d'Albéric le consul, qui avait hérité de son autorité à Rome, quoique n'ayant que 18 ou 19 ans, se fit élire pape et prit le nom de Jean XII. Son caractère, ses mœurs et sa conduite prouvèrent assez qu'il était petit fils et fils de Théodora et de Marosia.

L'Italie, à cette époque, était tyrannisée par Béranger II et son fils Adalbert, qui des rives du Pô, imposaient le joug à toute la péninsule\* Jean XII envoya des légats à Othon pour lui offrir la couronne impériale que celui-ci se hâta de venir recevoir. — Rome ne changea que de despotisme. Vers la fin du siècle, Crescentins, fils de l'impudique Théodore, fut le dernier tyran de Rome de cette famille. Il fit un pape intru sous le nom de Boniface VIII qui fit étrangler le pape légitime Benoît VI. La corruption, les scandales, les orgies révolutionnaires de



l'histoire papale, l'établissement des Sarrasins sur la côte maritime jusqu'aux Alpes, les invasions des Hongrois et des hordes du nord, avaient à tel point épouvanté les peuples, que l'opinion publique croyait y voir les signes précurseurs de la venue de l'antechrist prédite par l'apocalypse et que les 1,000 ans allaient finir avec le monde. Ce siècle vit trois anti-papes et beaucoup dont l'élection était au moins irrégulière.

A ne voir que la situation extérieure des choses, le pouvoir papal aurait dû disparaître de l'univers, car tout semblait lui manquer la fois, le respect des autres et de lui-même. C'est dans cet état que le surprit le lime siècle.

### ONZIÈME SIÈCLE.

C'est dans ce triste état, je le répète, que la papauté fut surprise par le pouvoir impérial reconstitué, qui commença cette longue lutte, ce duel, entre l'Empire et l'Église.

L'Europe n'avait aucune règle établie ou respectée sur la transmission du pouvoir politique. La force et la violence décidaient de tout — une seule puissance dans le monde, celle de la papauté, se souciait de droit et de justice. De récents travaux historiques de l'Allemagne protestante, aussi profonds qu'impartiaux, établissent définitivement à cette époque le rôle grand et civilisateur de l'Église, seul refuge contre les violences effrénées et les désordres sanguinaires. Placés entre le clocher du cloître et la tour féodale, le choix des peuples ne pouvait être douteux. L'Église, c'était la protection du faible et ses dignités étaient accessibles à tous, le donjon, c'était le privilège de la naissance et de la force.

Tout est guerre, c'est l'état normal: l'Église établit la trêve de Dieu.

La sécurité n'existe nulle part et pour personne; l'Église décrète le droit d'asile des sanctuaires avec un rayon de 60 pas à l'entour.

La loi est insuffisante pour protéger la vie sur les grandes routes. Une croix de bois, plus puissante alors que la loi des hommes, consacre le lieu d'un crime et rappelle la loi de Dieu.

Les fondations religieuses sont les seuls moyens de civilisation, *de écoles de culture et d'obéissance*, comme dit Ancillon.

Mais au milieu de tout ce travail de réformation qu'il faut admirer, nous voyons la papauté livrée à la Simonie la plus déhontée, un pape laïque, Benoit IX, porté au trône pontifical par l'intrigue et la corruption, à l'âge de 12 ans, et qui, après 11 ans, dépose la mître pour 1,500 livres. Les empereurs désignent des papes sans aucune intervention du clergé, comme Damase II, envoyé par Henri le Noir, ou nommé par une diète siégeant à Worms, comme Léon IX.

«Pour nos péchés, écrivait un moine contemporain, Pierre Damien, on ne trouve plus de clercs qui soient dignes de l'épiscopat; ils le désirent assez mais ils ne cherchent pas à le mériter... On commet la simonie, non seulement en vendant les saints ordres, mais encore en vendant les jugements des synodes Le temps n'est plus où l'on puisse garder la modestie, la mortification, la sévérité sacerdotale.»

A ces désolations viennent se joindre la guerre des Sarrasins; de nouvelles invasions par les Normands qui fondèrent le duché de la Pouille; — Rome, après deux ans de siège, prise par l'empereur Henri, et l'anti-pape Guibert; Léon IX, prisonnier des Normands, qui plus tard sous Robert Guiscard, appelés à Rome pour la défendre, la brûlèrent; hérésie de Béranger D'Angers, niant la présence réelle; les clercs de l'Église arrivés à regarder la chasteté comme une vertu impraticable; Michel Cerulaire enfin, fixant en Orient le schisme de Photius.

Et cependant l'empereur Louis et le pape battent les Grecs et délivrent la grande Grèce, (la Calabre.) L'élection des papes est réglée de nouveau et réservée exclusivement aux cardinaux prêtres, pour être confirmée ensuite par les autres cardinaux, puis par l'assentiment des clercs, et enfin, par les acclamations du peuple.

Enfin apparut Grégoire VII, le grand Hildebrand, au milieu de cette anarchie, ces désordres, ces scandales de l'Église dont l'autorité spirituelle ne fut jamais autant attaquée que sous son règne. En Allemagne, en France, en Italie, partout, le pouvoir politique faisait commerce des charges ecclésiastiques et des sièges épiscopaux.

Grégoire VII vainquit tout cela, Grégoire VII, que ses adversaires appellent ambitieux, dur, cruel, avait à combattre Henri IV, la domination étrangère, l'autorité d'un empereur germanique soutenue par les peuples de la Lombardie et même par des évêques italiens. Les patriotes qui crient si fort aujourd'hui contre Rome, quand ils veulent chercher dans l'histoire des hommes courageux, dévoués, grands, qui ont combattu pour la cause de l'indépendance italienne, sont condamnés à réserver leur gratitude et leurs bénédictions pour des souverains pontifes, et en particulier, pour le pape Hildebrand, qu'ils voudraient transformer, au mépris de l'histoire et de la justice, en ennemi traditionnel de leur cause.

La réforme du clergé et la lutte contre les rois remplissent les douze années de règne de Grégoire VII II est facile aujourd'hui de s'élever contre Les prétentions de ce grand homme et de les taxer d'orgueil, mais si dans cette lutte il avait été vaincu? Tous les bénéfices et. toutes les charges ecclésiastiques seraient demeurées à la disposition, du pouvoir des princes et seraient tombées en proie au privilège de la naissance, à l'intrigue, à la vénalité, à la puissance des grands, aux brigues des

courtisans, a Les empereurs nommaient aux évêchés, dit Voltaire, Henri IV les vendait; Grégoire VII s'opposa à cet abus,» et l'évêque d'Halberstad qui était un témoin oculaire, disait: a Henri a vendu les évêchés de Constance, de Bamberg, de Mayence et plusieurs autres pour de l'argent; ceux de Batisbonne, d'Augsbourg et de Strasbourg, pour des meurtres; l'abbaye de Fulde pour un adultère; l'évêché de Munster pour un crime plus détestable encore. — (Fleury).

Une autre œuvre de ce temps quelquefois discutée, c'est le célibat imposé aux prêtres, pour répondre aux débordements des mauvaises mœurs dont les turpitudes souillaient tous les degrés de la hiérarchie ecclésiastique. Le protestant Luden, surnommé le Père de l'histoire, allemande, dans son histoire du peuple allemand dit: a C'est le célibat ecclésiastique qui nous a valu ce que nous avons, ce que nous sommes, l'intelligence, la culture de l'esprit, les progrès du genre humain. Il a essentiellement contribué à assurer à l'Église l'unité et par l'unité, la force nécessaire pour résister à la puissance brutale du glaive et pour adoucir l'oppression inhumaine que le système féodal avait introduite dans la vie sociale.»

Et M. Coquerel, le ministre protestant, allant {fins loin, dans son essai sur l'histoire du christianisme, p. 75, dit: «Le pouvoir papal dis? posant des couronnes, empêchait le despotisme dis devenir atroce.

Un Tibère eut été impossible, Rome l'eût écrasé.

Le XI<sup>me</sup> siècle compte cinq anti-papes.

C'est le siècle des grands crimes et des grandes vertus, des antipapes et des saints. Tout y est violent dans le bien comme dans le mal et il se termine par un des plus grands faits historiques du œpnde, par la première croisade et la prise de Jérusalem, le 8 juillet 1099.

Je crois devoir rappeler ici des circonstances qui prouvent» dans un cas spécial, ce que par ces citations, peut-être trop longues, je cherche à démontrer dans l'histoire générale: que quelques soient la puissance et la nombre de ses ennemis, son dénûment et son abandon apparent, le papauté possède une force de résistanoe qui se joue des calculs de la politique.

Comme n'avait pas relevé les ruines semées par Robert L'anti-pape Guibert, soutenu par l'empereur Henri, y dominait encore et s'était même emparé du château St-Ange. Ce n'est que grâce à l'aumône de Geoffroy, abbé de Vendôme, que le pape Urbain II obtint la reddition du Palais de Latran, et il ne trouva un peu de sécurité que dans la tour des Frangipani, l'antique cotisée, dont il pouvait à peine sortir. C'est faible et bloqué dans cette citadelle, qu'en 1093, Pierre l'Hermite, arrivant de Jérusalem, attendrit l'âme du pontife par le tableau de la désolation de la ville sainte. Le faible Urbain II ne pouvait rien pour lui-même, mais il

éleva la voix, et des flôts de peuples se précipitèrent à la délivrance de Jérusalem. Ces croisades, qui ont eu une si immense influence sur la civilisation et les destinées du monde, ne sont plus ni dans l'esprit ni dans le besoin de notre temps, mais il ne faut pas croire qu'il ne puisse se représenter des cas où la Voix d'un pape persécuté ne pourrait encore soulever le dévouement où l'indignation des peuples.

#### DOUZIEME SIECLE.

Le XII<sup>me</sup> siècle continue et achève l'œuvre de Grégoire VII, la querelle des investitures, dans laquelle il représentait la liberté combattant pour la vertu contre la vénalité, les mauvaises mœurs et la tyrannie des princes. On ne peut méconnaître que la loi ecclésiastique, au point de vue surtout de nos idées libérales, était de beaucoup Supérieure à la loi laïque. Elle n'admettait ni la torture, ni la distinction des personnes et des classes; l'égalité devant la loi, qui nous est si familière aujourd'hui, était proclamée par l'Église contre les pouvoirs laïques et politiques qui ne la pratiquaient pas et ne la comprenaient pas encore; elle défendit le bien des naufragés, la sécurité du voyageur, l'abolition de l'esclavage, toutes choses que la juridiction séculière a dû emprunter aux canons et qu'elle n'aurait certes pas inventées de sitôt sans l'initiative et l'exemple du clergé.

Que peut la violence contre un pape. Henry V prit Rome en 1111 et fit emprisonner Paschal II et les cardinaux; —par la menace il arracha la reconnaissance de son prétendu droit d'investiture, mais le cri de l'Église et celui de sa conscience firent un honneur au pape de sa rétractation, dont le principe fût consacré par le concile de Latran en 1116.

Bientôt Paschal dut fuir de Rome devant les émeutes, et Henry V y revint en 1118. C'est un peu avant, en 1116, à un pape persécutait en exil, où il mourut, que la comtesse Mathilde laissa la Toscane et ses nombreux États donation faite déjà sous Grégoire VII, et renouvelée en 1102.

Rome était sans cesse troublée et ensanglantée par les partis—Censius au château St-Ange, avec une tour sur le pont; Frangipani au Colisée; Pierleoni, au théâtre Marcellus; Colonne au Mausolée d'Auguste, occupaient des citadelles auxquelles se rattachaient les différents partis qui divisaient la ville.

Le successeur de Paschal, Gélase II, souffrit les plus odieuses violences de Cenoio Frangipani, chef des partisans de l'empereur, qui brisa les portes de l'église et du conclave, prit le pape à la gorge, le jeta à terre, l'ensanglanta à coups d'éperons et le traîna chez lui. Le peuple et les Pierleoni, délivrèrent Gélase, mais l'empereur Henry revint à Rome et

opposa un anti-pape, Burdin sous le nom de Grégoire VIII, à Gélase qui parvint à s'échapper à Gaète. Henry se fit couronner pour la quatrième ou cinquième fois. Quel hommage rendu à la puissance de la papauté par son plus ardent adversaire et persécuteur! Mais à peine eut-il quitté Rome que le pape y rentra triomphant, quoique Burdin fut toujours à St-Pierre.

1119.— Le pape Calixte II fut élu en France; l'anti-pape Burdin dominant encore à Borne.

1124.— Le pape Honorius II fut imposé par la faction des Frangipaaï, puis légalement confirmé contre Calixte anti-pape.

1130. — Le pape Innocent II, se trouva donc entre deux anti-papes, dont l'un, Anaclet, de la famille des Pierleoni, régna à Rome jusqu'à sa mort en 1138, après avoir bravé la puissance et les armes de l'empereur Lothaire, en 1133. Innocent II s'était réfugié en France et Rome resta la proie des discordes civiles.

1139. — Innocent II fut fait prisonnier par Roger, roi de Sicile, qui avait tenu pour Anaclet.

— Celestin II fut déposé de son pouvoir temporel par une révolution qui rétablit le sénat et remplaça le préfet par un Patrice.

Luce II est tué par un des sicaires du grand révolutionnaire de cette époque, Arnaud de Brescia.

— Eugène III est exilé et cherche un refuge à Tibur, mais bientôt il soumet Rome par les armes tiburtines.

1155. — Adrien IV, le seul anglais qui fut pape, qui avait été mendiant dans le Herfordshire, ne réside point à Borne, séjour trop dangereux, et vit à Agnani.

1159. — Alexandre III, Guelfe, fut emprisonné le jour de son élection. Le sénat est gibelin et le pape délivré doit fuir de Rome et vivre dans les villes voisines. Octavien, anti-pape, soutenu par Frédéric Barberousse, commença un schisme de 20 ans et Alexandre III ne put retourner à Rome qu'en 1165, à la mort de l'intru.

1167. — Nouvelle faite d'Alexandre. Frise de Rome par Frédéric.

1177—Paix avec l'empereur qui se soumet.

1178— Alexandre rentre dans Rome volontairement soumise.

Alexandre, pendant son long règne, eut à combattre avec trois antipapes, Octavien, Guy de Brême et Jean de Sturm, qui avaient pris les noms de Victor IV, de Paschal III et de Calixte III. Le pontificat d'Alexandre est un des pins remarquables de l'histoire. En effet, faible et persécuté, en fuite ou en prison, il dut lutter sans cesse contre un jeune, ardent et puissant empereur, Frédéric Barberousse, qui veut soumettre à son pouvoir absolu l'Église et l'Italie, qui ne recule devant aucune violence et décrète, contre les Milanais révoltés mais vaincus, la

*confiscation et l'esclavage*, «arrêt — dit Voltaire — qui ressemble plus tôt à un ordre d'Attila qu'à l'édit d'un empereur chrétien.» Et ce grand pape, quoi qu'errant et fugitif parle contre l'esclavage de liberté et tout s'exalte et renaît à sa voix; les populations de Milan se refont une autre ville et l'appellent Alexandrie en son honneur; c'est en invoquant son nom que se forme la ligne lombarde et que se dessinent les deux grands partis des Guelfes et des Gibelins, le premier, avec l'appui du pape, voulant l'indépendance italienne, le second, s'appuyant sur l'empereur, dans un but d'unité à l'antique guerrière et conquérante, appelle la domination des Allemands. Ici, comme toujours, la force fat vaincue et la faiblesse triompha. Frédéric se *croisa*, alla mourir en Syrie et Voltaire a écrit d'Alexandre III, en louant sa conduite, «Vainqueur de l'empereur par la politique et bienfaiteur du genre humain!»

1183. — Luce III, deux fois chassé de Rome meurt à Vérone.

1185-87. — Urbain III et Grégoire VIII, vivent et meurent loin de Rome.

C'est à la fin de ce siècle que naquirent ces nombreuses sectes hérétiques qui n'avaient rien de commun entr'elles, mais qui, dans leur ensemble, n'étaient qu'une protestation contre les désordres de l'Église - et qui, peu après, furent désignées sous le nom global d'Albigéois.

C'est alors aussi qu'eut lieu l'odieuse trahison de Léopold d'Autriche, arrêtant et livrant, pour de l'argent, à l'empereur Henri VI, Richard d'Angleterre, dont la rançon extorquée servit à la conquête des Deux Siciles. Mais si faible que fut l'Église, elle était toujours assez forte pour défendre la justice contre les forts: Léopold d'Autriche et Henri VI furent excommuniés pour cette lâche trahison envers le roi anglais, et plus tard on n'obtint la permission de les ensevelir que moyennant restitution à l'Angleterre, de la rançon de Richard Cœur-de-Lion.

Ce que peut la papauté lors même qu'elle est livrée aux plus grandes persécutions nous est encore attesté aujourd'hui, pour le 12<sup>me</sup> siècle, par les majestueuses cathédrales qui datent de cette époque. Le XII<sup>me</sup> siècle compte six anti-papes.

Maurice Burdin, dit Grégoire VIII, — Calixte — Pierre de Léon, dit Anaclet II, — Octavien dit Victor IV, — Gui de Brême dit Paschal III, — Jean de Sturm, dit Calixte III.

### TREIZIÈME; SIÈCLE.

Ce siècle commence à se coordonner un peu.—Les noms deviennent héréditaires, et les dix-huit années du règne bienfaisant d'innocent III sont un peu moins tourmentées, quoique Rome se divise encore entre

quelques grandes familles, que j'ai déjà citées et auxquelles étaient; venus se joindre!

Les Cajetani, au tombeau de Cécilia Metella;

Les Conti, de la famille d'innocent III, au forum de César; et

Les Savelli, au Théâtre de Marcellus (jadis aux Pierleoni), et au Vico des Savelli.

C'est sous Innocent III, par son ordre et à ses frais que fut érigé le premier hospice des enfants abandonnés. Je crois qu'il n'y a pas une réforme, un progrès, une vertu, un établissement charitable, que nous ne devions à l'initiative de l'Église, et il n'en faut pas moins pour expliquer cette étonnante durée de la puissance papale, résistant à toutes les attaques et triomphant de tous ses ennemis.

La guerre des Albigeois devint ici sanguinaire et cruelle, mais Innocent III protégea Raymond de Toulouse et son fils, contre la spoliation de Montfort, et donna à l'orphelin dépouillé, le comtat Venaissin, Beaucaire et la Provence. L'hérésie cependant s'étendait de la Bulgarie en Espagne; presque toute la Lombardie et jusqu'à Viterbe et Orviéto étaient infectés des idées nouvelles sous les noms de *Cathares*, de *Bons-hommes*, de *Patarins*, qui mettaient la civilisation en danger, car j'ils s'attaquaient au mariage, pour le libre plaisir des sens; à la justice, 1 en admettant deux divinités contraires qui luttèrent entre elles et dont l'homme était la proie inerte et sans libre arbitre; il niaient l'autorité de l'Église et de la morale; l'utilité du culte. En 1215 s'ouvrit le quatrième concile de Latran qui condamna ces hérésies, abolit l'épreuve judiciaire, exigea la publication des banns de mariage, et institua des écoles gratuites dans toutes les églises de la chrétienté. Domingo de Gusman fonda les Dominicains contre les Albigeois, comme plus tard Ignace créa les Jésuites contre les protestants.

En 1225, Honorius III, fut chassé de Rome par l'émeute.

En 1228, Grégoire IX fut insulté à Rome et chassé.

En 1232, Deuxième fuite de Grégoire IX.

En 1244, Fuite de Rome à Gènes d'innocent IV.

En 1245, Le puissant Frédéric II qui avait tant combattu la papauté, fut excommunié par Innocent IV et le concile de Lyon, ce qui l'abattit, et en 1250, il mourait en ordonnant à son fils de *restituer à l'Église romaine tous les droits qu'il possédait injustement*.

En 1254, retour à Rome d'innocent IV après dix ans d'exil.

Les familles qui participaient alors aux troubles de Rome, étaient les Frangipani, les Annibaldi et les Brancaleoni.

Fuite du pape Alexandre IV de Rome à Viterbe.

La papauté est combattue par Mainfroi dans le Sud, et par Ezzelin de Romano et son frère Alberic, dans le Nord.

En 1261, Alexandre meurt à Viterbe. Urbain IV est élu, mais l'exil des papes continue. Urbain s'établit à Orvieto, dont une révolution le chasse et il se réfugie à Pérouse où il meurt en 1265.

Clément IV reste exilé à Pérouse, puis va mourir à Viterbe, pendant que Rome est usurpée, sous le titre de Sénateur, par Charles d'Anjou qui venait de recevoir les Deux-Siciles du pape, puis par Henri de Castille, enfin par Corradin, petit fils de Frédéric II.

Querelle des Annibaldi et des Orsini; — mais en 1281, Martin IV fut élu sénateur de Rome, *non*, dit l'acte, *en raison de sa qualité pontificale*. Il n'en dut pas moins abandonner sa capitale, et mourut à Pérouse.

Après Nicolas IV, il y eut, par suite des désordres politiques, un interrègne de deux ans.

Célestin V abdique, et en 1294, Benoit Cajetani, sous le nom de Boniface VIII, fut élu et son pontificat fut un des plus trébliés. B dut plusieurs fois fuir de Rome et soutenir une guerre contre la puissante famille des Colonne qui était à la tête des Gibelins. Il les vainquit, leur pardonna, mais fit raser Palestrine, leur forteresse.

#### QUATORZIÈME SIÈCLE.

Après les fréquentes séparations du Pape et de Rome au siècle précédent, il y eut, au quatorzième, un divorce de 71 ans. Le siège apostolique fut transporté à Avignon en France.

Ce siècle commence avec la mort de Boniface qui, par Guillaume de Nogaret, capitaine de Philippe le Bel, aidé par Sciarra Colonne, venait d'être assailli à Anagni, volé et fait prisonnier, mais dont le courage provoqua une réaction populaire qui mit ses ennemis en fuite.

C'est en 1305, par l'élection de Bernard de Goth, qui fut élu à Pérouse et sacré à Lyon, sous le nom de Clément V, que commença l'exil, migration à Avignon, et Rome pendant ce temps n'offre que le plan triste spectacle. Déjà en «1308, après l'incendie de St\* Jean de Latran, Dante, l'ardent gibelin, qui n'est pas suspect, écrivait: «l'Église est le «soleil, l'Empire est la lune de Rome — or aujourd'hui elle est privée «de ses deux lumières et ainsi doublement orpheline!» En effet les Guelfes et les Gibelins, les blancs et les noirs, s'entre déchiraient. Rome fut pillée, volée et tomba en ruines.

Rome a souvent été partagée entre deux pouvoirs, mais toujours ce partage, résultat de la guerre, maintenait la guerre dont elle était victime.



En 1312, l'Empereur Henri VII, de Luxembourg, avec les Colonne, tenait le Latran et le roi de Naples avec les Orsini, le Vatican. Henri de Luxembourg, vainqueur, se fit sacrer au nom de Clément V, retiré à Avignon. C'est que Rome, même déserte et ruinée, fut toujours aux yeux des rois et des peuples, la grande capitale du Catholicisme, et Dante disait: «Ce qui était institué au mois d'octobre, n'atteignait pas» le milieu de novembre.» On pillait, on s'exterminait réciproquement; les rues étaient des camps, les maisons des forteresses et cette anarchie qui de proche en proche s'étendait à tout le pays, eut pour résultat d'établir cette foule de petites dominations tyranniques, d'innombrables petites principautés indépendantes et rivales, jalouses et turbulentes.

Ainsi au quatorzième siècle, le triomphe des Gibelins, des unitairiens fut le signal du désordre et de la division.

Cet état des choses enfanta la grandeur Italienne. La même causé pourra produire les mêmes effets, mais cela n'est certes pas dans lèè prévisions des hommes politiques d'aujourd'hui.—Comme Pétrarque, comme Dante, ils ambitionnent de (aire *une* glorieuse et puissante et je crains qu'il ne feront, comme ces illustres gibelins, qu'un désordre *purificateur*, mais un désordre, qui finira comme alors par appeler un nouvel empereur, un autre Louis de Bavière ét ils pourront s'écrier comme Pétrarque: «O mon Italie, mes paroles sont impuissantes à guérir les plaies mortelles dont je vois cribler ton beau corps...De grâce! que cette pensée vous émeuve ô Princes! considérez ce peuple abattu qui n'attend que de vous après Dieu, un peu de calme pour le consoler de ses douleurs.» Et les romains qui se débattaient entre Louis de Bavière successeur d'Henri VII et le roi de Naples, les Annibaldi et les Colonne, écrivirent à Jean XXII: «Nous supplions à genoux Votre Sainteté de venir incessamment en personne visiter son premier siège qu'elle semble avoir oublié. Autrement nous protestons, dès à présent, que nous serons excusables devant Dieu, devant l'Église et devant les chrétiens du monde, s'il arrive quelque malheur, si les enfants, privés de la présence de leur Père, s'égarèrent à droite on à gauche.»

C'est avec les accents de Pétrarque et des Romains que le Dante s'était adressé dans son immortel poème à Albert de Germanie: «Viens, viens voir ta Rome qui pleure, veuve délaissée et te criant jour et nuit: viens César, pourquoi n'est-tu pas avec moi?» Il est vrai que les unitairiens d'aujourd'hui, ne sont Guelfes que sans Pape et Gibelins sans Empereur, mais après tout, ce sont deux éléments d'ordre de moins et tout me semble présager les mêmes malheurs qui ne seront pas trop payés, s'ils sont suivis d'un même réveil.

Pie IX, bien supérieur selon moi, à tout ce qui l'entoure, en avait certes l'idée, lorsqu'il interrompit naguère quelques serviteurs enthousiastes,

par ces mots: «Oui,oui,la barque de St Pierre ne peut périr,mais qui ré«pond de l'équipage?» Plus d'un bon patriote pourra répéter ce mot si profondément douloureux de Pétrarque: «c'est une triste chose d'avoir dés contemporains!»

Louis de Bavière, empereur non reconnu par le Pape, prit Rome en janvier 1328, mais toute sa puissance, avec Sciarra Colonne pour exécuteur, ne put vaincre l'opposition catholique, ni obtenir de faire sonner les cloches, silencieuses par interdiction. Il osa prononcer une sentence de déposition de Jean XXII encore à Avignon, qu'il appelle *Jacques de Cahors, hérétique, simoniaque, antichrist mystique*, et lui, l'empereur interdit, promulgue une constitution qui oblige le Pape à *résider continuellement à Rome*. Louis comprenait malgré lui, que le Pape était aussi puissant de loin que de près, que sa place naturelle était à Rome et, quoique son ennemi, dut l'y rappeler.

Mais dans cette voie on ne s'arrête pas quand on veut, et Louis n'obtenant rien, fit bientôt un anti-pape d'un moine de Corbario dans l'Abruzze, sous le nom de Nicolas. Il fit approuver cette nomination par le peuple et se fit couronner lui-même par cet anti-pape, ne pouvant se passer de la consécration d'un pouvoir qu'il combattait. Mais bientôt, la même année, Louis de Bavière, et ses constitutions, et Nicolas de Corbario disparurent, et les Romains déclarèrent: «Qu'au Pape seul appartenait la seigneurie de Rome et qu'ils avaient grièvement failli en recevant Louis de Bavière et les siens, en permettant qu'il fut couronné empereur et Pierre de Corbario élu anti-pape.»

C'est vers cette époque qu'apparut sur la scène politique, Nicolas, fils d'un cabaretier nommé Laurentii, que l'histoire nomme Cola di Rienzi il avait été adjoint en qualité d'orateur à l'ambassade que les Romains envoyèrent à Avignon, pour solliciter le retour à Rome du Pape Clément VI. Rienzi était, pour me servir d'une qualification moderne, un démocrate-catholique, il se nommait l'élu du St. Esprit *Candidatus Spiritus Sancti*, il se déclarait officier du Pape et du peuple; tous ses ordres contenaient cette réserve: «Sans déroger à l'autorité de l'Eglise, a du Souverain Pontife et du sacré collègue.» Son code condamnait à la confiscation du tiers de leurs biens, ceux qui ne se confessaient et ne communiaient une fois par an.

Pétrarque lui écrivait:

«Io parlo a te però ch' altrove un raggio  
«Non Veggio di virtù ch' al mondo é spento.»

Et Byron dit de lui: «Rienzi, le dernier des Romains, orateur du «Forum, chef du peuple, nouveau Numa, dont le règne fut, hélas! trop «court!»

Rienzi finit par être dictateur pendant sept mois en 1347, et après deux fuites, en 1354, il fut massacré dans une révolte, par le peuple. Son autorité fut aussi grande qu'éphémère et je ne le cite que pour remarquer que son élévation eut été impossible, s'il avait été en opposition directe avec le Pape et le clergé.

Enfin en 1367, Urbain V rentra à Rome au milieu des acclamations et de la joie universelles qui avaient signalé la marche triomphale de son retour, à Gènes, à Porto Venere, au port de Pise, à Piombino, à Corneto, à Viterbe.

Il ne restait plus à Rome que dix-sept mille habitants suivant Cancellieri et, soixante mille suivant Papencordt. Rome devint toujours misérable en l'absence du Pape dont le retour seul relevait les ruines.

Tout cela pourrait se représenter encore; c'est cependant peu de chose pour la papauté que l'opposition d'aujourd'hui, si on la compare à des centaines de crises de son histoire où les passions populaires, les ambitions souveraines, les dissidences, les hérésies, les schismes, étaient souvent appuyés par la division de l'Église et par des anti-papes. Que Pie IX abandonne Rome, et je ne vois point de raison pour laquelle le» Romains ne lui feraient pas dire bientôt, comme à Grégoire XI, par Luc Savelli: «Les Romains veulent avoir un pape à Rome, parce qu'il est a Pontife romain et que les Chrétiens le nomment ainsi.» et les peuples d'Italie le rappelleraient pour bénir la Rose d'or, cet emblème de paix et de mansuétude.

En 1370, le Pape Urbain V repartit de Rome, malgré les supplications du peuple, pour Avignon où il mourut.

En 1377, Grégoire XI revint à Rome.

En 1378, Urbain VI fut élu à Rome, et Robert de Genève à Fondi, sous le nom de Clément VII, ce qui commence le schisme d'occident, qui dure 40 ans. Urbain fut presque abandonné et le gouverneur du château Saint Ange, le roi de France, le roi de Castille et la reine de Naples, acceptèrent l'obédience de Clément VII. Cette double papauté, dont l'une siégeait à Borne, l'autre à Avignon, divisa l'Église et l'Europe. Des guerres et des massacres en furent le résultat. «Bien sçay, dit Froissart, qu'au temps advenir on s'esmerueillera de telles choses, et comme l'Église peut cheoir en tels troubles ne si longuement y demourer. Mais ce fût une playe envoyée de Dieu pour adviser et faire considérer au clergé le grand estât et superfluité qu'ils tenaient et faisaient; néanmoins la plus part n'en tenaient compte... et par ce, les choses allaient malheureusement et si nostre foy n'eust esté enfermée en la main et en la grâce du Saint-Esprit

qui illumine les cœurs desvoyés et les tient fermes en unité, elle eust croulé ou branlé.» En 1389, Boniface IX succède à Urbain VI à Rome et, en 1394, dans la ligne schismatique à Avignon, Benoit XIII succède à Clément VII.

En 1393, Boniface IX conclut avec les Bormains une convention qui ne lui donnait que la nomination du sénateur qui devait être reconnu par les autorités de la ville, qui garda tous ses droits. — Il est curieux d'observer que cette convention qui semblait restreindre l'autorité papale, la fixa, et commença, à vrai dire, la souveraineté du pape sur Borne.

C'est de la fin du 14<sup>me</sup> siècle que datent la plupart des fondations étrangères, comme pour attester que Borne, avant d'être la capitale d'un seul pays, a la gloire d'être la capitale de la chrétienté, où tous les peuples ont le droit de cité. — Ses plus anciens monuments le rappellent à chaque pas aux voyageurs: aux Allemands et aux Flamands, Sainte Marie de l'Ame — aux Français, Saint Louis — aux Lorrains^ Saint Nicolas — aux SiennoisB, Sainte Catherine — aux Belges, Saint Julien — aux Portugais, Saint Antoine — aux Espagnols, Saint Jacques et Mont Serat — aux Ecosais, Saint Vves des Bretons — aux Anglais, le Saint-Esprit — aux Lombards, Saint Ambroise — aux Grecs, Saint Athanase — aux Esclavons, Saint Jérôme — aux Génois, Saint Jean-Baptiste.

#### QUINZIÈME SIÈCLE.

A Borne, les *Capireoni* — chefs des quartiers — tendaient toujours à l'usurpation d'un pouvoir souverain, et eurent pour eux les Gibelins avec les Savelli et les Colonne, contre les Guelfes, les Orsini et une grande partie du peuple.

Innocent VII dut fuir Rome et se réfugia à Viterbe, pendant que Ladislas, roi de Naples, appelé par les Colonne, s'empara du palais papal. Mais le peuple qui voulait l'indépendance et le pape, fut si unanime que Ladislas dut céder, et Innocent VII fût rappelé.

En 1408, pour mettre fin au schisme, un concile s'assembla à Pise, y cita les deux papes, et sur leur refus de comparaître, les déposa tous deux, et nomma Pierre de Crète, archevêque de Milan, sous le nom d'Alexandre V. De sorte qu'il y eut trois papes, Grégoire XII à Borne, Benoit XIII à Avignon et Alexandre V à Pise — mais bientôt Grégoire abandonné dut se réfugier à Rimini, Benoit en Catalogne, et Alexandre reçut à Bologne les clefs de Rome envoyées par le peuple romain.

1413, Ladislas prit Rome qui fut saccagée, et le pape Jean XXIII s'enfuit à Viterbe, à Montefiascone, Sienna, et enfin à Florence.

Ce n'est qu'en 1420, après le concile de Constance, que le pape, alors Martin V, (Othon Colonne) rentra à Borne, après sept ans d'absence et

d'exil Rome presque dépeuplée montrait partout les cicatrices des dévastations de Ladislas. Martin releva les ruines, ramena l'ordre et fut appelé le père de la Patrie.

Eugène IV, fut combattu par le conciliabule de Bâle, par les armées de Philippe duc de Milan et les Gibelins de Rome. Il dut se sauver sous un déguisement et se retira à Florence, pendant que Rome était livrée au pillage et à l'anarchie. Le château Saint-Ange seul tenait encore pour lui. Après cinq mois, les Romains, fatigués de désordres, sollicitèrent le retour d'Eugène, qui se borna à y envoyer des légats pendant que les prélats assemblés à Bâle se mettaient en révolte ouverte contre lui. C'est alors, en 1438, qu'il assembla le concile de Ferrare, où parurent l'empereur d'Orient, le patriarche de Constantinople, et les évêques de Nicée, d'Ephèse, de Trebizonde et de Nicomédie, concile qui, transporté à Florence, proclamait, en 1449, l'union des églises d'occident et d'orient, réunion qui échoua devant les préjugés orientaux.

Eugène IV ne revint à Rome qu'en 1444.

L'assemblée de Bâle poursuivant sa révolte avait déposé Eugène en 1439, élisant à sa place, Amédée de Savoie, Amédée VIII, comme premier duc de Savoie, Félix V comme anti-pape. Presque abandonné de tous, n'ayant conservé dans son obédience que la Savoie et la Suisse, (Amédée) Félix V abdiqua en 1449, et alla mourir à Gènes.

En 1447, le modeste Thomas, fils d'un médecin de Sarzane, en dix huit mois et par son seul mérite, devint évêque, cardinal et pape, sous le nom de Nicolas V.

Les pontificats de Nicolas V, Calixte III, Pie II, Paul II et Sixte IV, — (1447 à 1484) furent absorbés en grande partie par les guerres contre les Turcs.

Rome longtemps tranquille, fut de nouveau ensanglantée à la mort de Sixte IV en 1484, par un soulèvement des Gibelins guidés par Laurent Colonne leur chef.

Le règne d'innocent VIII, 1484 —1492, n'offre rien de bien remarquable au point de vue, du moins, du but de cette compilation.

1492, élection de Borgie, Alexandre VI, qui fut un grand pape, un souverain perfide et dissimulé, un prince immoral et débauché — mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque les mœurs étaient peu sévères et qu'Alexandre était contemporain de Brantôme.

En 1494, Charles VIII, entra à Rome sous la protection des Colonne, du Cardinal Julien de la Rovère et même des Orsini, malgré le pape qui tenait pour la maison d'Aragon à Naples, royaume dont le roi de France voulait s'emparer comme héritier des princes d'Anjou — Mais bientôt les Français durent fuir, et une ligue Italienne, à laquelle se joignit Henri VII d'Angleterre, se forma contre eux.

La prospérité de Rome s'accrut sous la main puissante d'Alexandre VI, mais pour le reste il suffit de rappeler les noms de César Borgia, son fils, cardinal puis duc de Valentinois; ses mœurs et ses conquêtes en Romagne; sa plus célèbre sœur Lucrece dont on a certes par trop dramatisé l'histoire, mais c'est le cas de répéter le vulgaire dicton: on ne prête qu'aux riches! Alexandre VI ne mourut qu'en 1503, par le poison préparé, disent quelques historiens, par son ordre, pour le cardinal Carneto. Cette mort du pape, suivie par une maladie de son fils César Borgia, dont Guichardini fait un tableau hideux, est jugée dans ces termes, par Voltaire: «J'ose dire à Guichardini: l'Europe est trompée par vous, et vous l'avez été par votre passion. Vous étiez l'ennemi du pape, vous en avez trop cru votre haine et les actions de sa vie. Il avait à la vérité exercé des vengeances cruelles et perfides sur des ennemis aussi perfides et aussi cruels que lui; de là, vous concluez qu'un pape de soixante-quatorze ans n'est pas mort d'une façon naturelle; vous prétendez, sur des rapports vagues, qu'un vieux souverain, dont les coffres étaient remplis alors de plus d'un million de ducats d'or, voulut empoisonner quelques cardinaux pour s'emparer de leur mobilier. Mais ce mobilier était-il si important? Ces effets étaient presque toujours enlevés par les valets de chambre avant que les papes pussent saisir quelques dépouilles. Comment pouvez vous croire qu'un homme prudent ait hasardé, pour un aussi petit gain, une action aussi infâme, une action qui demandait des complices, et qui, tôt ou tard, eut été découverte. Ne dois-je pas croire le journal de la maladie du pape plutôt qu'un bruit populaire? Ce journal le fait mourir d'une fièvre double tierce. Il n'y a pas le moindre vestige de preuve de cette accusation intentée contre sa mémoire. Son fils Borgia tomba malade dans le temps de la mort de son père; voilà le seul fondement de l'histoire du poison.» Mais qu'Alexandre soit justifié de ce crime, sa mémoire reste assez

chargée et son époque assez odieuse — Mariana, parle de Rome en 1500, dans ces termes: «La licence et le déreglement y régnèrent plus qu'en nul autre lieu du monde, le crime était sur le trône, et jamais peut-être on n'avait vu une plus honteuse corruption de mœurs, surtout parmi les ecclésiastiques qui, par la sainteté de leur caractère, auraient dû animer les autres fidèles à la pratique de la vertu.» Et cependant Rome ne perdit ni de sa prospérité, ni de sa puissance et Commine a pu dire: «Si n'était le différent des ürsins (Orsini) et des Polonnois (Colonne) la terre de l'Église serait la plus heureuse habitation pour les sujets qui soit en tout le monde.»

## SEIZIÈME SIÈCLE.

N'ayant d'autre but en faisant cette compilation que de rappeler les crises terribles et nombreuses par lesquelles la papauté a dû passer de siècle en siècle, pour les comparer à la crise actuelle, je crois pouvoir être bref pour celui-ci, dont la grande révolution est trop présente à toutes les mémoires.

Le 16<sup>me</sup> siècle commence par le règne de Jules II (1503 —1513 ) qui nous apparaît aujourd'hui en triomphateur, mais il est bon de rappeler les puissances et les obstacles qu'il trouva dans son chemin. D'abord César Borgia, auquel il dut faire restituer au domaine de l'Église, tant de villes conquises.

En 1508, sa lutte contre la république vénitienne toute puissante et la ligue de Cambrai où il s'assura le concours de Louis XII, de Ferdinand d'Espagne, de l'empereur Maximilien et des Suisses portant en lettres d'or sur leur bannière leur antique devise: *Domitores principum, amatores justitiæ, defensores sanctæ romance ecclesiæ.* — (Dompteurs des princes, amis de la justice, défenseurs de la sainte église romaine.) 1511 — 1512, guerre contre la France, contre Louis XII, que soutenaient le duc d'Urbin, Pompée Colonne et Robert Orsini, qui tous trois commandaient des armées d'Italiens et que servaient également un concile schismatique siégeant d'abord à Pise, puis allant à Milan où il déposa le pape. Toutes ces guerres furent entreprises par Jules II dans l'intérêt du pouvoir temporel et de l'indépendance de l'Italie. Il resta vainqueur, mais il est difficile de supposer une réunion plus formidable de pouvoirs ennemis. Louis XII dans sa colère, renouvela, à Milan, un serment d'Annibal contre Rome, en faisant graver sur une monnaie d'or:

«*Perdam, Babilonis, Nomen!* — Trois historiens protestants, parlent de Jules II en ces termes: «Sa belle âme était pleine de plans élevés et convenables à tonte l'Italie, (Ranke, histoire de la papauté au 16<sup>me</sup> et 17<sup>me</sup> siècle. ) «Malgré ses faiblesses et ses passions, ce pape appartient au nombre des plus beaux caractères de ce temps-là—(Léo, histoire de l'Italie.) Son esprit actif, d'une trempe forte, répondait à celui de son siècle, et la fortune l'éleva si haut qu'il domina les souverains les plus orgueilleux. Cependant son ambition ne se rapportait pas à lui personnellement, et ce n'étaient point des intérêts temporels qui étaient les principaux mobiles de ses actions. Consolider l'autorité du Saint Siège dans toute l'Europe; recouvrer les domaines de l'Église; chasser de l'Italie les étrangers, les *barbares* comme on les appelait alors, tels étaient les grands objets que poursuivait sa haute intelligence.» (Rascoë, Vie de Laurent de Medicis. ) Le tableau de Rome sous Leon X qui imposa son

nom à son siècle qui, avec autant de justice, aurait pu prendre celui de son prédécesseur, Jules II, le grand pape, le grand homme d'Etat, le grand patriote, le grand promoteur des arts et des sciences, le règne de Leon, dis-je, est ce qu'il y a de plus séduisant au monde pour les Savants, les artistes, comme pour les appréciateurs de l'élégance des manières et l'urbanité des mœurs; mais tout ce doux et brillant éclat devait agir sur l'esprit des visiteurs de façon bien différente. Erasme dit: «Le souvenir des incomparables douceurs de Rome ne peut se présenter à ma pensée sans que je sois tourmenté du désir de revoir cette ville, la plus célèbre de toutes les villes, la lumière et le théâtre du monde. Quelle agréable liberté, quelles riches bibliothèques, quelle érudition chez ses savants, quelle franche cordialité dans leurs habitudes! Où trouver d'aussi nombreuses assemblées consacrées aux lettres, d'aussi nombreux monuments de l'antiquité? Où trouver dans un seul lieu une réunion aussi nombreuse des génies de toute la terre?» (Erasme, Tome III p. 38, édition de Fraben (1540.) Un autre visiteur, un moine augustin d'Erfurt, Luther, vint à Rome à la même époque (1510) pour réclamer contre le privilège accordé aux dominicains, à l'exclusion des augustins, de dispenser des indulgences. Ce n'était plus ici un lettré familiarisé avec la science, l'esprit et les subtilités de la Grèce et de Rome, mais un rude enfant de l'Allemagne, né dans une pauvre cabane de son vieux père Hans, qui plus tard, ne trouva souvent un gîte qu'en récompense d'un cantique chanté d'une voix fraîche, habitué aux rues étroites de Wittemberg, d'une volonté ferme, d'une âme ardente exaltée dans les retraites du cloître, où la religion ne lui apparaissait qu'entourée de méditation, de pauvreté, de dures pénitences. «Luther,— dit-il. Andin, dans son histoire du grand réformateur — Luther, pauvre écolier, élevé si durement, qui souvent pendant son enfance, n'avait pour oreiller qu'une dalle

froide, il passe devant des temples tout de marbre, devant des colonnes d'albâtre, de gigantesques obélisques de granit, des fontaines jaillissantes, des *villas* fraîches et embellies de jardins, de fleurs, de cascades et de grottes. Veut-il prier? il entre dans une église qui lui semble un monde, où les diamants scintillent sur l'autel, l'or aux soffites, le marbre aux colonnes, la mosaïque aux chapelles, au lieu d'un de ces temples rustiques qui, dans sa patrie, n'ont pour tout ornement, que quelques fleurs qu'une main pieuse va déposer sur l'autel le jour du dimanche. Est-il fatigué de la route? il trouve sur son chemin, non plus un modeste banc de bois, mais un siège d'albâtre antique récemment déterré. Cherche-t-il une sainte image? il n'aperçoit que des fantaisies païennes, des divinités olympiques, Appolon, Vénus, Jupiter, auxquels travaillent mille mains de sculpteurs. De toutes ces merveilles il ne



comprit rien, ne vit rien. Aucun rayon de la couronne de Raphaël, de Michel-Ange n'éblouit ses regards. Il resta froid et muet devant tous les trésors de peinture et de sculpture rassemblés dans les églises; son oreille fut fermée aux chants de Dante que le peuple répétait autour de lui.... Il était entré à Rome en pèlerin, il en sort en Coriolan et s'écrie avec Bembo: «Adieu, Rome, que doit fuir quiconque veut vivre saintement! Adieu ville où tout est permis, excepté *a* d'être homme de bien!» Luther lui-même ne met pas tant de grandeur dans ses imprécations contre Rome. Pour lui, *c'est un ramasei de fous, de niais, d'imbéciles; une bête hideuse, un repaire de dragons, un nid de vautours et de chauve-souris; la retraite des fouines, des lutins, des gnomes et des diables.*

Enfin le grand schisme de la réforme eut lieu; Luther, dont toute l'indignation avait été excitée et la chasteté blessée par le spectacle de la vie fastueuse et de la volupté des prélats et des cardinaux, après avoir brûlé publiquement à Wittemberg (1520) la bulle de Léon X qui le condamnait, se maria, en 1525, à une religieuse, Catherine de Bohren.

Après bien des troubles et, de par la convoitise des princes allemands qui en voulaient aux richesses du clergé, en 1532, la paix de Nuremberg, où Luther triomphait, fut signée. En 1533, Henri VIII d'Angleterre qui avait écrit contre Luther le traité des sacrements qui lui avait valu le titre de *défenseur de la*, se déclara *protecteur et chef suprême de l'Église*, parce que le pape maintenait contre lui le respect d'un sacrement, celui du mariage, quand, après dix-huit années d'union, il répudia Catherine d'Aragon pour épouser Anne Boulen.

La réforme du 16<sup>me</sup> siècle fut incontestablement une des grandes crises de la papauté, mais pour tout observateur impartial elle prouve avant tout son inépuisable souplesse, son invincible force, .

Le fils de Laurent de Médicis, le Magnifique, répondait à merveille à l'esprit de cette époque, mais après Luther, il fallait toute autre chose dans l'Église, et Léon X eut pour successeur le fils d'un pauvre brasseur d'Utrecht, nommé Vantrusen, ancien professeur de l'université de Louvain, qui sous le nom d'Adrien VI, apporta au Vatican des mœurs simples, austères et quoique très savant, poète et ami d'Érasme, un assez grand dédain pour les arts dont on avait abusé. Il ne comprenait rien à la pompe qui entourait ses prédécesseurs, il lui trouvait un caractère païen, et disait: «J'aimerais mieux un cortège de paralytiques!»

La réforme qui, dans beaucoup d'esprits du temps, devait tuer l'Église, Ait précisément, avec l'odieux et horrible sae de Rome par les hordes d'Espagnols et d'Allemands, du Connétable de Bourbon, et la peste, qui en 1572 la suite, ce qui devait la réveiller, la purifier, l'agrandir. Léon X n'avait pas attendu Luther pour déclarer dès 1514, «sa ferme intention de poursuivre comme utile, comme nécessaire, une réforme générale...» Il

avait déjà prescrit aux évêques une surveillance rigoureuse sur les prédicateurs, afin de ne plus entendre à hasarder en chaire des miracles feints, des histoires apocryphes, accompagnées de mouvements exagérés et de grands cris.» Mais des malheurs étaient nécessaires et Adrien VI le comprenait en poussant ce cri douloureux; «Combien n'est-il pas cruel qu'il y ait des temps où le meilleur homme ne peut que succomber!»

Mais l'Église se transforme et se fait tout à tous, lentement, car ce n'est pas assez qu'un pape le veuille, il lui faut le temps de créer des prélats et des cardinaux selon sa pensée. C'est ce que fit Paul III, (1534 — 1550) en appelant dans le sacré collège, contrairement à l'usage, des étrangers: deux Anglais, Fisher et Reginald Pole, qu'il alla chercher en prison et dans l'exil Puis vint Marcel II (1555) dont les historiens disent que *le monde n'était pas digne de lui*.

Comme je cherche à démontrer ici la flexibilité toute démocratique de la papauté, je ne puis m'empêcher de remarquer, qu'à une époque où la noblesse était la plus fière de sa naissance et la plus exclusive, la triple couronne fut mise sur la tête d'un fils de brasseur Vantrusen, d'un pauvre vigneron des environs d'Ancône, Peretti, qui fut Sixte V, de Ghilieri, pauvre moine d'une famille anciennement exilée de Bologne, qui (ht Pie V.

Si ce siècle a vu paraître Luther, Henri VIII, et la paix de Nuremberg, il vit également, Loyola, Philippe de Neri, Saint Charles Borromée, Saint Pie V, Saint François de Borgia, Saint Louis de Gonzague, et le concile de Trente.

Il peut me suffire de rappeler ici les cinq années du règne glorieux, énergique et réformateur de Sixte V. (1585 — 1590.)

Ce siècle qui commence par Luther, finit avec Duperron et d'Ossat, humbles ambassadeurs d'Henri IV, venant, en simple habit de prêtres se prosterner devant le trône de Clément VIII, faire à genoux, à la porte de Saint Pierre, l'abjuration de toute doctrine contraire à l'Église de Rome, accepter sous serment les conditions imposées au roi par le pape, et enfin, recevoir l'absolution pour leur maître.

Mais pour apprécier ce siècle et la grande révolution qui le remplit, j'aime mieux emprunter le jugement d'un illustre historien protestant, Macaulay —

«It is impossible to deny that the policy of the church of Rome, is the very masterpiece of human wisdom. (p. 327) In fifty years from the day in which Luther publicly renounced communion with the church of Rome, and burned the bull of Léo before the gates of Wittémberg, protestantism attained its highest ascendancy — an ascendancy which it soon lost, and which it never regained. Hundreds, who could well remember brother Martin, a devout catholic, lived to see the revolution

of which he was the chief author, victorious in half the States of Europe... (page 315) Not only the church of Rome ceased to lose, but actually regained nearly half of what she had lost—(303) (Il est impossible de nier que la hiérarchie de l'Église de Rome ne soit le vrai chef d'œuvre de la sagesse humaine. — En 50 ans dn jour où Luther rompit publiquement sa communion avec l'Église de Rome et brûla la bulle de Léon devant les portes de Wittenberg, le protestantisme atteignit sou plus haut point d'ascendance — ascendance qu'il perdit bientôt et ne regagna pins jamais. Des centaines de personnes qui pouvaient bien se ressouvenir du frère Martin, un dévot catholique vivaient encore pour voir la révolution, dont il était le principal auteur, victorieuse dans la moitié des états de l'Europe. — Non-seulement l'Église de Rome ne perdit plus, mais elle regagna près de la moitié de ce qu'elle avait perdu. (Critical and miscellaneous essays by T. B. Macaulay. V. III. )

#### DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

Le XVII<sup>me</sup> siècle est le plus calme de tous ceux de l'histoire de la papauté: il compte onze papes, dont aucun ne dut fuir, qui tous moururent paisiblement à Rome, tous, doux, charitables, dignes, vèrtueux, qu'on aime, comme on aime le sort des peuples qu'ils gouvernaient; mais on sent vaguement qu'il manque quelque chose, et ce quelque chose c'est la persécution qui développe les grands génies et les grands enthousiasmes, la persécution, qu'on doit regarder, après

avoir parcouru l'histoire de l'Église, comme indispensable à sa vie militante.

Ce siècle ne fut marqué que par la lutte des Jansénistes, disciples, de l'évêque d'Ypres, et des Molinistes, élèves du Jésuite Molina; les disputes sur les cinq propositions de Jansénius condamnées par Innocent X et Alexandre VII, que Port-Royal défendit et qu'innocent XI condamna définitivement. Puis, par la déclaration du clergé de France, en 1682, (l'Église gallicane,) qu'Alexandre VIII repoussa trois jours avant sa mort, (en 1690 ou 91. C'est pendant ce siècle qu'eut lieu le retour paisible aux domaines de l'Église des États du duc de Ferrare et le duché d'Urbino, par la mort d'Alphonse d'Est et du duc d'Urbin.

Dans la première moitié du siècle, eut lieu une ligue contre le pape Urbain VIII, par la république de Venise, Farnèse, duc de Parme, et les ducs de Modène et de Florence, provoquée par des prétentions vaniteuses de préséance du prince de Palestrine, Tadio Barberini, neveu du pape. Vers 1662-63, sous Alexandre VII, après les désordres survenus à l'arrivée du duc de Créqui à Rome, Louit XIV, se croyant blessé dans

son ambassadeur, fit momentanément, par arrêt du parlement, réunir à la Provence, Avignon et le comtat Venaissin.

Enfin, en 1675, à propos d'immunités diplomatiques, Clément X reçut une nouvelle humiliation de Louis XIV qui le contraignit à rappeler une loi de douane que les diplomates ne voulurent point reconnaître comme leur étant applicable.

Les franchises ou droit d'asile qui avaient été si salutaires, si justes et si humaines à leur origine, étaient devenues un abus contre lequel les papes avaient lutté depuis longtemps et dont la défense avait provoqué les mesures, au moins brutales, de Louis XIV, soutenu par toutes les diplomaties. «Les ambassadeurs soutenaient, — dit M. Léo, — que non seulement leurs palais, mais le quartier où ils étaient situés, devaient être exempts des recherches des employés de la justice. Il en résultait que des malfaiteurs se mettaient ainsi à l'abri des châtimens et sortaient ensuite la nuit, pour commettre des vols et des meurtres.» Innocent XI avec une inflexible fermeté supprima ces privilèges, refusa de recevoir un ambassadeur de Louis XIV, le marquis de Lavardin, 16 novembre 1687, qui dut quitter Rome. Le pape resta brouillé jusqu'à sa mort avec la France, mais le nouvel ambassadeur envoyé au nouveau pape, Alexandre VIII, dut faire au préalable une déclaration qui renonçait aux anciennes exigences.

Ainsi finit le siècle du grand roi, qu'on pourrait à Rome, nommer siècle de l'étiquette

#### DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Au XVIII<sup>me</sup> siècle, jusqu'à la révolution française, Rome était le pays le plus heureux de l'Europe, au dire même de Voltaire: «Il était le seul Etat qui ait toujours joui des douceurs de la paix depuis le saccagement de la ville par Charles Quint,» et «Rome moderne possédait autant de maisons de charité que Rome païenne d'arcs de triomphe.»

Ce qui d'abord marque ce siècle, c'est la guerre acharnée contre les fouies qui trouvèrent d'implacables ennemis non seulement dans l'école philosophique, mais sur les trônes et dans les conseils des rois; Choiseul et la Chalotais en France, Charles III et d'Àranda en Espagne, Dntillot à Parme, Tannuci à Naples, Léopold à Florence, Pombal en Portugal, etc. Comme mesure de pression, la France saisit Avignon, Naples prit Bénévent Les papes résistèrent jusqu'à Clément XIV qui, en 1773, céda en les supprimant.

Les gouvernements avaient attaqué les jésuites en feignant un grand respect pour l'Église. Bientôt on attaqua la religion, et les gouvernements suivaient encore, croyant augmenter leur droit et leur puissance de tout

ce qu'on enlevait au clergé et à Rome, mais, par une logique fort simple, après les jésuites et l'Église le flot des passions populaires si imprudemment exaltées entraîna les gouvernements et les souverains. «Ils croient servir la religion, écrivait d'Àlembert, en 1762, mais ils servent la raison sans s'en douter. Ce sont les exécuteurs de la haute justice pour la philosophie, dont ils prennent les ordres sans le savoir, et les jésuites pourraient dire à St-Ignace: Mon père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font.»

Enfin la révolution française qui avait confisqué déjà Avignon et le comtat était représentée à Rome par un commissaire de la convention, Hugon de Basseville, qui fut assassiné le 13 janvier 1793, dans une émeute excitée par les couleurs républicaines odieuses au peuple romain. Cet événement aboutit à la trêve de Bologne et au traité de Tolentino.

Le 28 décembre 1797, dans une autre émeute, le général Dnphot est tué par les soldats pontificaux à la porte de Joseph Bonaparte, ambassadeur de Rome, (Palais Corsini), et les immenses sacrifices subis à Tolentino, furent vains. Le 10 février 1798, l'armée française, sous Berthier, entra à Rome; le 12 février, les troupes pontificales furent désarmées.

Cette prise de Rome n'était pas un affranchissement comme souvent on la représente de nos jours, mais une invasion. Berthier écrivit à Bonaparte: «Je suis arrivé depuis ce matin et je n'ai vu dans le pays que la plus profonde consternation. Quant à l'esprit de liberté, je n'en ai pas trouvé la moindre trace. On m'a présenté un patriote qui m'a offert de mettre en liberté deux mille galériens. Je vous laisse à penser comment j'ai accueilli une pareille proposition.»

Le pouvoir temporel du pape fut supprimé.

Le 15 février, au *forum*, le peuple reprit solennellement possession *des droits imprescriptibles de l'homme*, en présence des généraux Murat et Cervoni, par acte dressé par trois notaires; sept consuls furent nommés et l'on monta au capitole pour y planter l'arbre de la liberté.

Presque immédiatement après eut lieu, selon les traditions antiques, le triomphe de Berthier qui, la couronne de laurier en tête, monta sur les marches du capitole et déclara que les enfants des Gaules, le rameau d'olivier en main, venaient relever les autels de la liberté du premier Brutus. Les étages sortirent de prison, par ordre militaire un *Te Deum* fut chanté à St-Pierre et le général Cervoni alla déclarer à Pie VI que son autorité spirituelle serait respectée dans sa plénitude et son intégrité! Mais le 20 février, Pie VI, vieillard octogénaire, reçut l'ordre de quitter Rome. Il se rendit en Toscane et les membres du sacré collège furent arrêtés ou dispersés.

Rome abandonnée et reprise était dans un état lamentable. Le célèbre Paul Louis Courier, qui s'y trouvait comme officier de l'armée française, écrivait à un ami: «Je ne sais point d'expressions assez tristes pour vous peindre l'état de délabrement, de misère et d'opprobre où est tombée cette pauvre Rome que vous avez vue si pompeuse, et de laquelle à présent on détruit jusqu'aux ruines. On s'y rendait autrefois, comme vous savez, de tous les pays du monde. Combien d'étrangers qui n'y étaient venus que pour un hiver y ont passé toute leur vie! Maintenant il n'y reste plus que ceux qui n'ont pu fuir ou qui, le poignard à la main, cherchent encore, dans les haillons d'un peuple mourant de faim, quelque pièce échappée à tant d'extortions et de rapines.»

«L'Italie entière nous obéissait, — dit un historien français, M. de La Goumerie, auquel j'emprunte ces détails, — partout surgissaient des républiques pénétrées de l'esprit du *contrat*, et il semblait que l'Église ne pouvait échapper à la ruine qui gagnait de proche en proche toutes les institutions antiques. Son chef, le vénérable Pie VI, avait été entraîné au-delà des Alpes malgré son âge de plus de quatrevingts ans. On fut obligé de le porter à bras dans les sentiers escarpés du Mont Genève; ses cheveux blancs comme de la neige étaient agités par un vent piquant.» Pie VI fut entraîné à Briançon, puis à Valence, mais là ses forces furent épuisées et le 29 août 1799, il mourut «Cette mort, — poursuit M. de La Gournerie, — comblait les vœux et les espérances des sectes philosophiques. Les cardinaux étaient dispersés et les mesures les mieux combinées avaient été prises pour interrompre enfin cette dynastie des papes dont la couronne toujours portée par des vieillards, avait été plus solide sur leur tête qu'elle ne l'avait été sur la tête des rois.»

Quatre mois après, les cardinaux étant parvenus à s'assembler dans un cloître de Venise, St-George Majeur, ils élurent, le 9 juin 1800, Barnabo Chiaramonti, qui, le 17 du même mois, sous le nom de Pie VII, fit son entrée triomphale à Rome, aux acclamations délirantes, du peuple.

«Dans ce moment, — dit encore, M. de La Gournerie, — la France subissait une révolution nouvelle; l'ordre et les lois y reprenaient vie sous une puissante dictature et le jeune vainqueur de l'Italie entamait des négociations avec le pontife, pour le rétablissement du culte catholique dans le royaume de St-Louis. Ainsi, l'œuvre de la philosophie sceptique s'en allait en lambeaux; chacun répudiant son héritage, et ce XVIII<sup>e</sup> siècle, qui avait usé ses forces à tuer l'*infâme* pour parler l'argot de Voltaire, était condamné, à sa dernière heure, à être témoin de son plus beau triomphe.»

Serait-il hors de propos, de raison et de prudence, de se demander ce qui arriverait, si le général Cialdini montait au capitole au nom du roi d'Italie? Si un ordre expulsait Pie IX et si les carabinieri le menaient

mourir n'importe où?—Si jamais l'étude du passé a pu suggérer des probabilités d'avenir, la réponse n'est pas difficile à faire.

#### DIX-NEUVIÈME SIÈCLE JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE.

Après les pompeuses protestations de respect du premier consul envers le pape, Pie VII consentit à se rendre en France pour couronner le nouveau César.

Mais dès lors, ces bonnes dispositions parurent s'affaiblir devant le rêve d'une monarchie universelle et il était sourdement question de retenir le pape en France, à Avignon ou même à Paris. Le St-Père qui en fut informé, dit à un des grands officiers de la couronne: « On a répandu le bruit qu'on pourrait nous retenir en France. Eh, bien tout est prévu: avant de quitter Rome, nous avons signé une abdication régulière, valable si nous sommes jeté en prison. L'acte est hors de la portée du pouvoir des Français; le cardinal Pignatelli en est dépositaire à Païenne, et quand on aura signifié les projets qu'on médite, il ne vous restera plus entre les mains qu'un moine misérable qui s'appellera Bamabé Chiaramonti.»

Napoléon qui répondait à un de ses ambassadeurs qui désirait savoir comment il fallait traiter le pape: «Comme s'il avait 200,000 hommes!» jugea probablement que son appréciation était restée endessous de la réalité, et Pie VII rentra dans Rome le 16 mai 1805, après six mois d'absence.

Il y eut trois années de paix à Rome, mais bientôt le *successeur de Charlemagne* voulut faire sentir le poids de son autorité, il écrivit au cardinal Fesch, «Le pape désormais doit se résigner à tout ce que l'empereur seul exigera. Il se considère à son égard dans les mêmes rapports que Charlemagne avec les prédécesseurs du pontife actuel.» Pie VII repoussa ces prétentions avec énergie, et il est assez curieux de se rappeler que c'est pour n'avoir pas voulu renvoyer de Rome les agents de Sardaigne, d'Angleterre, de Portugal et de Suède, pour n'avoir pas voulu fermer ses ports aux vaisseaux anglais, qu'il encourut toute la colère de Napoléon qui s'écria: «Le pape n'est plus digne de garder les biens que Charlemagne a donnés à ses prédécesseurs pour le bien de la chrétienté, puisqu'il les fait servir au profit des hérétiques anglais,» et il donna la principauté de Ponte Corvo à Bernadotte qui se lit protestant, et Bénévent à Talleyrand, qui était évêque. Le 2 février 1808, le général Miollis entra à Rome, y commanda en maître souverain, exila des cardinaux, chassa des ministres du pape.

Le 10 juin 1809, la ville éternelle fut déclarée la seconde ville de l'empire, déclaration à laquelle Pie VII répondit par une bulle d'excommunication qui fut attachée sur les murs des Basiliques.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, le général Radet brise les portes du Quirinal, pénètre dans les appartements du pape et lui signifie qu'il ait à renoncer à toute autorité temporelle. Pie VII refuse et fut immédiatement conduit, avec le cardinal Pacca, dans une voiture dont les portières furent fermées à clé.

L'exil de Pie VII dura cinq ans, de 1809 jusqu'à son retour le 24 mai 1814. «Arrivés au Pont Milvius, — dit le cardinal Pacca qui accompagnait le pape, — nous trouvâmes les commissaires d'État, c'est-à-dire les prélats et les seigneurs séculiers auxquels avait été laissé le gouvernement provisoire, qui venaient offrir leurs hommages à sa Sainteté. On détela alors les chevaux de la voiture et vingt-quatre jeunes romains, tous de familles distinguées et habillés d'une manière uniforme, se mirent en devoir de la traîner... D'autres ont longuement parlé de l'allégresse du bon peuple romain et du dévouement, de l'amour qu'il manifesta dans cette entrée triomphale. Pour moi, je n'oserais en parler dans la crainte d'en donner une idée trop fautive. Je dirai seulement que partout, sur le passage de sa Sainteté on voyait une multitude de personnes dont la voix était étouffée par les larmes et qui s'efforçaient en vain de mêler leurs vœux aux acclamations dont retentissait toute la ville. Leurs gestes d'ailleurs et leurs regards étaient bien plus éloquents que n'auraient pu l'être leurs paroles.»

Le 22 mars 1815, à l'arrivée de Murat à Terracine, Pie VII dut fuir Rome de nouveau et se retira à Gènes. Mais cette absence ne fut pas longue, le 2 mai, l'armée napolitaine ayant été battue à Tolentino, le pape rentra dans sa capitale le 7 juin.

Je crois devoir m'arrêter ici, car en 1815 commence la phase toute moderne de l'histoire papale.

Après ce coup d'œil rapide jeté sur une lutte incessante de dix-huit siècles qui constitue l'histoire de la papauté, en se rappelant que ce pouvoir, en apparence si faible et qu'on feint de dédaigner aujourd'hui, a soutenu ce long combat et a triomphé de tout ce que l'imagination peut rêver de colère, de puissance, de brutalité matérielle et de subtilité d'esprit, on peut certes conserver une opinion favorable ou hostile, mais au moins il serait puéril de rapetisser la question, de ne pas reconnaître l'impossibilité de maintenir à Rome un chef politique à côté du chef de l'Église et de ne pas avouer que la disparition du pape ne serait rien moins que la plus grande révolution des âges modernes.

Que l'on songe un instant au pape loin de Rome! n'aura-t-il pas immédiatement l'appui des gouvernements de tous les pays où il ne sera



pas pour le ramener au Vatican et lui reconstituer une indépendance plus nécessaire encore aux autres qu'à lui-même? La puissance de la papauté est bien grande dans le monde, elle s'appuie sur près de 200 millions de consciences qui peuvent sommeiller, mais ne sont pas mortes, et ceux qui pourraient en douter encore, je les assigne au jour où le saint père serait contraint d'abandonner l'Italie,, car la conscience catholique se manifesterait alors dans toute sa force et toute sa grandeur.

En écrivant ces choses je n'ai nul besoin de me ressouvenir que je suis catholique. Je n'écris pas un plaidoyer et je puis citer des auteurs protestants qui, sans être de cette église et sans l'aimer, au nom de l'histoire, et de la philosophie, lui ont rendu d'éclatants témoignages. J'en' veux rappeler un pour finir. Le grand historien anglais, protestant, Maeaulay, dans un travail remarquable sur l'histoire des papes d'un antre protestant prussien, Léopold Rauke, dit: (Je traduis' mot; à mot)

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu sur la terre une œuvre de pôlitique humaine aussi digne d'examen que l'Église catholique romaine. Son histoire unit ensemble les deux grands âges de la civilisation humaine. Aucune autre institution n'est restée debout qui puisse transporter la pensée aux temps où la fumée des sacrifices s'élevait du Panthéon et où les lions et les tigres bondissaient dans l'amphithéâtre de Plavien. Les maisons royales les plus fières ne datent que d'hier quand on les compare avec la lignée des souverains pontifes....

».... Et nous ne voyons aucun signe qui annonce que le terme de la longue domination — de l'Église catholique — approche. Elle a vu le commencement de tous les gouvernements et de tous les établissements ecclésiastiques qui existent aujourd'hui dans le monde; et nous n'avons aucune assurance qu'elle n'est pas destinée à voir la fin de tous. Elle était grande et respectée avant que le Saxon mit le pied en Bretagne, — avant que le Franc n'eut passé le Rhin, — quand l'éloquence grecque florissait encore à Antioche, — quand les idoles étaient encore adorées dans le temple de la Mecque. — Et elle peut encore exister dans son indomptable vigueur, lorsque quelque voyageur de la Nouvelle-Zelande viendra s'asseoir, au milieu d'une vaste solitude, sur le débris d'une arche du Pont de Londres, pour esquisser les ruines de St-Paul!»

Puis à propos des temps plus modernes:

«Les Arabes ont une fable d'après laquelle la grande Pyramide fut bâtie par des rois antédiluviens et seule, de tous les travaux des hommes, résista au poids des eaux. — Ainsi fut la destinée de la papauté. Elle fut submergée sous la grande inondation, mais ses robustes fondations sont demeurées intactes et, quand les eaux se retirèrent, elle apparut seule au milieu des ruines d'un monde qui avait passé. La république de Hollande avait disparu, et l'empire germanique, et le grand conseil de Venise, et la

vieille ligue helvétique et la maison de Bourbon, et les parlements et l'aristocratie de France . . . »

L'Europe était pleine de jeunes créations — un empire français, un royaume d'Italie, une confédération du Rhin. Et ces événements n'avaient pas seulement affecté les limites et les institutions politiques. La distribution de la propriété, la composition et l'esprit de la société avaient dans la plus grande partie de l'Europe catholique, subi un complet changement. Mais l'immuable Église était toujours debout. Quelque futur historien, aussi capable et aussi modéré que le professeur Rauke, tracera, nous l'espérons, les progrès du rétablissement catholique au XIX<sup>me</sup> siècle.» VI.

## VI.

## DE L'IMPORTANCE DE LA PAPAUTÉ POUR L'ITALIE.

SON INCOMPATIBILITÉ AVEC LE NOUVEAU ROYAUME.—DEVOIR DE L'ITALIE  
ENVERS LA CHRÉTIENTÉ.

«Le suprême pontificat,—disait le comte Rossi, est la seule grandeur qui soit debout et qui, restant à l'Italie, lui attire le respect et les hommages du monde catholique.»

La grande erreur de M. de Cavour a été de méconnaître cette vérité qu'il avait soutenu lui-même dans le *risorgimento*. En effet l'action de l'Église ne se renferme pas dans les limites de l'Italie — qu'on lui soit favorable ou contraire, il faut lui reconnaître cette puissance. Or l'Église est opposée à l'unité piémontaise ou centralisée; de courageuses résistances se montrent partout et si l'on trouve quelques prêtres, c'est comme politique, non comme religieux et presque tous reviendront dès qu'il leur sera démontré que c'est une illusion de croire que leur chef spirituel peut rester libre et indépendant à Rome, avec un roi et un parlement au Quirinal.

L'Italie oublie trop qu'elle doit compte à la chrétiété du Pape. L'Europe demande bien compte à la Russie de la Pologne, et elle ne peut invoquer qu'une interprétation d'un article du traité de Vienne. Mais ces réflexions arrivent tardivement, s'il s'agit de prévenir des malheurs, une telle révolution n'a pins le pouvoir de s'arrêter; cependant les illusions ont déjà en partie disparu, la réaction s'opère dans beaucoup d'esprits et vient en appui aux opposants. L'unité Italienne n'est déjà plus, dans le langage vulgaire, que l'unité Piémontaise, les obstacles se multiplient dans son chemin, et son œuvre désormais, dans plusieurs provinces, ne peut plus être celle de la violence ouverte et avouée.

Je crois devoir déclarer d'abord, que je ne vois aucun devoir pour le catholique, si fervent qu'il soit, de lutter pour que le domaine temporel du Pape soit plus ou moins étendu. On peut défendre son droit comme souverain, qui ne doit pas être plus violé que celui de tout autre prince; mais je n'hésite pas à avouer avec le Comte J. de Maistre, que «Il «y a une grande erreur dans la cour de Borne, qui croit le Saint-Père «souverain, puis Pape, c'est tout le contraire!» Oui! c'est le contraire, mais en mettant au premier rang le caractère pontifical, ce qui est essentiel pour le catholique, comme pour l'homme d'état qui ne veut pas'

céder aux passions et aux haines du moment, c'est que l'exercice de ce ministère spirituel soit indépendant au point de n'être pas même suspecté. C'est une condition de repos pour les consciences, de moralité et d'ordre pour les peuples, d'indépendance pour les gouvernements, qu'un protestant, un incrédule, un philosophe, ne peut pas plus dédaigner qu'un croyant orthodoxe. Et s'il en est ainsi pour les pays les plus lointains, que n'en doit-il pas être en Italie, qui après tout, est le peuple le plus catholique de la terre. Si j'en excepte l'émigration qui a rapporté de l'exil des idées aussi étrangères que la langue dans laquelle elle les a apprises, l'Italie en masse a ses indifférents, ses incrédules, roms n'a pas un ennemi de l'Église, et cela n'est pas étrange, la réforme qui remua les peuples et les consciences, bien plus que ne peuvent le faire la politique et l'unité, n'a jamais pu y inspirer un sentiment de haine pour le catholicisme.

Macaulay dit avec raison: «The irreligious Italiens simply disbelieved christianity, without hating it They looked at it as artists, or as statesmen, and so looking at it, they liked it better in the established form than in any other.»

(Les irréliigieux Italiens simplement cessent de croire au christianisme, mais sans le haïr. Ils le regardent en artistes ou en hommes d'état, et le voyant ainsi ils l'aiment mieux dans la forme établie que dans toute autre.)

Ce qui distingue les peuples Italiens d'aujourd'hui, c'est un relâchement, une indifférence, une horreur de toute lutte qui les rendent capables du bien sans vertu et du mal sans vice; toute énergique conviction leur est importune, mais dans aucun des camps qui divisent le pays on ne doit accepter ce silence comme une adhésion.

Je crois que personne ne contestera que Rome et l'Italie modernes sont l'œuvre de la papauté. Je crois avoir assez prouvé que l'unité centralisée de l'Italie est incompatible avec la papauté à Rome. Par quel oubli de leur grandeur passée, par quel mépris de leur gloire future, par quel aveugle dédain pour tout ordre à l'intérieur, pour toute suprématie au dehors, les Italiens ont-ils pu s'arrêter à un programme qui suscite de si formidables difficultés, contre les quelles ils useront leurs stériles efforts et qui, s'ils les surmontent, vont les diviser et amener l'anarchie! Ils invoquent leur droit comme nation mais tout est complexe dans ce monde, c'est d'un orgueil injuste que de ne reconnaître qu'un droit: la liberté a son droit, mais l'autorité a le sien; il y a le droit de l'homme, mais il y aussi le droit de Dieu ou de la société; l'avenir a des droits, mais ils n'engendrent que désordre et tyrannie quand on ne fait pas une part prudente et légitime à ceux du passé.

Il y a des époques dans la vie des peuples où de longs abus appellent et rendent excusables, jusqu'à un certain certain point, une réaction absolue qui foule aux pieds tout ce qu'elle trouve dans son chemin, mais notre génération, fille de la réforme et de la grande révolution française, pourrait-elle se faire pardonner un tel excès? Notre société est troublée, mais son but aujourd'hui n'est pas de proclamer un axiome nouveau de politique ou de religion; ce qui fait notre crise c'est la recherche et le besoin de retrouver un centre de gravité, ce qui est une œuvre de transaction, de calme et tout ce qui est extrême ou violent\* est contraire au but et ne peut que prolonger la tourmente et les périls.

«Le caractère dominant et permanent, dit M. Guizot, de l'esprit révolutionnaire, est la passion, tantôt la passion de la science, tantôt la passion d'une idée fixe et exclusive devant laquelle s'évanouissent tous les droits qui la gênent et à laquelle tous les moyens sont bons pour se satisfaire, la ruse aussi bien que la violence, tantôt la menace, tantôt la séduction, aujourd'hui l'attaque au pouvoir, demain le mépris de la liberté. L'Italie nous offre en ce moment l'un et l'autre spectacle. Dans le royaume de Naples, après avoir chassé le roi, une armée étrangère fait la guerre à, je ne sais pas bien quelle partie, mais certainement une partie considérable du peuple napolitain qui regarde les Piémontais comme des étrangers et ne veut pas de leur domination. Pour dompter la résistance, on exile, on emprisonne, on fusille les prisonniers de guerre; on incendie les villes. Dans la question romaine ces procédés ne sont plus de mise, la France couvre Rome; on tente d'autres voies: on s'adresse au public catholique, au pape lui-même, on essaye de l'intimider; que dis-je? de le persuader, on le presse de céder an temps, de se résigner à la nécessité, d'accepter les transformations qu'on lui offre! On craint d'exciter trop de troubles en portant sur lui des mains violentes, on lui demande d'abdiquer pour épargner à ses ennemis l'embarras de le détrôner.»

Ces réflexions ne sont que trop vraies et l'on ne peut que s'émerveiller de la légèreté avec laquelle des hommes d'état dont on admire l'intelligence ont jeté leur pays dans une telle situation.

On est trop enclin à ne voir dans tout ce qui se passe aujourd'hui en Italie, que la réalisation des espérances des illustres citoyens qui ont préparé l'indépendance, tandis que leur but est de beaucoup dépassé, leurs conseils, qui cependant ne datent que d'hier, relégués avec dédain comme des vieilleries d'un autre temps. J'ai eu l'occasion de les citer presque tous. Il me reste le dernier, Gioberti. — Il parle de l'Italie indépendante, de l'hégémonie piémontaise, non de l'unité dont il ne voulait pas. Ce qu'il voulait, c'était une Italie confédérée avec le Pape, sans le Pape, même malgré le Pape, mais jamais *contre* le Pape, car il voulait conserver à la *restauration son caractère religieux*, il proclamait

hautement les admirables conditions de la hiérarchie catholique qui contient le principe du salut de l'Italie. «Vous faites bien d'espérer, mon bon Montanelli, mais dût notre espérance être déçue, il faudrait nous en consoler, car la renaissance italienne se fera même en dehors du Pape et elle restera catholique. Dès le temps de Grégoire XVI, dans cette nuit profonde où personne ne pouvait pressentir l'aurore du règne de Pie IX, j'esquissais le plan d'un ouvrage où je montrai que la hiérarchie catholique, dans son admirable disposition, contient un principe de salut pour l'Italie, même sans le concours du souverain Pontife, en dépit même de sa volonté contraire. Si les choses empirent à ce point de nous ôter tout espoir dans le pape régnant, je terminerai, et je publierai cet ouvrage. Si je ne m'abuse, il suffira pour conserver à notre restauration son caractère religieux et pour tranquilliser les consciences dans le cas où nous serions forcés de faire au gouvernement romain une opposition civile et politique. Mais avant de recourir à ce parti extrême, il faut laisser à Rome, *Spatium* (Lettres de 1848.) J'admets et réclame avec Gioberti *spatium recipiscendi*, mais avec moins d'anxiété.

Gioberti, quoique sans aller jusqu'à l'unité, a commis la faute la plus commune en ce monde, la plus naturelle aux grands esprits militants, celle de faire la part trop petite au temps et de se croire, avec la conscience d'avoir bien labouré et semé, le droit d'assister à la révolte. C'est le malheur de presque tous les hommes supérieurs, de mourir avec le doute de leur œuvre parce qu'ils l'abandonnent inachevée. Les générations qui conçoivent ne sont pas, en fait d'idées, celles qui enfantent et le temps de la gestation est en raison de la durée de la vie. Peut être qu'un peu d'illusion sous ce rapport est nécessaire pour stimuler le dévouement et l'enthousiasme. Comment se consacrer avec ardeur à une pensée qui ne doit prendre corps qu'après nous? Gioberti le pressentait malgré lui, car je trouve dans son *rinnovamento*: «C'est à Pie IX que nous serons redevables si quelque jour se réalise le rêve de Dante et de Machiavel. C'est par lui qu'est devenu nécessaire ce qui était inespéré—inévitable ce qui paraissait impossible!» Mais Gioberti a été *trop pressé* et parce que l'émancipation de l'Italie par la papauté n'a pu se faire instantanément sous ses yeux, il s'est mis en violente contradiction avec lui-même, oubliant et répudiant au premier point d'arrêt le travail de toute sa vie; il a manqué de foi à sa propre conscience et s'est écrié:

«L'idée de ma Rome est à tout jamais discréditée, rangée parmi les rêves et les utopies!» J'en appelle de Gioberti puérilement découragé à Gioberti plein de vie, de force et de science. *Rome* n'est pas une conception gratuite de son esprit, il ne l'a pas créée, il l'a en entrevue aux lumières de l'histoire, des besoins de la nature humaine, de la

philosophie et de la foi et elle ne cesse pas d'exister parce qu'un instant son regard troublé parla poussière des passions politiques a cessé de l'apercevoir. Lui qui répète si souvent qu'il faut *variare prudenter secondo i tempi* — varier prudemment selon les temps,— veut-il réfuter l'usage de cette sage prudence à la cour de Rome?

Il est vrai que la recette de Gioberti dans le *rinnovamento civile d'Italia* faisait du Pape un rétribué ou pensionné de l'Italie et de l'Europe, mais en enlevant au Souverain Pontife son autorité temporelle il n'a jamais abouti à l'unité italienne.

En exaltant avec un légitime patriotisme le rôle initiateur du Piémont, Gioberti a dit de belles choses de l'hégémonie piémontaise, mais il ne lui a jamais attribué la mission de conquérir tous les états de l'Italie pour les centraliser. Le seul point qu'il discute est la question de savoir si le Pape doit être mis à la tête de la confédération et il conclut négativement. Mais il ne voulait rien qui put toucher à l'indépendance du chef spirituel de l'Église, en admettant l'*opposition civile et politique au gouvernement romain*. Sa grande préoccupation était de *tranquilliser les consciences* et de conserver à la *son caractère catholique*. En un mot, il voulait la fédération qui seule, tôt ou tard pourra constituer une Italie.

«La confédération italienne, dit encore M. Guizot, supprimerait, et ce serait son plus précieux mérite, supprimerait la question de Rome, cette question suprême que l'unité italienne est forcée de résoudre par la spoliation de la papauté et qui pèse, comme un arrêt fatal, sur le nouveau royaume d'Italie. J'admets pour ce royaume les chances les plus favorables, que la France retire de Rome ses troupes, que le Piémont s'y établisse, que le parlement de Turin s'y transporte; croit-on que la question romaine serait alors vidée? Ce serait alors au contraire qu'elle éclaterait dans toute sa gravité. Il faut aux peuples des faits matériels, de grands signes extérieurs pour qu'ils comprennent les événements et en reçoivent ces impressions souveraines qui leur en révèlent la portée. Tant qu'il ne s'agit entre la papauté et le nouveau royaume d'Italie, que de la possession de quelques territoires et de questions savantes sur l'organisation de l'Église, les populations catholiques en France, en Espagne, en Allemagne, partout où il en existe, ne sont pas profondément émues et troublées, elles n'ont pas assez de ferveur passionnée pour se précipiter au devant des alarmes; on leur dit et elles croient aisément que ce sont là des questions d'ambition et de politique où la religion n'est pas sérieusement intéressée. Mais si elles voyaient le siège même de la papauté envahi, le Pape fugitif, l'Église catholique ébranlée dans ses fondements et réclamant partout avec anxiété son gouvernement, son droit, sa capitale, son repos, c'est alors que les populations catholiques ressentiraient le coup et feraient paraître leur ressentiment. La

république française est morte sur l'échafaud de Louis XVI; que deviendrait le nouveau royaume italien en présence du Pape détrôné, errant et mendiant au milieu de la Chrétienté?»

Je sais bien qu'à Turin la question ne se pose pas ainsi: ou écarte avec soin toute idée d'incompatibilité entre le royaume italien et la papauté en Italie, mais je ne m'arrête pas à ce mirage qui ne peut être qu'illusion ou hypocrisie: L'entrée du roi à Rome en chasse le Pape et si le Pape consentait à y demeurer, ce que, dans aucun cas, je ne puis admettre, le souverain ne tiendrait pas longtemps contre le Pontife. Victor Emmanuel serait-il plus fort que ne l'ont été les Césars, les chefs barbares, les empereurs romains et la république française? Périr ou tuer serait sa seule alternative. Tout à Rome est pontifical, c'est le résultat d'un travail de dix-huit siècles et il n'y a point de place possible pour un roi, à moins que nouveau César il ne se fasse investir lui-même du suprême pontificat, ce qui ramènerait la situation au point du départ. La tradition en existe dans la maison de Savoie dont le premier duc (1383-1451) fut l'anti-pape Félix V.

Dans les rares moments où l'Italie s'est trouvée unie, nominalement du moins, Rome était en dehors. «Depuis la déposition du dernier monarque carolingien (Charles le Gros) parla diète de Trebur en 887, jusqu'au règne d'Othon le Grand, l'autorité des princes qui portèrent momentanément le titre d'empereur, fut toujours vacillante et contestée. Cependant Rome ne faisait point partie du royaume d'Italie: elle ne relevait que de la couronne impériale et, pendant les vacances de l'empire, elle recouvrait son indépendance.» (Sismondi, t. 1, p. 139.) Et même sous Othon, quand l'Italie avait cédé, le Pape seul resta en lutte avec l'empereur pour l'indépendance de l'Italie.

Depuis cette époque aucun souverain n'est resté à Rome, aucun n'y est entré si ce n'est qu'en pénitent ou par la brèche en conquérant l'épée et la torche à la main. C'est entre ces deux attitudes que le roi d'Italie devra choisir quand il voudra transporter son trône dans la ville des souverains Pontifes.

Que deviendrait Rome, la ville éternelle, dans ce bouleversement, Rome si grande, si remplie de bien et de mal, dont la puissance, dit un auteur, ouvre de si vastes horizons à l'amour du beau, du bon, du moral, que les croyants son frappés de ce qu'on pourrait y faire, et les incroyables de ce qu'on y a fait. Les Romains, bien moins encore que les Napolitains et les Toscans, n'admettront jamais la domination du Piémont; ceux qui les appellent aujourd'hui comme libérateur?, n'en croient faire que leurs instruments, leurs mercenaires, les Suisses du peuple. Où sera donc l'autorité? Je crois que c'est M. P. J. Proudhon qui dit quelque part: Point



de société possible sans autorité, mais infailliblement dès que l'autorité tombe aux mains de la multitude il en sort un tyran!

«Rome par ses pontifes, reste à la tête du mouvement qui ne cesse de s'opérer dans les études et dans les idées de l'humanité, et les monuments de la science prennent, dans la demeure des papes, un espace qui s'agrandit de jour en jour, à mesure que la science elle-même s'étend-et s'enrichit.» (Raoul Rochette, 1841. )

Voltaire, dans son dictionnaire philosophique, article Saint Pierre, dit: «La meilleure réponse à faire aux détracteurs du Saint Siège est dans la puissance mitigée que les évêques de Rome exercent aujourd'hui avec sagesse, dans la longue possession, dans le système d'un équilibre général qui est aujourd'hui celui de toutes les cours.»

Et Sismondi — (V. 1 p. 119) «Les papes (au 11<sup>me</sup> siècle) employaient les richesses ecclésiastiques dont ils disposaient et les aumônes qu'ils obtenaient des fidèles occidentaux, à protéger les églises et les couvents contre les profanations des barbares (les Lombards), en sorte que le pouvoir croissant de ces pontifes sur la ville de Rome, était fondé sur les titres les plus respectables des vertus et des bienfaits.»

Je ne crains pas de prédire que le jour le plus malheureux du roii d'Italie, celui d'ou dateront ses infortunes, sera le jour de son entrée à Rome. Qu'il y soit guidé par son ambition personnelle ou par un aveugle patriotisme, il aura privé l'Italie de sa grande puissance morale et de sa plus grande gloire; des grands centres comme des plus humbles chaumières, du monde entier comme de son propre entourage, sortira un cri de réprobation et il s'apercevra trop tard que lui aussi a servi d'instrument à beaucoup de rêves, à quelques haines et il pourra se rappeler ce que Tertullien écrivait déjà aux romains du 2<sup>me</sup> siècle: «Si la multitude des chrétiens vous eut quittés, la perte seule de tant de citoyens vous eut assez punis. Vous auriez été effrayés de votre solitude, de l'étonnement du monde qui aurait paru comme mort.»

Le rôle que des conseillers imprudents ou perfides font jouer à S. M. Victor Emmanuel n'est pas nouveau dans l'histoire, au chapitre précédent j'en ai cité de nombreux exemples. Il serait au moins orgueilleux d'espérer, en parcourant la même voie, d'arriver à un autre résultat C'est une rude tâche de combattre le pape, non dans quelques détails de discipline, dans quelque interprétation de dogme ou dans quelques rapports de l'Église à l'État, de la théologie à la politique, mais comme l'exige implacablement l'unité italienne telle qu'on vent la faire, dans, son existence, dans sa liberté, dans son siège dont il faut l'exclure. Chaque coup qu'on lui porte, contrairement à tout autre pouvoir, au lieu de l'abattre, l'agrandit, le sanctifie, l'élève. «Ce n'est pp& de la terre mais du ciel, dit M. Guizot, que le christianisme a reçu ses forces, et quand il

est menacé de les perdre, c'est en se rattachant au ciel, à sa source surnaturelle, qu'il les retrouve.» Les partisans de l'imité ne savent pas tout ce qui les attend à Rome, ils ne savent pas, quel que puisse être encore leur nombre aujourd'hui, combien leurs rangs, vont s'éclaircir. «Aucune religion, dit Sismondi (v. xvi p. 409), ne pénètre plus avant dans le cœur de l'homme que la religion catholique<sup>^</sup> parce qu'aucune n'est plus fortement organisée, aucune ne s'est plus complètement subordonné la philosophie moderne, aucune, n'a plus entièrement asservi les consciences, aucune n'a institué comme elle le tribunal de la confession qui réduit tous les croyants à la plus absolue, dépendance de son clergé, aucune n'a des ministres plus détachés de, tout esprit de famille, plus intimement unis par l'intérêt et l'esprit de corps. La religion est de toutes les puissances morales auxquelles? l'homme est soumis, celle qui peut lui faire le plus de bien et le pins de mal:»

M. de Sismondi protestant, enfant du 18<sup>me</sup> siècle, n'est pas enclin à exalter la puissance d'une religion dont il n'est pas l'adepte, et dont il ne veut pas être le défenseur, mais la, vérité s'impose et puisqu'il eu est ainsi, qu'on apprécie comme on veuille cette puissance, puisqu'elle est, il est du devoir de la politique de compter avec elle et de s'en servir — du moins de ne pas la mettre contre soi. La faute, la grand faute de M. de Gavonr, c'est d'avoir méconnu cette prudence, cette sagesse, ce devoir politique; cette faute a frappé son œuvre d'impuissance et a légué à son roi et à son pays une longue expiation. Quelque chose me dit qu'il en avait la conscience en expirant, car la dernière parole qu'on cite de lui est: «*L'accord de la religion et de la liberté, fera cesser les révolutions dans toute l'Europe!* (6juin) Quelle condamnation de l'unité italienne qui n'a de chance de succès que dans la suppression de tonte liberté de l'Église, dans la spoliation et l'expulsion du pape!

Lorsque Pierre le Grand voulut transformer son empire en rompant avec les vieux préjugés russes, il alla fonder sa capitale dans les marais de la Néva. Aux motifs que l'histoire lui prête, il faut, je crois, en ajouter un qui suffirait à lui seul pour justifier cette vaste conception, il fallait flair Moscou où les préjugés et les traditions auraient défié, sa main de fer et sa volonté tyrannique. — Les unitaires italiens auraient utilement pu méditer cet exemple avant de proclamer si légèrement. Borne, la capitale indispensable de l'unité. Cette résolution n'était qu'une fleur de rhétorique parlementaire, car la vieille Europe n'en est plus au temps où l'on fonde une capitale par un vote ou un arrêté, surtout quand cet arrêté implique la suppression de plusieurs antres capitales. La France a une capitale avec toutes les prérogatives qui s'attachent à ce titre; Paris est bien le cœur et la tête de l'empire, tout le reste du pays se fait honneur de la suivre et de l'imiter — mais il n'en est pas ainsi en Italie; Turin, Milan,

Florence, Naples, Païenne, même Modène et Parme, sont des centres qui rayonnent autour d'eux.

Pour atténuer un peu les difficultés que l'établissement de la capitale à Rome doit rencontrer, on signale avec complaisance l'esprit sceptique de notre temps qui assistera sans émotion à l'exil du pape, qu'on entourera du reste d'égarde, de bien-être, de respect. — C'est encore la plus dangereuse des illusions, et les propagateurs de l'unité l'apprendront à leurs dépens; à côté de beaucoup d'incrédules il y a de bien plus nombreux croyants, et l'Église catholique n'a pas perdu sa puissance de persuasion. Sans remonter au delà de notre siècle, n'y a-t-il pas un enseignement dans ce que nous avons vu, qu'en présence de l'indépendance rationnelle qui domine, en présence de *esprit sceptique de notre temps*, Rome fait de nombreuses et illustres conquêtes, Gaspard de Buffalo, fondateur d'une *congrégation* à Borne, Lord Spencer et les passionnistes, les frères de la charité de l'abbé Rosmini, les conférences de Saint Vincent de Paul, répandus partout, les convertis Newman, Oakley, Wilberforce, Moore Capes, Talbot Manning, Lord Fielding, etc., en Angleterre, le pays d'Henri VIII.

Le poète Werner, Pierre de Joux membre du consistoire de Genève, le savant de Haller, l'historien Hurter, le grand artiste Overbeck, en Allemagne et en Suisse, pays de Luther et de Calvin.

Le duc Adolphe Frédéric de Mecklembourg Schwerin et sa sœur princesse royale de Danemark; la princesse de Solms Bareuth; les princes et princesses Galitzia, Gagarin, Suetchin, Walkonski. —

Le Babbín Drake, Jacob Liberman, Alphonse de Batisbonne, parmi les Israélites de France.—Ces quelques noms dont on pourrait étendre la liste forment un argument qui ne peut être dédaigné ni par la raison ni par la politique. Tous ces hommes ne manquent certes ni d'intelligence, ni de cœur, ni d'instruction, ni de lumière, ils sont les enfants d'un siècle libre penseur, élevés dans une foi contraire à l'Église de Borne, ils ont entendu et quelques uns même ont pris la parole dans cette protestation contre l'esprit du catholicisme et tous, cependant, ont du sentir une conviction bien ardente et bien dévouée pour renoncer à leur monde, à leur position, à leur fortune, pour rompre avec leurs amis, parfois même avec leur famille et accepter une vie d'abnégation, de dépendance absolue, et pour quelques-uns, comme Liberman, de misère.

Que l'on pense de ces dévouements ce qu'on voudra, mais il me paraît de devoir élémentaire, en politique, de tenir grand compte de la loi, du système, du préjugé — quelque soit le nom qu'on lui applique, -rqui sait les inspirer sans relâche depuis 18 siècles, sous un chef unique et toujours vainqueur: LE PAPE.

## VII.

## DE LA PAPAUTÉ.

## DE SA COMPATIBILITÉ AVEC LA LIBERTÉ ET LE PROGRÈS. DES RÉFORMES.

Dans la guerre formidable et acharnée qui se fait aujourd'hui à la papauté comme pouvoir politique, les griefs principaux que j'entends énoncer, ceux du moins qui viennent se placer dans le cadre du travail qui m'est demandé, sont, que le gouvernement temporel du pape, irrévocablement lié aux traditions du passé, relevant d'un dogme supérieur qui n'admet point de transaction, mettant en Dieu même la source de toute autorité, est forcément hostile à toute liberté, incompatible avec tout progrès de l'esprit humain. En conséquence, n'ayant à espérer aucune réforme sérieuse, aucune concession aux besoins nouveaux du temps, il faut mettre fin à ce gouvernement ou se condamner à une perpétuelle immobilité.

J'espère que toutes les accusations peuvent être enfermées dans ces trois points, car je n'en voudrais dissimuler aucune.

Ce qui m'étonne en lisant les innombrables réquisitoires contre le gouvernement de Borne, c'est le persistant abus de mots qui se donnent des airs d'accusation indiscutable: les *vieux abus*, les *lois surannées*, les *biens de main morte*, le *droit d'asile*, le *recrutement à prix d'argent*, *mille pratiques barbares, tyranniques*, etc., toutes choses suffisamment prouvées par leur simple énonciation, qu'un nombreux public accepte sans examen et condamne avec horreur. — Je ne veux pas me donner la tâche de défendre ces *monstruosités*, mais dans les âges passés il y avait de grandes et précieuses libertés qu'il serait bien honorable pour notre époque de pouvoir restituer aux peuples. Les lois surannées — mais je n'en connais guère qui ne viennent en ligne droite de Moïse et des Romains, et je ne sache pas que cette origine surannée leur ait fait tort dans le respect des légistes. Les biens de main morte niais ils existent en Angleterre et aux États-Unis, que ceux qui s'élèvent avec le plus de force contre cette institution, nous citent toujours comme de précieux modèles à suivre; ils ne sont d'ailleurs pas indispensables. Le droit d'asile — mais il fut à son origine la plus libérale et la plus salutaire des institutions et n'existe guère plus aujourd'hui qu'à titre d'immunité diplomatique

reclamée par les ambassadeurs étrangers. Le recrutement à prix d'argent — c'est encore ce qui existe en Angleterre, que l'on réclame ailleurs comme un progrès, et dont la suppression provoque en ce moment, une insurrection populaire en Amérique. Mille pratiques barbares et tyranniques, — cela est facile à dire, mais avant de me livrer à l'horreur qu'elles inspirent, je voudrais les connaître et les discuter.

Je n'entends certes pas soutenir qu'à Rome tout est parfait et qu'il n'y a rien à faire. Au risque de blesser des préjugés et des faiblesses, je déclare que des réformes sont indispensables et que tout ce qui pourra stimuler ses défaillances, je le regarderai comme un bienfait, mais il y a deux classes de gens qui réclament des réformes, celle qui veut en abuser, faire une arme de la concession et un crime du refus, et celle qui, pleine de foi dans sa force, dans son avenir, dans; la liberté, appelle de tous ses vœux une conversion politique qui, en définitive, ne serait que le retour aux anciennes traditions, qui réduirait au silence ceux de ses ennemis qu'elle ne pourrait ramener, et apporterait à la prédication religieuse l'immense appui des sympathies politiques des peuples. Les hommes qui pensent ainsi sont bien nombreux et si j'osais, je mettrais à leur tête le Saint-Père lui-même, qui disait dernièrement à propos du cardinal Antonelli: Che volete! il cardinale è un gatto rescaldato! (le cardinal est un chat échaudé.) Quoi\* qu'il en soit, cela ne justifie pas une foule de reproches non fondés.

Le moyen âge, le passé, mots qui ont la prétention de réveiller tant de choses affreuses à l'esprit épouvanté de nos modernes, ne sont, quand il s'agit de Rome, qu'une image fantastique. Le moyen âge est compris, entre Constantin et la Renaissance; c'est l'époque de l'agonie de l'empire romain et de l'invasion des barbares, c'est-à-dire, alors qu'une seule autorité dans le monde luttait contre les crimes de la force brutale, contre un joug abrutissant; que l'humanité, la justice, la liberté, la civilisation, avaient un unique défenseur—or, cette autorité, ce défenseur, qui triomphèrent de tous les obstacles, c'étaient l'Église et le pape! Parlons donc du moyen âge, et il n'est pas nécessaire de croire, il suffit de savoir un peu, pour s'incliner avec respect et reconnaissance devant le successeur des papes, ces bienfaiteurs de l'humanité, qui ont retiré le monde de cette nuit désordonnée et sanguinaire.

Le reproche qu'on peut faire aujourd'hui au gouvernement temporel des papes, c'est d'avoir trop subi l'influence de l'esprit moderne, de n'être pas, en 1815, revenu aux traditions du passé en restituant à ses provinces leurs anciens droits, de n'avoir pas conservé un peu plus de l'esprit ancien de la papauté qui se plaçait avec tant de courage à côté des peuples qui se défendaient contre la violence et l'injustice.

Quand les populations des États de l'Église réclament des libertés, elles n'invoquent et ne doivent invoquer que le moyen âge, ou du moins le passé, car ces libertés ont toutes été pratiquées et sont toutes inscrites dans les capitulations de Bologne, signées par le pape Nicolas V en 1447 et ont existé jusqu'à l'invasion française en 1797.

Nous sommes tous aujourd'hui plus ou moins centralisateurs, c'est-à-dire, plus ou moins tyranniques — c'est le vice de l'esprit moderne, c'est l'écueil sur lequel il doit se briser. En attendant cet esprit nous incline à condamner le passé sans examen.

En politique, dire d'une chose qu'elle est ancienne, équivaut, dans beaucoup d'esprits, à dire qu'elle est mauvaise, comme si le monde avait été créé en 1789. Je ne veux pas nier ce que cette époque a exercé d'influence grande et salutaire, mais en reconnaissant ses services cela ne m'oblige pas à être injuste pour les temps antérieurs. Or en Italie, au point de vue de la liberté, de la prospérité et de la dignité, 1798, l'année où les troupes françaises proclamèrent la république romaine, a marqué, malgré quelques progrès administratifs, un recul, une décadence, un avilissement qui rappellent en la complétant, l'époque néfaste de 1530. 1530 confisqua la liberté des peuples, 1798 y ajouta la confiscation de la liberté des citoyens.

Le travail des derniers siècles a été d'adoucir les mœurs, l'Europe a dû humaniser et discipliner les éléments barbares qui l'avaient envahie. — Ce travail là appartient exclusivement à l'Église, en Italie surtout, et c'est une singulière préoccupation de rapporter au temps moderne, à la révolution française, l'honneur d'avoir proclamé la liberté. Je ne crains pas d'exagérer en affirmant de la façon la plus absolue que, lorsqu'on voudra faire dans les États du pape quelque chose de libéral, il ne sera que puéril de procéder à priori, puisqu'il suffit de renouer la chaîne du temps, de remonter à un autre âge pour se donner toute la puissance d'un modèle, d'un droit historique, d'une tradition.

Ce que je reproche et qu'en conscience je crois avoir le droit de reprocher à l'unité italienne, ce sont les formules et les procédés de la révolution, de l'empire, du congrès de Vienne et de la restauration des États de l'Église, c'est-à-dire que, dans un but qu'elle proclame honnête et national, elle se croit tout permis et n'a que dédain ou colère pour les droits et les volontés nationales.

L'écueil le plus dangereux pour la justice dans l'esprit humain, c'est la réaction, car il paraît toujours équitable aux hommes de répondre à une violence par une violence, d'employer à leur tour les moyens dont ils ont souffert et qu'ils ont le plus condamnés dans leurs ennemis. C'est là le tort, l'immense tort du congrès de Vienne dont l'œuvre, malgré sa solennité, manque, à ce titre, de condition vitale. Les guerres de la

république et de l'empire avaient violé tous les droits en faveur de la révolution et de la conquête, le congrès de Vienne les viola tous à son tour, dans l'intérêt de la monarchie et de l'idée de centralisation née de la longue lutte contre la France. 1814 — 1815 ne fut pas plus une époque de restauration que de confiscation, car les procédés sommaires de la violence armée furent appliqués au bénéfice de l'autorité héréditaire de quelques princes au mépris du droit des peuples et d'une foule de petits princes.

Gela me ramène à la pensée dont, à mon sens, on abuse le plus contre l'autorité politique des papes. Dire que les concessions que le temps exige de ce pouvoir d'immuable permanence, constituent une nouveauté, c'est réveiller dans l'esprit des masses, la pensée d'incompatibilité absolue. Or, la vérité, je le répète, c'est que pour donner satisfaction entière à toutes les exigences de liberté et même d'indépendance, il suffirait au Saint-Père de revenir purement et simplement aux droits politiques et aux institutions du passé.

Lorsque l'Église acquit des Bentivoglio, Bologne, sous Jules II, Ferrare de la maison d'Est, sous Clément VIII, lorsque les Romagnes, Rimini, Forli, Imola, Faënza, furent conquis au domaine des papes par César Borgia, ces contrées passèrent sous l'autorité temporelle des souverains Pontifes avec des droits, des privilèges, des immunités qui les rapprochaient du *self government*, et qui, aujourd'hui, dépasseraient de beaucoup les ambitions les plus libérales.

Le traité ou capitulation de Nicolas V, accordé à Bologne, stipule:

«Que la ville et le territoire seront gouvernés par des magistrats élus par le peuple, conformément aux lois et usages du pays;»

«Que ces magistrats régleront toutes les affaires publiques avec le légat envoyé par le pape;»

«Que les revenus publics, ordinaires ou extraordinaires, seront employés au profit de la province et administrés par les magistrats d'accord avec le légat;»

«Que la commune pourra payer autant de soldats qu'elle le jugera nécessaire pour la sûreté et la défense de l'État — ces soldats étant enrôlés du consentement du légat et jurant fidélité à lui et aux *magistrats du peuple*;

«Que les magistrats et les *réformateurs* (corps suprême de la république qui prit ensuite le nom de sénat, ce qui n'indiquait pas un progrès libéral,) pourront envoyer des ambassadeurs au souverain pontife, *même malgré le légat*, mais pas à d'autres princes.»

En vertu de ces stipulations qui dépassent tout ce qu'ont jamais pu vouloir les partisans de la *nullification* dans l'Amérique du Nord contre l'autorité fédérale, le sénat de Bologne, jusqu'en 1797, votait les impôts,

décrétait les dépenses, assurait les intérêts de la dette, payait le tribut au pape, auprès duquel il entretenait un agent, avec le titre d'ambassadeur, qui jouissait à Rome de toutes les immunités et de tous les honneurs reconnus aux membres du corps diplomatique de premier rang.

La légation de Ferrare était à peu près dans les mêmes conditions vis-à-vis du pape suzerain, c'est-à-dire qu'elle se gouvernait d'une façon indépendante, politiquement, administrativement et militairement avec un légat dont l'autorité était plus nominale qu'effective.

La légation de Ravenne, un peu moins bien traitée, avait cependant son existence particulière, et sa plus lourde obligation envers le souverain de Borne, dit M. Cha. de la Varenne, auteur peu suspect, auquel j'emprunte ces détails, consistait en un tribut annuel de 600 mille bancs.

Il en était de même des Bomagnes qui conservèrent, dit le Père Ventura, les noms de duché, de marquisat, de comté, attestant ainsi leur autonomie et faisant comprendre, qu'en s'unissant aux États de l'Église, elles ne s'y étaient point *fusionnées*.

Cela prouve, et je suis loin de vouloir le dissimuler, qu'en 1815, la restauration des États de l'Église a été comme partout, sous l'influence mauvaise de cette époque, une confiscation du droit des peuples, mais cela prouve également et d'une manière incontestable, ce me semble, que pour améliorer la condition politique italienne il ne faut pas répudier le passé, se faire un monstre imaginaire du *non possumus* des papes et croire bénévolement qu'il faut attendre de l'avenir, ou du moins emprunter à 89, de nouveaux droits et de nouvelles formules; cela prouve que le saint siège, qu'on se plaint à représenter comme indissolublement lié à des principes du temps passé irréconciliables avec les progrès et les libertés de l'avenir, a, dans ses anciennes traditions, des libertés politiques qu'à Turin aucun homme d'état n'oserait inscrire dans son programme, car elles sont bien positivement incompatibles avec l'établissement et l'existence de l'*unité*. — Que les Légations et les Romagnes réclament aujourd'hui ces vieilles libertés, cette charte d'un pape du 15<sup>me</sup> siècle, et le gouvernement unitaire, bien plus que le pape, devra leur répondre par un inévitable et absolu *non possumus*.

La papauté est suspecte aux amis de la liberté; on fait à son action politique des reproches qui ne sont pas toujours immérités quand on s'interroge que quelques années, un jour de sa longue histoire. l'Église s'est appuyée sur les gouvernements parce qu'ils lui étaient favorables, mais aujourd'hui que tous lui sont plus ou moins hostiles, que le principe de la liberté de conscience n'est invoqué la plupart du temps que contre la foi et interprété comme un droit contre toute croyance; la libre Eglise dans le libre Etat, conçue de façon à contester au prêtre son droit de citoyen et à le contraindre à la retraite et à l'inaction devant l'ennemi, en



même temps qu'on supprime le moine comme désœuvré et membre inutile dans l'activité sociale, il n'est pas difficile de prévoir que l'Église va chercher son point d'appui dans la liberté démocratique et je ne vois pas ce que l'État y gagnera comme autorité. Quant à l'Église, elle n'a rien à y perdre. Ces révolutions qui se sont accomplies plus d'une fois dans la longue histoire de Borne, sont lentes comme tout ce qui est puissant et profond, l'Église a le temps, elle pourra laisser passer ses adversaires d'aujourd'hui, comme elle a laissé passer le paganisme, les idoles, les Césars, les barbares, les empereurs, tant de peuples, d'écoles et de dynasties quelle a vu naître et mourir. C'est une grande imprudence de l'unité italienne que d'oublier ce passé, et je crois fermement que ceux qui travaillent aujourd'hui à expulser les membres du clergé du domaine de la politique les y ramènent à leur insu avec une force et une autorité d'autant plus grandes qu'elles auront été plus contestées. «Rien ne s'accorde moins, dit M. Guizot, que le respect de la conscience et le mépris de la foi, la liberté religieuse et l'irréligion.» Un bon conseil, au gouvernement de Turin et aux puissances qui guident l'Europe aujourd'hui, dans l'intérêt de la stabilité et de l'avenir, c'est de ne pas désintéresser l'Église de l'ordre et du respect de l'autorité politique. Le clergé dans beaucoup de pays est déjà indifférent, un pas de plus et il sera hostile. Quel puissant allié on crée à la révolution! Les exemples à méditer ne font pas défaut. Lorsque la théocratie papale menaçait l'indépendance du pouvoir civil en France, le clergé lui-même par la voix éloquente et respectée de Bossuet proclama les libertés de l'Église gallicane. — Pourquoi ce même clergé redevient-il ultramontain? Parce que le danger n'est plus là à cette heure, parce qu'il s'est déplacé et que ce qui est, ou ce que le monde religieux croit être menacé aujourd'hui, c'est l'indépendance et la liberté de l'Église.

Ajoutons pour l'Italie en particulier, que nul n'aura d'action sur les masses s'il leur apparaît en ennemi de la religion. On y est peu avare de blâme pour le clergé dont une partie s'y prête souvent, il faut l'avouer, mais s'arrête au ministre, et il ne serait pas toléré de passer au ministère — c'est ce qui trompe bien des étrangers.

La papauté a été l'alliée protectrice des peuples, partout où il y a eu des peuples. Cette alliance lui est naturelle, l'ancienne devise des Suisses Je prouve surabondamment: *Domitores amatores justitiae, dejensores sanctae romanoe ecclesiae.* — Mais quand les peuples ont abdiqué, le premier devoir de la papauté, celui d'agir sur tous, lui a fait une loi de s'allier aux souverains. Aujourd'hui que le monde retourne, dit-on, plus que jamais à la démocratie, l'Église retournera à l'alliance populaire. Que l'on croie à sa charité ou à son ambition, quelque motif que l'on invoque, de par ses défauts ou de par ses qualités, elle doit en arriver là.

En me permettant d'exprimer aussi catégoriquement mon opinion sur la couleur toute populaire que doit *reprendre* bientôt la politique romaine, je dois à ma loyauté d'ajouter qu'il existe bien peu d'hommes dans le gouvernement du St-Siège aujourd'hui que cette idée n'épouvanterait pas; car, je viens de le dire, les réformes ne sont pas toujours réclamées avec bonne foi, et je dois reconnaître qu'en ce moment leur efficacité serait au moins douteuse. Je les voudrais cependant, aussi larges et aussi nombreuses que possibles; d'abord parce qu'il faut faire le bien pour le bien et qu'il importe avant tout d'enlever à la cause de ses adversaires toute justice, toute raison, tout prétexte; je les voudrais sans me flatter de satisfaire, de désarmer ainsi les partis ennemis qui, d'ailleurs, ne marchandent pas l'aveu de leur implacable haine: Dans un manifeste du comité national romain du 30 décembre dernier, je lis: «La question qui occupe les esprits n'est pas de savoir comment le pouvoir temporel doit continuer à exister, mais comment ce dernier et triste débris du moyen âge doit >» disparaître. Rome ne peut ni demander ni accepter des concessions, quelles qu'elles soient.» Mais je crois la papauté assez puissante pour n'avoir pas à s'arrêter devant cette jactance mercenaire, qui, après tout, n'est qu'une tactique méditée. Du reste il n'y a ici qu'une question d'opportunité et il me suffit de constater que le dogme et la tradition n'ont rien à y voir, que par la nature même de sa constitution, l'Église est organisée de manière à suivre la règle de St-Paul, *se faisant tout à tous*. Mais il est au moins étrange d'entendre toujours reprocher au St-Siège son immobilité. Oui, il est immobile sur les articles de foi que sa mission première est de conserver dans leur pureté, leur intégrité et de propager dans l'univers; mais pour tout le reste, c'est de tous les gouvernements qui ont existé dans le monde le mieux organisé pour la marche, puisqu'il se recrute sans cesse dans le peuple par voie d'élection, et qu'il n'exige de ses éligibles, ni condition de naissance, ni de caste, ni de rang, ni de nationalité; le seul qui se soit adapté à tout les âges, à tous les états de la société; qui non seulement s'est fait tolérer, mais s'est fait accepter comme guide au grand bénéfice de la civilisation.

La pratique de la liberté politique est tout entière dans l'élection. Le principe électif est la clef de voûte de toutes les théories libérales modernes; le seul principe de droit que l'on oppose à tous les droits anciens. — Est-il juste et logique de ne tenir aucun compte de ce principe à la papauté, dont la triple couronne a été transmise de pontife à pontife, depuis dix-huit siècles, par voie d'élection, quand le plus grand triomphe qu'ambitionnent les réformateurs est de faire les gouvernements, sur ce point essentiel, à l'image du gouvernement des papes? Rome, comme tout ce qui est fort et légitime, est lente et sage, elle fait une résistance,

travail aussi salubre aux autres qu'ingrat pour soi, qui peut paraître exagérée aujourd'hui et à des moments donnés, mais qui, somme toute, dans le cours des temps, s'est montrée bienfaisante en calmant des transformations trop passionnées et trop brusques. Mais l'élasticité de cet immense pouvoir est telle, je ne puis assez le redire, qu'il s'est plié à tous les régimes, à toutes les puissances, à toutes les barbaries, pour leur imposer le droit, la raison, la justice, pour les adoucir et les civiliser.— Que des libéraux sincères qui ne veulent pas renfermer des siècles dans une heure, viennent soutenir que ce pouvoir est devenu incompatible avec la liberté, l'indépendance des peuples, le progrès de l'esprit humain, c'est faire preuve d'ignorance historique et philosophique à la fois.

«Pour conseiller l'Église, dit M. de Courcelle, il faut la connaître et pour la connaître il faut l'aimer!» Il faut quelque chose de plus encore: une grande témérité. Il ne faut pas s'attendre à voir le gouvernement du pape se jeter à la légère dans le champ des expériences politiques. R marche d'un pas plus lent mais plus sûr, et les réformes que la papauté peut accomplir, sont la décentralisation; des libertés communales et provinciales qui assurent aux peuples des droits immenses s'exerçant dans toute l'étendue de leur compétence, ce qui leur garantit la raison, la modération et les lumières; des libertés locales qui n'oppriment personne et ne peuvent arriver à ce despotisme des majorités qui n'est que trop fréquent dans les pays centralisés. Pour faire cela, je l'ai montré plus haut, Rome n'a besoin que de revenir à ses propres traditions, en partie à ce qui a existé avant 1815 et qui, j'en ai l'espoir et la conviction, sera le but que poursuivra dans l'avenir la civilisation libérale de tout les pays.

Une seule liberté, je crois, la liberté des cultes, ne pourra être proclamée dans le domaine immédiat de l'Église catholique, dont le gouvernement ne peut être ni indifférent, ni *athée*. «Il faut que les deux pouvoirs soient confondus dans le gouvernement romain, — disait M. Odilon Barrot à l'Assemblée législative en 1849, — pour qu'ils soient divisés dans le reste du monde!» Mais si pour le principe on doit se heurter éternellement au *non possumus* des papes, ne soyons pas logiciens à toute outrance, c'est l'art de tout pervertir, le droit, la raison, la justice; regardons dans la pratique ce que peut la tolérance et nous verrons à Rome des hommes professant toutes les religions qui y jouissent de plus de liberté que dans beaucoup d'autres pays. Cette exception d'ailleurs n'existe pas seulement à Rome. Pendant combien\* de siècles la libérale Angleterre n'a-t-elle pas proscrit sous peine capitale l'exercice du culte catholique? Ce n'est que d'hier que les nombreuses incapacités qui frappaient les dissidents de l'Église officielle ont été levées en partie. Qu'on examine les lois de la Suède et du Danemark qui punissent de la prison et de la confiscation toute conscience qui

manifeste un symbole contraire à celui de l'État. S'est-on avisé de demander la suppression des gouvernements de l'Angleterre et du Danemark au nom de leur incompatibilité avec la liberté des cultes ? Et cependant leur existence n'était pas exigée par deux cents millions de consciences répandues sur toute la surface du globe.

Cette exception peut blesser la théorie, le principe absolu et l'on peut en faire bruit de loin, mais en Italie elle n'a aucune importance. Les Italiens sont catholiques, ils ne conçoivent pas qu'on puisse être autre chose chez eux, et s'ils cessent de croire à *leur* église ils ne sont rien. J'ai la plus intime conviction que, si le souverain pontife pouvait abdiquer son devoir dans cette question pour la soumettre au suffrage universel de tous les peuples d'Italie, elle en sortirait plus exclusive et moins tolérante.

Dans l'ordre humain et spécialement en politique, qui est l'art de gouverner les hommes le moins possible et le plus possible par eux-mêmes dans les limites de leur compétence, dès que, par une logique inflexible, on arrive spéculativement au bien absolu, on cesse d'être pratique. La création n'est harmonique que dans la diversité, tout y est multiple et, par quelque point, contradictoire, aux yeux du moins d'une logique superficielle. Et il en est de même du gouvernement des peuples, toujours placé devant des tendances et des besoins contraires dont il doit également respecter le droit et réprimer l'excès, et il me semble que le plus parfait, ou, puisque la perfection est refusée aux œuvres humaines, le moins imparfait des gouvernements, serait celui qui embrasserait, avec le moins de frottement, le plus grand nombre de contradictions. Rien de plus ordinaire que des déductions logiques qui dépassent le raisonnable. La liberté des cultes est en politique une des plus précieuses libertés, mais elle n'a jamais été l'œuvre d'une autorité religieuse qui est intolérante par amour. Les protestants eux-mêmes qui ne se sont insurgés contre l'unité et l'autorité de Rome qu'au nom du libre examen, à peine constitués se sont hâtés de prescrire une profession de foi emportant des pénalités sévères contre les récalcitrants, et ont inscrit dans leur code civil, comme délits punissables, des *péchés* du domaine exclusif de la conscience religieuse. — A Boston, une ancienne loi punit le mari et la femme coupables de s'être embrassés le dimanche.

Il faut donc en prendre son parti, le pape peut proclamer chez lui et sans réserve toutes les libertés, moins l'égalité des cultes qu'il ne peut admettre que comme souverain temporel et *tolérer* comme souverain pontife. Cela peut être regrettable aux yeux d'une philosophie indépendante de la pratique qui attache plus de prix au mot qu'à la chose, mais c'est un fait inévitable dans toutes les religions formulées. Nous sommes donc dans cette alternative, ou de tolérer cette intolérance ou de

détruire toute les Églises, toutes les croyances ayant un culte et des dogmes. — Entre ces deux termes le choix ne peut être douteux et nous ne pouvons être plus scrupuleux que les Américains du Nord qui, s'ils ne sont pas un exemple à imiter, sont du moins une preuve qu'au nom de la liberté politique la plus absolue et la moins contestée, on peut admettre des restrictions au régime commun, puis qu'ils ont établi le district capitale de Colombie, dont les habitants sont privés de tous droits politiques, placés dans les mêmes conditions où se trouverait l'État romain, si le reste de l'Italie était république et que le Saint-Père ne cédât rien de son autorité politique sur ses sujets. Et cela s'est fait en Amérique, *a priori*, sans aucune des mille raisons sérieuses que peut invoquer l'Église, cela s'est fait comme simple mesure de sécurité et de durée pour le *self-government*, rappelant le mot de M. Odilon Barrot que je viens de citer. Les citoyens de Washington et de la Colombie ne doivent avoir aucune liberté, pour que le reste de la république soit libre.

Il est bon de rappeler ici que malgré ce principe, Home possède des temples non catholiques, sans parler des synagogues du Ghetto dont le régime bien adouci a été cependant un progrès sur la vallée d'Égizie où l'antiquité païenne vendait si chèrement l'exil aux Israélites; qu'une chapelle luthérienne occupe la cime du capitole.

C'est une tactique fort ordinaire et communément employée que de prêter à ses adversaires des devoirs supposés, des liens imaginaires, des prétentions exagérées ou fausses, pour se donner le facile plaisir de les réduire en poussière et de se draper en vainqueur. Les amis de Home ne sont pas *ipso facto*, comme on voudrait le faire croire à Turin, les ennemis de la liberté, du développement politique et économique de l'Italie. S'il en est pour qui la nouveauté est suspecte, qui s'effraient des réformes comme d'un inconnu, qui s'épouvantent à l'idée d'une participation quelconque du peuple dans le gouvernement, ce sont les plus timides et les moins convaincus; mais il en est beaucoup d'autres avec plus d'énergie et plus de foi dans la puissance papale, qui regardent comme attentatoire à la liberté, abusif, tyrannique, toute intervention de la force dans le domaine de la foi; qui veulent la liberté de conscience toute entière, non seulement pour nier mais aussi pour affirmer; qui veulent, en dehors de Home, du gouvernement immédiat du pape, la séparation complète de l'Église et de l'État, ce qui n'implique pas la guerre; qui veulent pour le laïque le droit civil de l'incrédulité, la faculté de combattre tout ce qu'il croit erreur ou mensonge, et pour le croyant, celui de combattre cette incrédulité, de prêcher sa foi, d'exercer son culte, et selon sa liberté et sa conscience, tous ses droits de citoyen. Ces idées là ne sont pas rares en Italie parmi les hommes les plus sincèrement dévoués au St-Siège. Ceux-là n'ont point peur des réformes, ils les

appellent de tous leurs vœux, et j'ai souvent entendu la paraphrase de ces mots venus du dehors: *Il ne faut pas que Rome désespère ses amis et exaspère ses ennemis! Il faut qu'elle fasse de manière à ce qu'on puisse être à la fois catholique et libéral et que nul n'ait le droit d'en douter!*

M. Guizot dans son dernier livre dit: «Je me représente quelquefois ce qui arriverait si, un jour, le pouvoir suprême de l'Église catholique, la papauté, acceptait pleinement, hautement, le principe de la liberté religieuse. Non pas le principe de l'indifférence de l'esprit, mais celui de l'incompétence et de l'illégitimité absolue de la force en matière de foi. Ce principe ne touche à aucune des bases essentielles du catholicisme, ni à l'unité, ni à l'infaillibilité spirituelle de l'Église et de son chef, ni à aucun dogme proprement religieux!»

Ce que l'illustre historien philosophe se représente comme un thème spéculatif existe depuis longtemps en fait, et cette évolution de la papauté dans la politique se réalisera complètement, j'en ai la conviction. Rome y prélude déjà. Pie VII et le cardinal Consalvi, subissant l'esprit centralisateur et réactionnaire du congrès de Vienne, ont été un point d'arrêt. — Pie VIII, dans un règne malheureusement trop court, n'a pu qu'indiquer la voie nouvelle — Grégoire XVI, ce qui pourra étonner beaucoup de monde et que je puis cependant personnellement affirmer, apporta au Vatican des idées de réforme et de liberté qui ne sont demeurées stériles que par l'influence autrichienne et la timide irrésolution du cardinal Bemetti — Pie IX a glorieusement inauguré l'ère nouvelle et ne s'est arrêté dans ses généreuses aspirations que lorsqu'il s'est trouvé isolé entre le vieux parti absolutiste qui avait peur et Mazzini qui, avec une rare et diabolique habileté dont nous connaissons aujourd'hui le perfide programme, entourait le souverain pontife de ces tapageuses et hypocrites ovations, dans le but bien prémédité de l'accuser de défection à la cause nationale pour s'en défaire ensuite par le meurtre ou l'exil. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner jusqu'à quel point ces fanatiques turbulents et sans principes ont été ingrats pour le souverain et ennemis de leur pays, de la réforme et de la liberté dans le monde; mais on peut léguer cette question à l'impartiale histoire, et comme le temps aujourd'hui va vite, beaucoup de contemporains vivront assez pour entendre son verdict. Elle n'oubliera pas qu'en 1846, un mois après son exaltation. Pie IX offrit une amnistie générale. «Nous tendons la main, disait-il, nous offrons la paix du cœur à ceux de nos enfants égarés qui voudront se montrer repentants!» Sur 1,600 proscrits, un seul, Térenzio Mamiani, refusa cette amnistie.

Elle n'oubliera pas, qu'en juillet 1847, le Saint-Père créa la garde nationale, qu'ensuite il donna le statut constitutif des municipalités, puis la consulte d'État, puis la responsabilité hiérarchique des agents du

pouvoir. Enfin, un ministère laïque, ayant en tête ce même comte Mamiani, le seul sur 1,600, qui avait dédaigné la grâce du Saint-Père.

Elle n'oubliera pas, que le seul grief que les mazziniens eux-mêmes aient pu articuler, c'est le refus de Pie IX de déclarer la guerre à l'Autriche, déclaration qui n'eut pas été moins folle et moins imprudente pour le prince, qu'injuste pour le souverain pontife.

Elle n'oubliera pas qu'en novembre 1848, le comte Rossi travaillait à l'unité fédérative de l'Italie, quand il fut arrêté dans son œuvre par le poignard des assassins.

Ce qu'on fait aujourd'hui en Italie, ce que feront les malheurs inévitables que j'entrevois, c'est préparer l'apothéose de Pie IX et de son ministre le comte Rossi. Le jour n'est pas loin où l'on dira ce que, lorsque les passions s'étaient un peu calmées, des esprits éclairés, sages et impartiaux, ont dit de Louis XVI et de Turgot: Toutes les conquêtes de la révolution étaient faites; en la prolongeant, on n'a pu que l'ensanglanter, la rendre infâme, déshonorer la liberté et provoquer des réactions. Il est difficile de se représenter tout le mal qu'a fait et fera encore à la liberté le souvenir odieux de 93. — Celui de l'assassinat du comte Rossi à Rome, exercera la même influence.

## VIII.

## DE L'UNITÉ DE L'ITALIE, AU POINT DE VUE DE L'INTÉRÊT DE L'EUROPE; DE LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE; DE L'INTÉRÊT DU PIÉMONT.

Après avoir examiné la question italienne au point de vue des principes, de l'histoire, de la nationalité, de la liberté et de la papauté, il me reste, pour conclure, à l'examiner au point de vue des intérêts de l'Europe, de la politique de l'Angleterre et de la France, et de l'intérêt du Piémont lui-même.

L'intérêt de l'Europe est, et ne peut être que la paix, la liberté et le contentement de toutes les nations, membres de la grande famille<sup>^</sup> du développement pacifique et continu de tous les éléments de richesse et de bien être; en un mot, du progrès moral, intellectuel et matériel. Tout ce qui tend à s'écarter de cette voie est ennemi de l'Europe et ne peut être favorable qu'à une opinion spéciale, à un parti, à un peuple, à un grand peuple bien entendu, car le faible ne peut se faire illusion et se flatter de faire prédominer son intérêt particulier sur l'intérêt général, et c'est ce qui établit à priori un antagonisme permanent et naturel entre les petites et les grandes puissances. Je crains que ce n'est pas dans cet esprit d'indépendance et de solidarité que l'opinion publique juge aujourd'hui les grandes questions qui se posent devant elle. Les révolutions passées se sont faites au cri de *liberté et d'égalité*, elles ont certes des malheurs et des crimes à leur charge, mais il en est sorti de bonnes choses; que sortira-t-il de celles qu'on veut faire de notre temps aux noms si vagues de la *nationalité* et de l'*unité*? Je ne puis m'empêcher de croire que ce sera la compression, la tyrannie, l'abus de la force contre les faibles, un point d'arrêt ou un recul de la civilisation du monde.

La question italienne, qui soulève tant de questions, semble avoir donné le vertige à notre époque. Les esprits les plus honnêtes défendent la violation du droit; les amis de la nationalité, l'étouffement de plusieurs nations bien distinctes; les dévôts de la liberté, une compression sanguinaire et un gouvernement qui ne peut s'établir et durer qu'en supprimant les plus précieuses libertés; les défenseurs d'une division salutaire entre l'Église et l'État hors de Borne, la dépendance de l'Église à



Home même, car je crois acquis qu'avec le roi à Rome le Pape ne peut être que subordonné, maître souverain ou proscrit M. Thiers, dans son histoire du Consulat et de l'Empire, rapporte ce mot du Premier-Consul en 1802: «On reproche au Pape d'être un souverain étranger. Il est étranger en effet et il faut en remercier le ciel Le Pape est hors de Paris et cela est bien. Il n'est ni à Madrid, ni à Vienne et c'est pour cela que nous supportons son autorité spirituelle. A < Vienne, à Madrid, on est fondé à en dire autant On est heureux qu'il réside hors de chez soi et qu'il ne réside pas chez des rivaux. Ce sont les siècles qui ont fait cela et ils l'ont bien fait Pour le gouvernement des âmes c'est la meilleure, la plus bienfaisante institution qui se puisse imaginer!» Ces paroles répondent à la situation avec une clarté, une précision et un à-propos qui valent tout un livre.

N'est-il pas étrange qu'en présence de deux combinaisons: *l'unité* telle que je l'ai vingt fois définie, et une *fédération monarchique* qui laisse le repos à l'Église, aux consciences et le pape à Borne, qui comporte pour le citoyen la plus large somme de liberté, d'indépendance et surtout de *compétence* dans l'exercice de son droit, (condition si importante pour la liberté et si complètement négligée par l'esprit politique moderne) qui, par surcroît, assure le mieux la paix des peuples et les affranchit le plus efficacement des visées ambitieuses de conquêtes, qui n'ont que trop souvent ensanglanté le monde en faisant passer les nations alternativement du rôle de bourreau à celui de victime—n'est-il pas étrange que tant d'esprits se soient attachés à l'unité? Cependant l'unité est d'origine barbare et guerrière, la division dans une mesure naturelle est le premier et le dernier mot de la civilisation. — Attila, Gengiskhan, Timourling entraînaient derrière eux des peuples entiers, femmes, enfants, vieillards. Les économistes ont prouvé de notre temps les avantages de la division du travail pour l'industrie et leurs arguments s'appliquent tous à la division de l'exercice des droits politiques des citoyens; dans l'un et l'autre cas, la division assure un pins haut degré de compétence et sait faire une place légitime aux antagonismes. Quoiqu'il en soit, pour nous relativement faibles et neutres par devoir de fondation, pour nous qui n'avons qu'à souffrir, qu'à perdre et rien à gagner dans le jeu cruel de la guerre, si notre situation nous interdit toute initiative dans ces grands problèmes, si nous avons reconnu, comme nous devons le faire, le nouveau gouvernement proclamé en Italie, qu'il nous soit permis du moins, puisque notre intérêt est moral légitime, puis qu'il s'accorde avec la liberté, la prospérité et le bonheur de tous, qu'il nous soit permis, dis-je, d'applaudir chaque fois que le système fédéral monarchique triomphe sur quelque point du globe. C'est un champion de plus d'un

développement pacifique, un acteur volontaire de moins, dans les luttes sanguinaires de l'avenir.

Quelle est dans tout cela l'attitude des grandes puissances? L'Autriche fait le mort, la Russie s'abstient avec une indifférence boudeuse et son représentant en Italie ne semble préoccupé que de ne pas laisser prendre trop au sérieux l'acte de reconnaissance du nouvel état des choses. La Prusse déconcertée semble avoir perdu sa voie dans l'avenir et cherche à se ménager la question italienne pour en user selon les besoins futurs de sa politique allemande. L'Angleterre par un calcul qui n'est pas sans égoïsme et par son amour habituel de popularité, applaudit à toute révolution. La France impériale, plus soucieuse de sympathies que de principes et naturellement plus dominée par ses intérêts propres que par les intérêts généraux, abandonne autant qu'elle peut la question à elle-même pour la reprendre à son heure et selon ses convenances. Et en attendant, dit M. Guizot, «gouvernants et gouvernés vivent au jour le jour eu fermant volontiers les yeux sur l'avenir quand il révélerait leurs fautes et troublerait leur quiétude. Pourtant la prévoyance est l'une des plus essentielles conditions, non seulement de la sécurité, mais de la puissance, et ceux-là seuls ont influé sur le sort des États qui se sont préoccupés du lendemain.»

La question polonaise est un sujet de méditation sur lequel pourrait s'exercer la prudente sagesse des hommes d'état et celle des Italiens eux-mêmes, si le moment actuel comportait encore pour eux le calme «t l'impartialité! Dans une dépêche récente (30 juillet, 1863) du Prince Gortchakoff, communiquée au gouvernement français, je trouve ce passage:

«Nous ne contestons pas qu'il n'y ait (en Pologne) des germes de mécontentement inhérent à la nature des choses, dans un pays qui se *souvient d'avoir été indépendant*. Il sera toujours facile d'exciter *les pris en invoquant le souvenir de ces traditions*. La Russie ne possède ces contrées que depuis UN SIÈCLE A PEINE - Durant cette période les événements du dehors ont constamment troublé le travail d'assimilation nécessaire pour effacer les divergences historiques sous l'action d'une forte unité. Il n'y a peut-être pas un Etat en Europe qui, dans de telles conditions, et dans un *si court espace de*, aurait *réussi à fonder l'unité politique*.»

Quel aveu, quelle leçon et quelle prophétie de la Russie en Pologne, au Piémont à Modène, à Parme, à Florence, à Naples, à Palerme, et peut-être à Rome! Que de Polognes! Et l'Italie n'est pas comme la Russie à l'extrémité de l'Europe, et le Piémont n'a pas les cinquante millions d'habitants et l'invulnérabilité du grand empire Slave.

Voilà cependant l'avenir qui se prépare aux applaudissements d'une partie de l'Europe libérale; mais je ne crois pas trop téméraire de prédire qu'un jour viendra où elle sera embarrassée et honteuse de son œuvre. Quand l'insurrection de proche en proche s'étendra sur tout le pays, quand partout les peuples Italiens réclameront leur indépendance, leur liberté, un peu de haine pour la papauté ne justifiera, devant la conscience libérale, ni l'hostilité, ni même l'indifférence pour le sort de ces peuples opprimés.

Toutes ces prévisions reposent sur l'inévitable réveil de l'esprit public en Italie. L'amour de la liberté un peu, mais beaucoup celui de l'indépendance et de l'autonomie y existent partout et il ne lui manque que l'énergie de la manifestation, énergie que, sans aucun doute, les événements vont lui inspirer; car je ne puis admettre que le dix-neuvième siècle ne doive être que le complément du seizième, date de l'extinction des républiques, de la mort politique de l'Italie, du premier pas vers l'unité, le commencement d'une universelle. dégradation dont le spectacle répugne malgré sa quiétude joyeuse et ses dehors brillants. Ce fût le siècle de la grandeur artistique et intellectuelle, c'est vrai, mais cette grandeur était le produit de quatre siècles de libre division; ce fût le moment éclatant qui précède d'ordinaire les grandes éclipses des peuples.

Je crois utile de remarquer en passant, pour tranquilliser ceux que la liberté épouvante, qu'en Italie, elle est moins dangereuse que dans beaucoup d'autres pays où elle s'aigrit par les convoitises et les envies de l'esprit d'égalité. Je trouve en Italie, et c'est un bien curieux point de ressemblance avec ce qui caractérise avant tout l'Angleterre, une noblesse qui n'a aucun dédain pour le roturier, un peuple qui n'a aucune aversion jalouse pour l'aristocratie. Cela est vrai surtout à Gènes et à Florence, où les premières charges de l'État ont été remplies par des marchands, où les maisons illustres et même souveraines ont fait le commerce et la banque, comme les Medicis et les Stozzi. C'est également vrai à Rome, dont le souverain n'a jamais eu de quartiers de noblesse à produire; des balles de laines sont les armes des Médicis, c'est un pendant au sac de laine du chancelier d'Angleterre. En Italie, la noblesse se recrutait à tel point qu'à Gènes, après une lutte entre le populaire et les nobles, l'acte de paix de 1576 stipula que chaque année dix familles nouvelles seraient inscrites au livre d'or, savoir: sept de la capitale et trois des villes des deux rivières. Cet esprit s'est conservé jusqu'aujourd'hui et, j'en trouve la preuve dans la composition de la Chambre des Députés à Turin en 1861. Il y avait: membres titrés, comtes, marquis, barons, 85;— grands-croix, commandeurs, chevaliers d'ordre civil, 93;— officiers de l'armée, 25; 203, sans compter les fonctionnaires, et s'il y avait une

exception à cette règle générale de mœurs libérales, elle se trouverait en Piémont dont la noblesse, disait Napoléon I, était *plus hautaine et la plus ignorante qui fut jamais*.—Je cite le mot sans endosser la sévérité de la sentence qui certainement est exagérée.

Je viens de dire que le 16<sup>me</sup> siècle tua les républiques. Je ne veux pas oublier l'exception de Venise, Gènes et Lucques, trois républiques qui survécurent mais pour se débattre misérablement entre l'ambition et les rivalités de l'Espagne, de la France et de leurs voisins, et rien n'atteste mieux leur existence tourmentée qu'une loi de la république de Lucques qui *interdit la publication de toute histoire nationale*, croyant ne pouvoir exister qu'en se faisant ignorer. Aussi n'a-t-elle laissé que deux souvenirs, ses deux petites guerres contre le duc de Modène, en 1602 et 1613.

La logique gouverne le monde, les peuples, ne s'arrêtent pas, ils peuvent revenir au point de départ et ils y reviennent, mais après avoir accompli l'évolution entière, et ils arrivent transformés. Quand on veut s'élever à une certaine hauteur pour regarder par-dessus les faits présents, on reconnaît que les mêmes causes produisent des effets identiques. — La liberté en Italie est donc impuissante à constituer l'unité. L'indifférence politique des Italiens est encore évidente aujourd'hui, mais j'ai pu constater par moi-même qu'elle diminue d'heure en heure, et le Piémont en les secouant au cri d'indépendance, de liberté, d'unité, en inaugurant des discussions et des luttes, va leur rendre le le service des Othon au 10<sup>me</sup> siècle; les Italiens vont se réveiller avec une nouvelle énergie qui s'exercera au bénéfice des petites nationalités, des vraies nationalités.

Il existe en Italie une idée qui constitue l'opinion publique, c'est qu'il faut s'affranchir non-seulement de toute domination, mais de toute influence étrangère. — Sur ce point, Mazziniens, Garibaldiens, Conservateurs, Muratistes, Républicains, sont d'accords. Mais cet amour jaloux de l'indépendance, s'arrêtera-t-il aux frontières extérieures? Pour qui connaît bien le caractère de\* ce peuple, il n'est pas difficile de reconnaître que cette pensée, la seule vivement et universellement sentie, n'a besoin que de quelques circonstances pour se rétrécir, se replier sur elle-même et passer, avec les mêmes raisons et plus d'ardeur, des confins de l'Italie à ceux des États particuliers. Pour cela il ne faut qu'un sentiment de sécurité qui permette de compter sans le besoin réel ou imaginaire d'une alliance contre l'étranger. On peut déjà, à l'heure qu'il est, marquer des étapes de cette opinion publique dont la première manifestation a été la guerre à l'Autriche, la deuxième contre les sympathies autrichiennes des princes, la troisième contre les tendances politiques du pouvoir papal, la quatrième contre l'action de la France par tout où elle n'a plus été regardée comme nécessaire où dès qu'elle a cessé

de suivre le courant des passions, la cinquième très évidente et générale, contre la suprématie piémontaise, et la capitale à Turin; plus tard, si Rome est conquise, ce sera contre Rome, et d'exclusion en exclusion, les Italiens me paraissent sur la grande route logique qui les ramènera à la division autonome.

Si je ne me trompe pas grossièrement dans toutes mes appréciations, faites cependant avec calme et conscience, je crois pouvoir conclure que l'Europe, en appuyant l'idée unitaire Italienne, prépare aux peuples qu'elle veut servir de pénibles et longues convulsions, et à elle-même, des guerres et des embarras inextricables.

### DE L'ANGLETERRE.

La politique anglaise, sur le continent européen du moins, est dominée par une seule et unique pensée: la France. C'est le creuset par lequel elle fait passer toutes les questions qui surgissent, et elle prend parti pour ou contre, selon qu'elles lui semblent contenir, ou non, des éléments ou des occasions d'agrandissement pour sa puissante rivale. Cela est incontestablement de son droit et fort légitime.

Quant à ses sympathies, elles sont a priori pour tout ce qui est ou «appelle libéral Fièrè, à bon droit, de sa royauté si vénérée, de son aristocratie si éclairée et si puissante qui domine et guide tout, gouvernement et partis, même les partis dont le programme lui est hostile, l'Angleterre aime à faire parade au dehors, de sa liberté, et avec un orgueilleux empirisme, qui lui cache souvent les conditions sociales des autres peuples, qui la rend parfois injuste et l'induit en erreur, comme les vieux romains, elle est tentée d'appeler barbares tous ceux qui ne sont pas Anglais, tous ceux qui ne sont pas gouvernés à sa façon, tous ceux qui, n'ayant pas les mêmes contrepoids, les mêmes puissances modératrices, ne peuvent réaliser l'ordre et la prospérité avec les mêmes formules gouvernementales.

En outre, je me figure que vers l'année 1820, époque qui a marqué une volte face si brusque dans l'esprit de la politique extérieure de l'Angleterre, ses hommes d'état ont cru l'avenir de l'Europe indéfiniment voué à la révolution, et avec une position insulaire qui l'affranchit d'une solidarité trop complète, voulant se ménager partout la confiance et la gratitude des pouvoirs de *demains*, ils ont été pleins de coquetterie pour la révolution et les révolutionnaires. Cela leur a fait commettre des fautes et pour n'en rappeler qu'une seule, lourde à porter aujourd'hui, je citerai

la chute roi Louis Philippe, la révolution de 1848 qui a trompé tons leurs calculs en n'établissant pas la république.

J'ai voulu indiquer comment je m'explique la politique anglaise en général, pour apprécier en moins de mots son action particulière en Italie.

Cette action a été plusieurs fois contradictoire. D'abord, avec l'honorable M. Gladstone et Lord Minto, elle a poussé à la révolution, encourageant toutes les idées de liberté et d'indépendance; puis lorsque l'empereur des Français est descendu dans l'arène pour défendre cette indépendance les armes à la main, ne pouvant l'empêcher, elle a voulu du moins l'arrêter, et de plus initiés que moi peuvent savoir si la guerre, dépassant Villafranca, n'aurait pas trouvé l'Angleterre en ligne aux côtés de l'Autriche. La paix de Villafranca conclue, tous les organes de l'Angleterre ont été les complaisants échos des récriminations italiennes les plus ardentes. Depuis lors, il y a bien eu quelques vacillations dont le secret pourrait être cherché à Vienne et à Paris. Dans une dépêche officielle du 24 janvier 1861, Lord John Russell dit: «Les votes qui ont eu lieu au moyen du suffrage universel dans ces royaumes et provinces. (Naples, Sicile, Ombrie, Marches ) n'ont pas une grande valeur aux yeux du gouvernement de S. M. la Reine. Ces votes ne sont qu'une pure formalité à la suite d'une insurrection populaire ou d'une invasion bien réussie, ou d'une conclusion de traités et n'impliquent pas en eux-mêmes, l'exercice indépendant de la volonté de la nation au nom de laquelle ils ont été donnés.» On ne peut pas condamner plus carrément l'origine de l'unité et son droit Cependant l'Angleterre est encore revenue à l'unité Italienne et a mis toute son influence au service du gouvernement de Turin.

Des hommes de la valeur de ceux qui président aux destinées de l'Angleterre ne font pas de ces évolutions sans des motifs bien définis, mais quel que soit le respect qu'ils m'inspirent, il ne m'est pas permis de ne pas les discuter. Ces motifs ne peuvent être que les suivants:

1°. L'habitude traditionnelle de se ménager la sympathie des partis avancés, —

2°. Diminuer l'influence française en Italie et amoindrir ou distraire sa puissance sur d'autres points; —

3°. Si l'unité italienne s'établit elle ne pourra qu'être hostile à la France, et une alliée naturelle pour l'Angleterre dans la Méditerranée;—

Voilà, je crois, et ce n'est pas arbitrairement que je me permets cette supposition, quels sont les motifs dirigeants de la politique de l'Angleterre en Italie.

A propos du premier point, on peut se demander si le parti le plus avancé, celui qui sera le pouvoir de demain, est bien celui de l'unité? et je

réponds: Si l'on pouvait aujourd'hui consulter l'Italie sur l'unité et la confédération, j'ai la conviction la pins profonde que l'immense majorité proclamerait la *confédération*, et *l'unité* n'aurait pour elle que les fonctionnaires et l'armée, ce qui est naturel, et quelques républicains, ce qui l'est infiniment moins. Cette situation de jour en jour s'accusera d'avantage. — Je ne crains pas pour cette assertion le démenti de l'avenir. Qui l'Angleterre croit elle donc servir? Sur la reconnaissance et les sympathies de qui croit-elle pouvoir compter?

Sur le second point, ce qui se passe sous nos yeux peut servir de réponse et l'expérience me paraît faite. L'état provisoire dans lequel se trouve l'Italie, la condamne à n'être qu'un satellite docile et soumis de la France et la seule occupation qu'elle donne au cabinet des Tailleries, c'est de faire quelques dépêches, et de maintenir un juste équilibre de procédés entre Rome et Turin. Quant à son influence, on a tort d'oublier que la première pensée de l'empereur a été une unité fédérale et que les partisans Italiens de cette idée, déjà si nombreux, et dont le nombre tend à s'accroître sans cesse, non seulement regardent la France sans colère, mais comme le seul pouvoir qui leur permet d'espérer l'accomplissement de leurs vœux les plus chers. Il faut le reconnaître franchement, s'il n'y avait pas quelques appréhensions, quelques méfiances sur les arrières pensées de l'Empereur, si le public était bien convaincu qu'il n'y a pas quelque projet caché de s'emparer de Naples ou de quelque autre partie du pays pour l'annexer, comme la Savoie, ou la donner à quelque prince de la famille Napoléon, la France aurait en Italie une influence prépondérante, incontestable et populaire. Mais c'est pour cela, dit-on, que l'Angleterre cherche à mettre fin à ce provisoire en assurant le triomphe de l'unité. — Cela me ramène à mon troisième point.

Oui, l'unité italienne serait hostile à la France et toute dans l'intérêt de l'Angleterre dont elle serait forcément l'alliée, mais puisque rien ne peut se faire sans la France, il est au moins d'une habileté contestable d'avouer hautement qu'on veut tout faire contre elle, c'est dépasser le bnt que de le mettre trop en évidence, et chaque discours de Lord Palmerston ou de M. Gladstone à la glorification de l'unité, enlève à sa cause une part des sympathies françaises, dont cependant elle ne peut se passer. Ce n'est pas tont de vouloir ce qui peut nous convenir d'une manière absolue, il faut le vouloir dans la mesure du possible et tenir compte des résistances. Peut-on forcer la France à retirer ses troupes de Rome? Pour le moment, tonte la question est là et comme à cette question il ne peut y avoir qu'une réponse négative, il en résulte que l'Italie toute entière est d'autant plus complètement à la merci de l'Empereur que l'on s'attache d'avantage à l'idée unitaire. S'il s'agissait au contraire d'une organisation fédérale, la France serait moins nécessaire, les dangers qui menacent le pape

disparaîtraient en grande partie, l'occupation perdrait sa raison d'être, et le gouverner ment romain lui-même, sentirait le besoin de secouer une garnison étrangère qui lui pèse. Je ne crois pas qu'il y ait quelque chose de paradoxal dans l'idée que, ce qui perpétue l'occupation de Home par la France, ce qui met l'Italie dans sa main et la subordonne à toutes ses volontés, ce qui va même jusqu'à exclure du ministère à Turin tout homme auquel on attribue des sympathies trop vives pour l'Angleterre, c'est la politique unitaire anglaise! C'est elle qui rend la France indispensable et met l'Italie à ses pieds.

Il est évident que l'Angleterre suppose le parti de l'unité en Italie plus nombreux et plus puissant qu'il n'est, du moins que ce que je crois bien fermement qu'il est en effet, et je m'explique cette erreurs Les agents anglais jouissent d'une grande latitude, c'est vrai, mais dès que l'opinion de leur pays et le gouvernement se sont prononcés dans un sens, je n'en ai pas rencontré dans ma longue carrière qui ne s'interdisaient pas plus ou moins toute réflexion dans un sens contraire. Il y a moins d'initiative et d'originalité dans leur caractère qu'on ne lui en prête communément, et de tous les peuples d'Europe c'est le moins propre à interpréter le silence, parce que chez lui tout est militant, que toute idée parle et s'énonce. Cela peut constituer une supériorité dont il a droit de s'enorgueillir, mais cela ne le dispense pas, dans d'autres pays, de compter avec des besoins, des vœux qui ne se proclament pas si hautement.

Je sens qu'on peut répondre: opinion publique! — Mais en Angleterre ce sont les hommes d'état qui la font, c'est leur gloire et c'est pour cela sans doute, qu'il leur est si facile d'y obéir. Il y a une grande aversion en Angleterre pour les anciennes dynasties de l'Italie; mais quand on veut juger équitablement il ne faut pas se borner à voir, il faut comparer; quel homme impartial ayant apprécié le gouvernement Bourbon à Naples avant les dernières catastrophes, ne le jugera pais avec plus d'indulgence s'il est allé revoir ce pays depuis son annexion, sous l'administration piémontaise! Je voudrais que l'honorable M. Gladstone fût condamné à retourner à Naples et à nous donner un supplément à sa fameuse brochure — Il devrait comparer le présent au passé et qu'aurait-il à opposer aux sept mille exécutions, aux vingt mille victimes, aux quatorze ou quinze villes incendiées ou saccagées, à un chiffre indéfini de suspects emprisonnés, à ces fusillades avouées sur un soupçon, ou motivées par le crime d'avoir donné un pain à mi insurgé on à un supposé tel?

M. Otto Vannucci a publié en 1861, un livre intitulé: *Martyrologe Italien*, qui donne les noms de tons ceux qui, pendant cinquante-quatre ans, ont péri pour la liberté, sur l'échafaud, dans les prisons, les armes



à la main ou dans l'exil. Fendant ces cinquante-quatre ans, dans toute l'Italie, il en a trouvé mille soixante-dix-neuf. Ce qui pour la part des deux Siciles, est moins de quatre cent Ce chiffre est trop considérable «ans doute, ce souvenir de tant de victimes réveille à la fois la pitié et l'indignation, mais si on le compare avec le nombre de victimes dont <est chargé déjà, après deux années, le régime de l'unité, de quel côté doivent se ranger ceux qui placent l'humanité au-dessus des calculs de la politique? Un homme politique Anglais fort autorisé me disait naguère: «l'Italie occupe la France, l'Italie une l'occupera davantage — qu'est-ce que cela nous fait que les blancs et les noirs se battent?» — et dans une autre occasion, à un Italien, il disait: «Ne songez ni à Rome, ni à Venise, vous vous y casseriez la tête — Nous crions nous, Venise et Rome, mais c'est parce que nous ne pouvons faire autrement!» Je crois que tout ce que je viens de dire est justifiée par ces deux citations. Du reste, il est assez remarquable que personne en Italie ne se trompe sur le fond et la valeur des sympathies anglaises. En dehors des Mazziniens, qui avec tous les révolutionnaires d'Europe comptent, à tort ou à raison, sur les bons offices si ce n'est sur l'appui de l'Angleterre, tous acceptent ses services sans se croire tenus à la reconnaissance, parce qu'ils ne les supposent inspirés que par un calcul d'intérêt propre. — La nation anglaise, de toutes les nations du monde à le plus besoin d'être puissante, car elle ne sait pas être aimable et c'eât une erreur de croire qu'une bonne politique doit exclure tout sentiment En attendant, cet état provisoire, que l'Autriche seule, et peut-être un peu la France, peuvent vouloir maintenir, se prolonge malgré l'intérêt de l'Angleterre d'y mettre fin pour éviter des éventualités fâcheuses, —je cherche à me placer au point de vue de l'Angleterre. Deux portes restent ouvertes sur l'avenir. — Elle a le temps encore de choisir.

*L'Italie une et centralisée*, prenant rang parmi les grandes puissances et devenant forcément, fatalement, la rivale, l'ennemie de la France.

*Une Italie Fédérale*, unie pour la défense, divisée pour l'agression. De ces deux Italies; j'ai dit que j'écarte la première, parce qu'elle ne peut se faire sans le concours de la France, et que si elle doit avoir le caractère hostile qu'on lui destine, la France, qui en a le pouvoir, et en aurait le droit, l'étranglerait au berceau. Que si au contraire elle laisse le gouvernement unitaire se fonder, il faut la croire jugo compétent dans son propre intérêt et, à moins de la supposer dépourvue de prudence et de sens, c'est une preuve souveraine que le calcul est faux, et que l'unité Italienne peut être une alliée de la France, même contre l'Angleterre.

Reste donc la dernière, *une Italie fédéralisée*, la plus désirable si ce n'est la seule possible, parce qu'elle est dans l'intérêt de tous; parce qu'au lieu de provoquer l'opposition de la France elle écarte son intervention;

parce qu'elle met fin à la guerre civile dont on ne se fait pardonner les horreurs qu'en l'appelant *brigandage* ; parce qu'elle est seule compatible avec la liberté dans tous les sens; parce qu'elle ne soulève ni colère, ni méfiance à l'extérieur; parce qu'elle désintéressa l'Autriche avec laquelle il faut compter dans l'avenir; parce qu'elle est pacifique par nature et n'exalte pas l'ambition guerrière d'un peuple qui, centralisé, ne résisterait pas à la tentation de manifester sa force sur un champ de bataille; parce qu'elle est dans l'esprit d'autonomie si vivace en Italie; parce qu'elle respecte les traditions, les mœurs, les lois qui ont créé et seules peuvent créer des nationalités raisonnables et vraies; parce qu'elle est dans l'intérêt économique, puisque déjà, quoi, qu'à peine à son début, le budget du gouvernement de Turin est de deux fois les budgets additionnés de tous les anciens états; parce qu'elle conserve à l'Italie sa plus grande gloire, sa source permanente et la plus inépuisable d'action et de puissance dans l'univers, la papauté, que l'unité centralisée en chasserait pour plus ou moins de temps et qui laisserait ce gouffre dont parle Shakespeare, qui *engloutit les générations sans se combler*; parce qu'elle faciliterait l'adjonction de Vénise avec ou sans l'Autriche; parce qu'enfin, elle laisserait l'Angleterre dans son rôle à la fois le plus généreux et le plus sage, celui de défenseur des petits pays contre les grands.

#### DE LA FRANCE.

La conduite de la France en Italie a quelque chose d'incertain, d'indéterminé qui n'enlève l'espoir à aucun parti, et dans l'entourage même de l'empereur, parmi ceux qu'on doit supposer le plus avant dans sa confiance, dont la plus sérieuse préoccupation sans doute est de marcher dans la pensée du maître, on trouve à la fois des défenseurs et des antagonistes du pouvoir temporel du pape et de l'unité italienne. Est-ce le silence naturel à toute conviction bien mûrie et irrévocablement arrêtée qui dédaigne la discussion? Est-ce le doute et la prudente réserve d'une irrésolution qui ne veut se fermer aucune issue et attend les événements pour se résoudre?...

Sans parler du Prince Napoléon qui me semble plus préoccupé de sa personnalité que de la raison d'État, de se faire adopter par les partis avancés en plaidant leurs doctrines et en épousant leurs colères, que de respecter sans éclat ce qui assure l'ordre et le repos de l'Europe, les principes conservateurs qui n'excluent ni réforme, ni progrès, sans parler

du Prince Napoléon dis-je, nous avons vu un ministre des affaires étrangères, un ambassadeur à Rome et un ministre à Turin, se trouver tout-à-coup en dehors de la voie impériale et disparaître de la scène. Et cependant la politique française a gardé son mystère.

Un des personnages que je viens de désigner, me faisait dernièrement l'honneur de me dire: «L'empereur veut le Pape à Rome et des réformes, mais aussi longtemps que nous le maintenons par nos armes le Pape ne fera aucune réforme et si nous retirons notre armée il ne restera pas une heure à Rome. Nous suivons donc une politique sans issue qui nous place dans cette alternative: une occupation perpétuelle pour maintenir un mauvais gouvernement, ou notre retraite qui sera immédiatement suivie de l'expulsion du Pape!»

Il y a quelque chose de spécieux et beaucoup de mauvaise humeur dans cette spirituelle définition, mais je ne puis m'empêcher de croire qu'elle ferait sourire l'Empereur qui, je suppose, voit la question de plus haut. Quoiqu'il en soit, l'Italie pour le moment est tout entière dans la main de l'empereur des Français et elle ne peut rien sans son concours ou son assentiment. Il ne s'agit donc pas ici de principes mais d'intérêts; il ne s'agit pas de se demander ce qui serait désirable pour l'Italie et l'Europe, mais de prévoir ce que fera la France inspirée par le soin de sa gloire et la conservation ou l'agrandissement de sa puissance.

En thèse générale, nul pouvoir en ce monde n'est intéressé à se créer des concurrents. A aucune époque de l'histoire la France n'a voulu l'Italie sous un seul sceptre et elle a fait de nombreuses guerres pour y détruire tout établissement puissant. Elle a suivi la même politique en Allemagne: pour diminuer la maison de Habsbourg, le cardinal de Richelieu qui persécutait les protestants chez lui, est allé jusqu'à les prendre pour alliés au delà du Rhin. Pendant la courte et dernière apparition de la république à Paris, nous l'avons vue, imposant silence à ses sympathies naturelles, combattre l'idée d'une unité italienne jusque dans une république sœur! A l'heure où j'écris, le seul projet d'une fédération germanique plus intime et mieux ordonnée pour l'action collective a visiblement jeté l'alarme dans le cabinet des Tuilleries.—Cela ne montre-t-il pas sans invoquer de plus nombreux exemples dont le passé abonde, cela ne montre-t-il pas qu'il y a ici un de ces intérêts historiques, permanents, qui à travers les siècles s'imposent à tous les régimes?

Que répondent à cela les partisans de l'idée piémontaise?

1° Que l'Italie ne sera jamais une rivale assez puissante pour être dangereuse.

2° Que l'Italie redevable à la France de l'accomplissement de ses destinées, ayant acquis, par le fait, la certitude qu'il n'y a plus un sentiment jaloux au delà des Alpes, de par certaines analogies d'origine,

de race et de but, sera liée par la gratitude et restera l'amie fidèle de la France.

3° Que la maison de Savoie, élevée au premier rang des familles souveraines par les armes françaises, qui d'ailleurs vient de s'allier à la famille impériale de France, ne pourra méconnaître qu'il est de son intérêt de maintenir ces liens aussi intimement et aussi étroitement que possible.

4° Enfin, lors même qu'il y aurait quelques inconvénients, l'Empereur ne peut être insensible à la gloire de servir la civilisation et la liberté, à l'honneur de tendre une main secourable à un peuple qui, après tant de siècles de division, veut rompre ses liens, réunir ses membres épars et prendre sa place légitime dans le monde; que cette mission généreusement accomplie lui vaudra, ce qui n'est pas un élément de puissance à dédaigner de notre temps, la reconnaissance et les sympathies de toutes les intelligences libérales de l'Europe.

Cela forme un tableau assez complet et très séduisant, mais si j'osais me permettre de faire parler l'empereur lui-même — à l'exemple des historiens latins—si, réduit à de simples conjectures, j'imaginai un discours adapté à la situation; je crois, que l'empereur, à peu près, pourrait dire:

«Les Italiens ne sont pas si faibles pour qu'on puisse n'en pas tenir grand compte; c'est encore une des races les plus complètes de l'Europe—ma famille en est—et, dans des circonstances données ils ne manqueront ni d'énergie, ni d'intelligence supérieure. C'est d'ailleurs un peuple de vingt-quatre millions, qui possède 700 lieues de côtes sur deux mers. De plus il n'est pas condamné à l'isolement, ni à une brouille perpétuelle avec l'Allemagne. Je ne puis lui interdire des alliances futures, ni le désir de s'émanciper de notre influence, ni même l'ambition d'étendre sa frontière à toutes les îles et territoires qui ont fait un jour partie de l'Italie.

«On me serait reconnaissant, dites-vous — c'est possible! Je ne veux pas rappeler le mot malheureux et d'un scepticisme un peu cynique du prince de Schwarzenberg, mais les services que je pourrais lui rendre empêcheraient-ils l'Italie de songer à sa conservation, à sa puissance, aux chances même d'un agrandissement, pour rester toujours et partout à notre suite? La reconnaissance chez les peuples peut et doit exister, mais ne s'inscrit pas à charge des générations futures. Or, il est naturel à l'homme de haïr ce qu'il craint, et la France est assez puissante pour que ses voisins lui fassent l'honneur de la craindre, et je ne voudrais pas renouveler, à mes dépens, la fable du renard dans le puits. Ce qui m'assure les sympathies de l'Italie c'est qu'elle a besoin de moi. Serait-il bien sage de la mettre en situation de pouvoir s'en passer quand en

politique, malheureusement, on obtient plus des hommes pour un service espéré que pour dix services rendus!

«La maison de Savoie est alliée à la mienne, mon cousin a épousé la fille de Victor Emmanuel. Eh bien! en 1697 et en 1701, Victor-Amédée avait marié ses deux filles aux petits-fils de Louis XIV, le duc de Bourgogne et le duc d'Anjou, depuis roi d'Espagne. Cela empêcha-t-il le duc de Savoie de se jeter dans la coalition contre la France? Charles Emmanuel le Grand, fiit nommé par la Ligue comte de Provence, fit la guerre à Henri IV qui lui enleva momentanément la Savoie. Victor Amedée I qui lui succéda en 1630, fit la guerre à Louis XIII dont il avait épousé la sœur, Christine.

«Victor Amédée II, dont il est ici question, indépendamment du mariage de ses deux filles aux petits-fils de Louis XIV, avait lui-même épousé Anne d'Orléans, la nièce du grand roi.

«Les futurs souverains d'Italie pourraient raisonner comme leur ancêtre fondateur de la monarchie, Victor Amedée II, et comme lui, préférer des alliés éloignés qui ne leur causent aucun ombrage, à l'alliance d'un trop puissant parent avec lequel, en raison du voisinage, il y a toujours quelques petits froissements inévitables. D'ailleurs, un souverain quel-qu'il soit, compte avec l'opinion publique, et si l'occasion se présentait jamais de ressaisir Nice, la Savoie, et même 111e de Corse, je ne sais pas jusqu'à quel point il voudrait et pourrait se mettre en opposition avec le vœu de son peuple.

«On me cite l'ardent désir des Italiens de se fondre en un seul peuple sous un seul gouvernement!—Mais l'unanimité sous ce rapport ne me paraît pas bien établie et ce n'est pas, en tous cas, le royaume de Naples qui en rend témoignage et le royaume de Naples n'est pas une fraction à dédaigner. Du reste, j'ai toujours pensé que la forme fédérative était ce qui convenait le mieux à l'Italie. Dans un esprit tout de bienveillance et de désintéressement, je la lui ai proposée. Elle n'en a pas voulu. Je ne veux pas faire le bonheur des gens malgré eux, mais je crois avoir comblé la mesure des bons offices et avoir acquis le droit désormais de ne songer qu'à la France qui ne peut pas gratuitement, dépenser ses trésors et verser son sang. Puisque *l'Italia vuol fare da sè*, qu'elle fasse—chacun pour soi, et nous verrons le parti que la France pourra tirer des éventualités qu'amènera le provisoire actuel qui De me fatigue nullement.

«Vous me parlez des sympathies libérales que je pourrais inspirer en aidant le gouvernement de Turin à établir sa domination sur toute la péninsule. D'abord je ne vois pas que tous les libéraux pensent de même à cet égard; des hommes considérables de tous les partis croient que cela n'est pas dans l'intérêt de la France, quelques uns vont même jusqu'à

contester que ce soit dans l'intérêt de l'Italie. Quoiqu'il en soit, je ne puis m'empêcher de remarquer que les ennemis du pouvoir temporel et les propagateurs de l'unité italienne, ne se trouvent pas en majorité parmi les plus dévoués à ma personne et les plus sympathiques à mon gouvernement. Mais à côté de ce que je pourrais gagner, il faut voir ce que je pourrais perdre; or, le premier pas d'une telle politique, serait le rappel de mon armée de Rome qui serait, le lendemain, par le fait des conspirateurs et des mécontents appuyés par les troupes piémontaises, suivi de la fuite du Pape. Il ne faut pas se faire illusion, en Italie nous sommes responsables non seulement de ce que nous y faisons mais encore de ce que nous y laisserons faire, et ce serait un beau tapage parmi les catholiques dont l'exil du St.-Père centuplerait le nombre militant. Faites entendre à ces gens que la religion est en dehors de la question, et qu'un peu de persécution contre le souverain ne pourrait qu'accroître la puissance spirituelle et morale du Pontife! Non, non! il ne faut pas jouer avec la conscience des peuples, une foi religieuse, quelle qu'elle soit, est bien autrement tenace qu'une opinion politique et, je ne veux pas me rendre odieux à tant de millions de croyants y compris les femmes et les enfants. D'ailleurs j'ai depuis longtemps déclaré publiquement *que: a l'autorité du St.-Siège est indispensable à l'indépendance et à la liberté de l'Italie!*»

Je demande pardon pour cette forme badine dans un sujet si grave, mais elle m'a permis de condenser en peu de mots des idées qui auraient exigé de longs développements.

## DU PIÉMONT.

Le Piémont, comme royaume ne date que du 18 octobre 1718, du traité de Londres, par lequel Victor Amédée II duc de Savoie, fut dépouillé de la Sicile (que lui avait donnée le traité d'Utrecht en 1713) et obtint, en compensation, l'île de Sardaigne avec le titre de Roi. Ce ne fut qu'en 1720 que l'Espagne céda la Sardaigne, par l'intermédiaire de l'empereur d'Allemagne dont le successeur vient de lui céder à son tour le Milanais par l'intermédiaire d'un empereur des Français.

Victor Amédée, fondateur de la monarchie piémontaise, était un grand homme; mais un tyran, comme presque tous les fondateurs. Son règne constitue un bienfait pour son pays et cependant son abdication fut acceptée comme un bienfait plus grand encore.

Pendant le demi siècle de formation du nouveau royaume, de Victor Amédée au traité d'Aix-La-Chapelle sous Charles Emmanuel III, l'histoire de l'État naissant n'est qu'un tissu de trahisons, qu'une suite d'alliances conclues par enchères et toujours rompues à la première apparence d'un avantage ou d'un profit. C'est là l'opinion si unanime des historiens que je crois pouvoir me dispenser de citations.

An point de vue des arts et de la littérature, le Piémont date à peine de Victor Amédée. — Jusque-là il n'avait pris aucune part à la gloire littéraire du reste de l'Italie. Aujourd'hui même, la poésie d'Alfieri, la philosophie de Gioberti et l'habileté politique de M. de Cavour, sont les seuls titres du Piémont à son admission en Italie. Je puis à cet égard invoquer des autorités incontestables, entre autres celle d'Alfieri lui-même, qui, né à Asti au cœur du Piémont, y fit toutes ses études et avoua plus tard que, sachant un mauvais français et parlant le *jargon* piémontais, il n'était qu'un barbare allobroge qui ne savait ni lire ni comprendre les poètes Italiens et qui, après de prodigieux efforts, après un exil volontaire et studieux du *Piémont en* répète encore sans cesse: *Con tutti questi mezzi, non veniva a Capo d'italianizzarmi.* — (Avec tous ces moyens je ne réussissais pas à m'italianiser.)

Mais si le caractère piémontais n'a rien de l'enthousiasme facile, de l'imagination abondante, de l'amour exalté du beau dans les œuvres de l'art et de l'intelligence qui distinguent les Italiens, il a des qualités non moins précieuses et plus utiles pour les peuples. Il est austère, méthodique, laborieux et persévérant. Cette différence de nature doit constituer un antagonisme dans une unité absolue, mais dans une organisation fédérative, elle compléterait l'Italie, comme Sparte et Athènes, si antipathiques entre elles, complétaient la Grèce.

Ce caractère des Piémontais a été parfaitement approprié, s'il n'en est le résultat, à son rôle historique. Le Piémont était la marche où les Lombards se défendaient contre les Francs, et sa mission naturelle encore est d'être le bouclier et le défenseur de l'Italie, mission qui loyalement remplie, lui assurerait la reconnaissance de tous les peuples Italiens et une suprématie salubre acceptée avec amour. Et, au risque d'une redite, je dois faire remarquer en passant qu'aucun des hommes influents de ces dernières années, Mazzini excepté, n'a voulu davantage, ni Balbo, ni Rossi, ni Gioberti, ni Manin, ni d'Azelio — Voici ce que Manen écrivait en 1848 à M. de Cirmenin: «Dans la. condition actuelle *l'unité de l'Italie n'est pas possible*, mais il est nécessaire qu'elle soit du moins *unifiée*, c'est à dire qu'il y ait une confédération d'États Italiens et pour cela, qu'aucun des états confédérés ne soit de beaucoup plus fort que les autres, car une association ne peut exister avec sécurité là où il existe une trop grande disproportion de forces. *Il faut encore que les*

*divers états dans leur composition et leur extension, se fondent sur des traditions historiques, qu'on ne joignè pas ensemble des 'peuples différents de mœurs et d'origine, car autrement à la guerre de l'indépendance on verrait succéder la guerre civile»*

En méditant ces paroles d'un homme qui jouit en Italie d'une si grande et si juste autorité, j'y trouve un soutien et un encouragement pour les opinions fondamentales que j'ai puisées dans un consciencieux examen, et que j'ai osé, dans ce travail, exprimer librement comme je les sens.

Le malheur de l'Italie, et, je crois fermement, celui du Piémont, c'est que M. de Cavour a dépassé ce programme qu'il défendait luimême dans le *Risorgimento* en 1847 et 1848. Il faisait sans doute un retour mental sur sa politique nouvelle, lorsqu'à la tribune un jour, il appela l'histoire, *cette grande improvisatrice!* Il avait en effet, comme dit de Maistre, «l'art de se combiner avec la fortune jamais l'exercice de cet art ne dispense ni de sagesse ni de prévoyance, et je crains que dans la chaleur de l'improvisation, l'homme d'État n'ait perdu de vue les conséquences médiate de son œuvre, et cela me rappelle une opinion de Gioberti sur le comte Cavour qu'il ne trouvait pas assez italien: «Il Cavour non é ricco di queste doti: Anzi pei sensi, gli istinti, le cognizioni é quasi estraneo da Italia; Ànglico nelle idee, Gallico nella lingua.» (Par l'intelligence, les instincts, les connaissances il est presque étranger à l'Italie; Anglais par les idées, Français par la langue.)

C'était cependant de bien beaux résultats de la paix de Villafranca, que l'annexion si naturelle de la Lombardie au Piémont qui devenait la première puissance italienne, et à ce titre, se serait fait admettre au même rang par l'Europe; que l'influence autrichienne réduite à des proportions légitimes; que l'indépendance assurée par la confédération, et cela dans le respect de tous les droits, de la liberté et de la nationalité des peuples. Mais il y avait du Danton, dans M. de Cavour, son mot favori *il faut être hardi!* répond bien à *l'audace et encore de l'audace.* — Ce résultat ne suffisait plus à son ambition. Le Piémont pouvait être le bienfaiteur de l'Italie, il en fit l'opresseur. A la nouvelle de la paix de Villafranca il s'écria: *On veut me forcer à conspirer? Eh, bien, soit!*

Le Piémont gouverné par Gioberti envoya M. le marquis de Montezemolo et l'évêque de Savona, monseigneur Ricardi, à Gaete, offrir au pape de le ramener à Rome et de l'y maintenir à ses frais avec une armée de 20,000 hommes. Les mêmes offres furent faites au grand duc de Toscane.

M. de Cavour au contraire envoya Garibaldi, travailla par tous les moyens à la chute des ducs, chargea l'armée d'expulser un roi italien; et d'envahir les États de l'Église!



Le dernier mot n'est pas dit encore sur ces deux politiques, si ce n'est sur leur loyauté, du moins sur leurs résultats, mais je me souviens qu'un des hommes les plus avant dans les conseils du Saint-Père, me faisait l'honneur de me dire: «Je n'ai jamais craint que les bons procédés du Piémont, s'ils étaient venus en amis, nous proposant de faire ce que font les Français, il nous eut été bien difficile de refuser, et une fois au château St-Ange je ne sais plus ce qui serait advenu.».

Mais je vais plus loin et j'ose dire que si M. de Cavour a mal servi l'Italie, il n'a pas mieux traité sa propre patrie en lui faisant abandonner une situation enviable sous tous les rapports, une autonomie agrandie, pour courir les aventures d'un rêve ambitieux d'unité dont la réalisation, doit effacer sa personnalité nationale distincte et libre et la réduire à l'état de petite fraction d'un grand et multiple tout, et dont l'insuccès, doit l'isoler et la couvrir de confusion. En attendant, que d'obstacles à vaincre, que de résistances à briser, que de difficultés de toute nature qui commencent à peine à se dessiner! M. Guizot a écrit du gouvernement de juillet en France: «Tant que le péril social a été imminent, tant que la sûreté et les premiers intérêts de la vie commune ont été menacés, le pouvoir nouveau a suffi à sa tâche; il avait contre ses ennemis de l'ancien régime, les forces de la révolution et contre ses ennemis révolutionnaires les forces de tous les honnêtes gens effrayés. Mais, quand la question d'ordre public a été vidée, la question politique est revenue. C'est du jour où la monarchie nouvelle a été fondée, qu'une grande lacune s'est révélée dans ses fondements.»

Nul observateur impartial ne peut se dissimuler qu'il en serait de même pour l'unité italienne. C'est lorsqu'elle paraîtrait fondée que ses vices ressortiraient avec évidence et un effrayant relief, et il y a de plus cette énorme et essentielle différence entre les deux pays, que les Français sont un peuple homogène dont nulle province ne songe à la division, tandis qu'à chaque pas en Italie, il y a des peuples divers qui ont une histoire, une existence propre et distincte, un passé qui doit leur inspirer l'amour et l'orgueil d'un avenir. Tous les malaises, toutes les souffrances, même les plus inévitables dans tout état social, seront imputés à crime au nouvel état des choses; avec passion, avec injustice, avec cruauté, le Piémont sera chargé de toutes les responsabilités, de tous les mécomptes, de tous les désillusionnements et de toutes les haines. Le bien être, la prospérité, la liberté chez soi, le bonheur en famille; toutes ces vagues espérances que l'homme n'abandonne jamais et qui n'ont pas besoin d'être réalisables pour être consolantes, s'attacheront avec une irrésistible force à l'idée de gouvernements autonomiques, sous quelque forme et dynastie que ce soit, qui bientôt s'appelleront: *Liberté! Indépendance!*

Je veux bien reconnaître au Piémont le bénéfice d'une justice exceptionnelle et dire avec Descartes: «La justice entre les souverains a d'autres limites qu'entre les particuliers, il semble qu'en ces rencontres Dieu donne le droit à ceux auxquels il a donné la force!» Mais il faut que la force ici tôt ou tard se fasse juste et légale, il faut qu'elle se fasse accepter par ceux-mêmes auxquels elle s'impose, et le Piémont doit savoir par expérience que cela n'est pas aisé: son annexion de la république moribonde de Gènes pouvait lui faire pressentir les difficultés d'annexions plus considérables. En effet, quoiqu'à une époque où l'Italie était épuisée par de longues guerres, fatiguée de dominations étrangères; quoique ce fut l'Europe entière qui décréta la réunion de Gènes au Piémont! — que de révoltes cependant n'a-t-il pas eu à étouffer jusqu'en 1848 où il dût la bombarder et la reprendre comme une ville ennemie! Les peuples disent toujours comme César: *Mieux le premier au village que le second dans Rome*. — Le Portugal, après les folies de Don Sébastien et la mort du cardinal Henry, tomba aux mains de Philippe II. Cette annexion du Portugal à l'Espagne était aussi naturelle et plus juste que celle de la Toscane, de Parme, de Modène, de Rome et de Naples au Piémont. Nous en connaissons le résultat et cette histoire est un triste enseignement offert à l'unitarisme italien.

Je veux citer un autre exemple des effets naturels de l'unification que j'emprunte à M. de Sismondi: «Le 8 août 1530, Florence ouvrit ses portes à Charles V qui abolit sa constitution. Les fédérations et les républiques (Lucques, Gènes et Venise exceptées) disparurent de l'Italie qui cessa d'être indépendante. Ses peuples n'exercèrent plus d'influence sur le reste de l'Europe, n'eurent plus de part à leur gouvernement et renonçant aux vertus publiques qui leur étaient interdites, ils perdirent successivement l'énergie de caractère qui les avait longtemps distingués, l'activité ingénieuse qui les avait enrichis par les manufactures et le commerce, l'aptitude aux sciences qui les avait illustrés par de brillantes découvertes, enfla le goût délicat des arts qui, survivant à leurs autres facultés, avait après elles paré quelque temps encore leur misère!» (Sismondi. *Introd.*, p. XIX.) L'unité ne produira-t-elle pas des résultats analogues, si non en tuant, du moins en empêchant de renaître? Je sens toutes les différences qu'on peut faire valoir entre ces deux faits historiques, surtout en prenant l'unité pour la liberté, mais si j'ai réussi à faire justice de cette contusion, tout ce qui reste, c'est un gouvernement constitutionnel représentatif «qui ne pourra librement fonctionner. Cela peut-il satisfaire les Parmesans, les Modenois, les Toscans, les Napolitains, les Siciliens dont on supprime les gouvernements et la nationalité, et qui, d'ailleurs, n'entendent pas, pour leur propre compte, renoncer au bénéfice d'institutions libérales et populaires.

La Belgique et la Hollande est un autre fait dont l'Italie peut tirer profit. Que l'on fasse aussi grande qu'on veuille la part du développement progressif qui ne se serait pas arrêté dans le royaume des Pays-Bas, je ne crois pas qu'on puisse sérieusement contester, que ces deux pays séparés, représentent une somme plus grande de richesses intellectuelles et matérielles que s'ils étaient demeurés unis.

Je crois que c'est le moment, et pour en finir, de se demander enfin ce que tout cela va produire dans l'esprit du peuple piémontais, si sa. ge, si modéré, si religieux, si attaché à ses souverains, qui se trouve avec étonnement hors de toutes ses voies, que quelques hommes ont entraîné bien plus qu'ils ne l'ont représenté.

D'abord, il ne peut échapper à personne en y réfléchissant, que je n'ai pas dit un mot dans tout ce qui précède à propos des divers peuples italiens, qui ne s'applique pas également et de la façon la plus complète au Piémont, le plus homogène et le plus exclusif des peuples de l'Italie. Les prodigieux événements accomplis, la grandeur du rôle qu'on lui a fait accepter avec plus d'enthousiasme que de réflexion, les élans désordonnés vers un avenir d'autant plus séduisant qu'il est plus confus et moins déterminé, lui enlèvent la faculté de percevoir nettement la situation et le but vers lequel on le pousse, mais cela ne peut durer, et quand il se verra l'objet des ressentiments de peuples auxquels il a la conscience d'avoir fait de grands sacrifices; quand il verra le pape, le deux cent cinquantième successeur de St-Pierre expulsé de Rome; quand il verra la capitale et son roi transportés loin de Turin; quand il verra que tous ses efforts n'ont abouti qu'à le réduire à l'état subordonné de province lointaine; quand il verra que cette unité, qu'on lui peignait sous de si brillantes couleurs, n'est qu'une mer orageuse qui doit engloutir sa personification, son esprit national, ses destinées propres, la libre disposition de lui-même, en un mot, que l'annexion de l'Italie au Piémont n'est et ne peut être que la complète absorption du Piémont par l'Italie, il se réveillera plein de colère pour les hommes qui l'ont mené là, la statue de M. de Cavour vacillera sur son piédestal, et je ne crains pas d'être faux prophète en prédisant, que les ennemis de l'unité les plus ardents, les réactionnaires les plus acharnés de l'Italie, seront, tôt ou tard mais inévitablement, les Piémontais eux-mêmes!

FIN.